



Conseil de sécurité

Distr. générale
5 septembre 2017
Français
Original : anglais

Note du Président du Conseil de sécurité

Au paragraphe 2 de sa résolution [2345 \(2017\)](#), le Conseil de sécurité a demandé au Groupe d'experts créé en application de la résolution [1874 \(2009\)](#) de lui présenter un rapport de mi-mandat contenant ses conclusions et recommandations.

Le Président communique donc ci-après le rapport émanant du Groupe d'experts (voir annexe).



Annexe

Lettre datée du 28 août 2017, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité

Le Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) a l'honneur de communiquer ci-joint, conformément au paragraphe 2 de la résolution 2345 (2017), le rapport de mi-mandat sur ses travaux.

Ce rapport a été adressé le 4 août 2017 au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006), qui l'a examiné le 25 août 2017.

Le Groupe d'experts vous serait reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et de sa pièce jointe à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le publier comme document du Conseil.

Le Coordonnateur du Groupe d'experts créé en application
de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité
(*Signé*) Hugh **Griffiths**

(*Signé*) Benoît **Camguilhem**
Expert

(*Signé*) Dmitry **Kiku**
Expert

(*Signé*) Stephanie **Kleine-Ahlbrandt**
Experte

(*Signé*) Maiko **Takeuchi**
Experte

(*Signé*) Neil **Watts**
Expert

(*Signé*) Jong Kwon **Youn**
Expert

(*Signé*) Jiahu **Zong**
Expert

Pièce jointe**Lettre datée du 4 août 2017, adressée au Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) par le Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité**

Le Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) a l'honneur de communiquer ci-joint, conformément au paragraphe 2 de la résolution 2345 (2017), le rapport de mi-mandat sur ses travaux.

Le Groupe d'experts vous serait reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et du rapport à l'attention des membres du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006).

Le Coordonnateur du Groupe d'experts créé en application
de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité
(*Signé*) Hugh **Griffiths**

(*Signé*) Benoît **Camguilhem**
Expert

(*Signé*) Dmitry **Kiku**
Expert

(*Signé*) Stephanie **Kleine-Ahlbrandt**
Experte

(*Signé*) Maiko **Takeuchi**
Experte

(*Signé*) Neil **Watts**
Expert

(*Signé*) Jong Kwon **Youn**
Expert

(*Signé*) Jiahu **Zong**
Expert

Rapport à mi-parcours du Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité

Résumé

La République populaire démocratique de Corée a considérablement développé les capacités de ses armes de destruction massive, défiant le régime de sanctions le plus complet et le plus ciblé de l'histoire des Nations Unies. Après avoir réalisé en 2016 deux essais nucléaires qui ont entraîné l'adoption des résolutions 2270 (2016) et 2321 (2016), elle a accéléré sensiblement son programme d'essais de missiles balistiques, effectuant en 2017 pas moins de 14 lancements dont 2 tirs de missiles balistiques intercontinentaux. En outre, elle continue de bafouer l'embargo sur les armes et de strictes sanctions financières et sectorielles, contournant de plus en plus les sanctions à mesure qu'elles s'alourdissent. Pour la première fois dans l'histoire du régime de sanctions la visant, l'emploi d'un agent de guerre chimique a été signalé par la Malaisie, qui l'a accusée d'avoir utilisé de l'agent VX en février 2017 à Kuala Lumpur pour assassiner Kim Jong Nam, qui serait le demi-frère de Kim Jong Un.

En 2017, la République populaire démocratique de Corée a testé de nouveaux systèmes de missiles balistiques dénotant d'importants progrès dans la diversification des systèmes, la portée des missiles et la réduction du délai entre l'annonce d'un nouveau missile et son essai. Elle poursuit ses activités nucléaires interdites, notamment la production de matière fissile utilisable dans les armes nucléaires à Yongbyon ainsi que la construction et l'entretien à Punggye-ri. Le Groupe d'experts continue également d'enquêter sur la présence en Afrique et au Moyen-Orient, en particulier en République arabe syrienne, de nombreux individus de la République populaire démocratique de Corée agissant pour le compte d'entités désignées ou sur leurs instructions, et notamment sur leur participation à des activités interdites telles que le commerce de missiles sol-air.

La République populaire démocratique de Corée continue de violer les sanctions financières en plaçant à l'étranger des agents qui effectuent des transactions financières pour le compte de ses entités. Les institutions financières de nombreux États Membres ont fourni volontairement ou involontairement des services de correspondance bancaire à des sociétés écrans et à des individus de la République populaire démocratique de Corée se livrant à des activités interdites. En outre, des entreprises étrangères conservent des liens avec des institutions financières du pays établies en tant que filiales ou coentreprises, contrevenant aux résolutions. La participation du personnel diplomatique de la République populaire démocratique de Corée à des activités commerciales et la location de biens appartenant aux ambassades génèrent d'importants revenus à l'aide de nombreuses pratiques financières frauduleuses. Ces activités financières illicites bénéficient de l'absence de cadres juridiques et réglementaires nationaux qui donneraient effet aux résolutions, notamment dans de nombreux États d'Asie.

La République populaire démocratique de Corée a continué de violer les sanctions sectorielles en exportant presque toutes les marchandises interdites par les résolutions, générant ainsi au moins 270 millions de dollars de recettes au cours de la période considérée. Lorsque la Chine a arrêté d'importer du charbon de République populaire démocratique de Corée en février 2017, le pays a exporté vers d'autres États Membres, notamment la Malaisie et le Viet Nam, et par l'intermédiaire de pays tiers. D'après les enquêtes du Groupe d'experts, le pays utilise délibérément des voies indirectes pour exporter des marchandises interdites et contourner les sanctions.

La République populaire démocratique de Corée, avec son administration maritime, a continué de perfectionner ses tactiques de contournement alors que les États Membres s'employaient à réduire le nombre de ses navires battant pavillon étranger. Le nombre de navires battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée a ainsi également augmenté, beaucoup étant officiellement la propriété d'entreprises étrangères ou exploités par elles, en violation des résolutions.

Les États Membres ont présenté davantage de rapports nationaux de mise en œuvre au Conseil de sécurité, mais l'application effective des sanctions reste largement en deçà du minimum nécessaire pour atteindre l'objectif fondamental : la dénucléarisation. La République populaire démocratique de Corée poursuivra probablement ses programmes d'armes nucléaires et de missiles balistiques à un rythme rapide, à en juger par les déclarations faites par Kim Jong Un, notamment lors de son discours du nouvel an 2017, au cours duquel il a affirmé qu'en 2016, elle avait acquis le statut de puissance nucléaire, réalisé le premier essai de bombe H, des tirs d'essai de divers moyens de frappe et des essais de têtes nucléaires, et atteint le stade final de préparation à l'essai du lancement d'un missile balistique intercontinental. L'application laxiste du régime de sanctions et les progrès qu'elle fait dans les techniques de contournement compromettent la réalisation des objectifs des résolutions, à savoir qu'elle renonce à toutes les armes de destruction massive et mette fin à tous les programmes et à toutes les activités connexes.

Table des matières

	<i>Page</i>
Glossaire	6
I. Introduction	7
II. Rapports présentés par les États Membres	7
Rapports nationaux de mise en œuvre	7
III. Poursuite des violations par la République populaire démocratique de Corée de l'obligation de renoncer à ses programmes de missiles balistiques, d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive	9
A. Activités récentes liées au programme de missiles balistiques	9
B. Activités récentes liées au programme nucléaire	13
C. Autres programmes existants d'armes de destruction massive	13
IV. Embargos et entités et personnes désignées	14
V. Transport maritime	18
VI. Finances	22
VII. Sanctions sectorielles	30
VIII. Recommandations	39
A. Recommandations du Groupe d'experts au Conseil de sécurité	39
B. Recommandations du Groupe d'experts au Comité	40
C. Recommandations du Groupe d'experts aux États Membres	41
Annexes*	43

* Les annexes sont distribuées uniquement dans la langue de l'original et n'ont pas été revues par les services d'édition.

Glossaire

Définition des termes utilisés dans le rapport :

« Le pays »	La République populaire démocratique de Corée
« Le Comité »	Le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006)
« Les résolutions »	Les résolutions 1718 (2006) , 1874 (2009) , 2087 (2013) , 2094 (2013) , 2270 (2016) , 2321 (2016) et 2356 (2017) du Conseil de sécurité
« Le Groupe d'experts »	Le Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009)
« Les sanctions »	Les mesures énoncées dans les résolutions
« La liste relative aux sanctions »	La liste des personnes et des groupes, entreprises ou autres entités visés par des sanctions, établie et mise à jour par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006)
« interception »	L'inspection, la saisie et la destruction de cargaisons, telles que définies aux paragraphes 11 à 14 de la résolution 1874 (2009) , au paragraphe 8 de la résolution 2087 (2013) et au paragraphe 16 de la résolution 2094 (2013)
« désigner/désignation »	Mesures prises par le Conseil de sécurité ou le Comité en vertu des alinéas d) et e) du paragraphe 8 de la résolution 1718 (2006) [modifiées dans les résolutions ultérieures, notamment au paragraphe 27 de la résolution 2094 (2013)] contre des personnes ou des entités (gel des avoirs, interdiction de voyager)
« tonnes »	Tonnes métriques

I. Introduction

1. Au paragraphe 43 de sa résolution 2321 (2016), le Conseil de sécurité a demandé au Groupe d'experts d'intégrer des conclusions et des recommandations dans ses rapports à mi-parcours, à compter de celui qui devait être présenté au Comité au plus tard le 5 août 2017. Le présent rapport porte sur la période allant du 2 février au 5 août 2017¹.

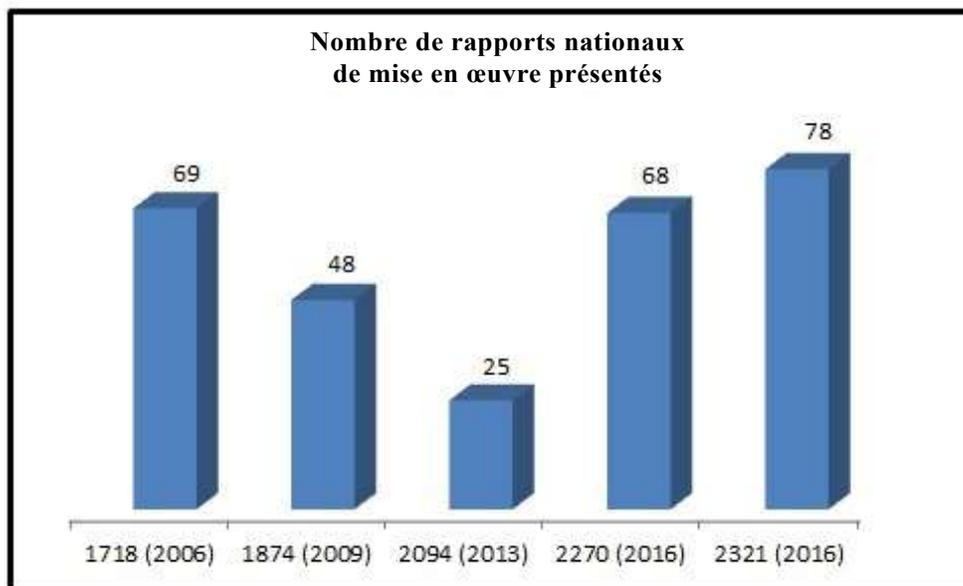
II. Rapports présentés par les États Membres

Rapports nationaux de mise en œuvre

2. Le taux de présentation de rapports nationaux d'application des résolutions 2270 (2016) et 2321 (2016) augmente progressivement. Avec 78 rapports, la résolution 2321 (2016) a donné lieu au nombre de rapports le plus élevé jusqu'à présent, par rapport au nombre de rapports présentés sur la même durée après l'adoption des résolutions précédentes (fig. I). Le nombre de rapports nationaux d'application de la résolution 2321 (2016) varie considérablement d'une région à l'autre, comme c'était le cas pour les résolutions précédentes (fig. II). Les États Membres ont continué de présenter des rapports sur l'application de la résolution 2270 (2016) et des résolutions précédentes². Même si les États Membres ayant présenté des rapports concernant les résolutions 2270 (2016) et 2321 (2016) sont plus nombreux que dans le cas de résolutions précédentes, le Groupe d'experts note que le nombre de ceux n'ayant pas soumis de rapport reste très élevé : 95 et 114 respectivement (voir annexes 2 et 3).

Figure I

Nombre de rapports nationaux de mise en œuvre présentés dans les huit mois suivant l'adoption de chaque résolution



Source : Le Groupe d'experts.

¹ Au cours de la période considérée, le Groupe d'experts a été la cible de tentatives récurrentes de piratage informatique qui l'ont empêché de faire rapport sur l'application des sanctions comme le prévoit son mandat. Il continue de recueillir des informations à ce sujet.

² Au cours de la période considérée, 21 États Membres ont soumis des rapports au titre de la résolution 2270 (2016), portant le total à 97 (voir annexe 1).

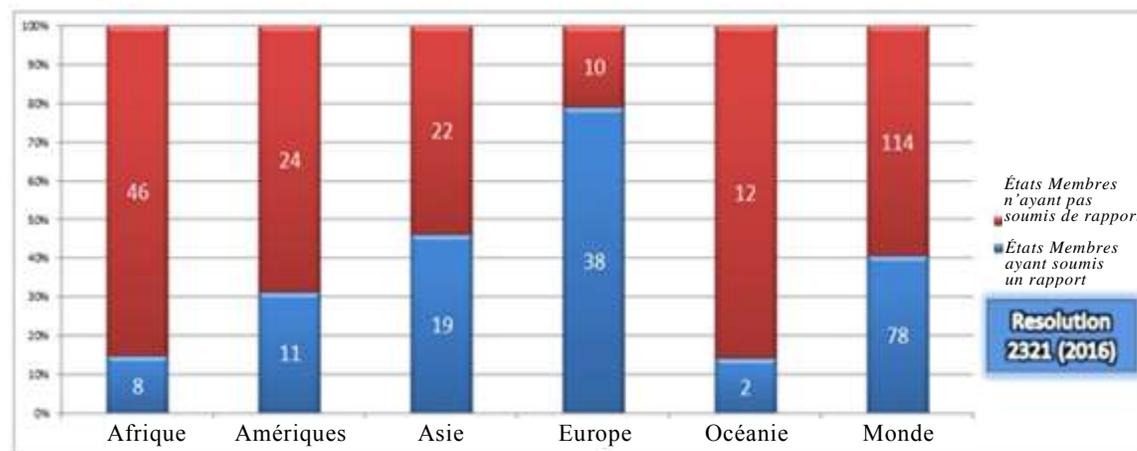
3. Suite à l'adoption de la résolution 2321 (2016), le Groupe d'experts a pris part à des activités régionales de sensibilisation à New York et dans la région Asie-Pacifique pour en promouvoir l'application effective par les États Membres. Six mois après l'adoption de la résolution, des rappels ont été envoyés à 128 États Membres n'ayant pas présenté de rapport pour les encourager à le faire en se fondant sur les indications actualisées concernant l'établissement et la soumission des rapports nationaux de mise en œuvre. Les membres du Conseil de sécurité et les coauteurs de la résolution en particulier ont été invités à montrer l'exemple.

4. Le Groupe d'experts constate que la qualité de certains rapports s'améliore : plusieurs contiennent une description des mesures spécifiques prises par les États Membres, telles que la réduction du personnel des missions diplomatiques de la République populaire démocratique de Corée, la limitation du nombre de comptes bancaires à un seul par mission diplomatique ou l'interdiction faite au pays d'utiliser des biens immobiliers qu'il possède ou loue sur leur territoire à des fins autres que des activités diplomatiques ou consulaires.

5. Par ailleurs, le Groupe d'experts note avec préoccupation que la République populaire démocratique de Corée a contesté à plusieurs reprises la légitimité des résolutions du Conseil de sécurité, notamment dans la déclaration qu'elle a faite le 6 mars 2017 en réponse au rapport final du Groupe d'experts pour 2017, affirmant que les résolutions n'avaient « aucun fondement juridique ».

Figure II

Rapports présentés au titre de la résolution 2321 (2016), par région



Source : Le Groupe d'experts.

Recommandation

6. Le Groupe d'experts recommande aux États Membres d'incorporer à leur droit interne les dispositions pertinentes des résolutions 1718 (2006), 1874 (2009), 2087 (2013), 2094 (2013), 2270 (2016), 2321 (2016) et 2356 (2017).

III. Poursuite des violations par la République populaire démocratique de Corée de l'obligation de renoncer à ses programmes de missiles balistiques, d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive

A. Activités récentes liées au programme de missiles balistiques

Tirs de missiles balistiques

7. De février à juillet 2017, la République populaire démocratique de Corée a annoncé et mis à l'essai de nouveaux missiles balistiques et un nouveau moteur, ce qui montre à quel point ses programmes se développent et se diversifient (tableau 1). Ces nouveaux systèmes lui permettront d'améliorer la portée, la réactivité, la fiabilité et la pénétration des missiles. Pour la première fois, le pays a annoncé avoir réalisé avec succès deux essais de missile balistique intercontinental, les 4 et 28 juillet 2017³, franchissant ainsi une étape cruciale de son programme de missile balistique.

Tableau 1

Tirs de missiles balistiques ou de systèmes recourant à la technologie connexe effectués par la République populaire démocratique de Corée en 2017

	Type de missile	Nombre	Site de lancement présumé	Distance parcourue (kilomètres)	Commentaire
12 février	Pukguksong-2	1	Kusong	500	
6 mars	Missile de type Scud (à portée accrue)	4	Sohae	1 000	
22 mars	Non confirmé (probablement Hwasong-10)	1	Région de Wonsan	–	Échec
5 avril	Non confirmé	1	Région de Sinpo	60	
16 avril	Non confirmé (probablement Hwasong-12)	1	Région de Sinpo	–	Échec
29 avril	Non confirmé (probablement Hwasong-12)	1	Bukchang	–	Échec
14 mai	Hwasong-12	1	Région de Kusong	790	
21 mai	Pukguksong-2	1	Pukchang	500	
29 mai	Missile de type Scud (tête de missile manœuvrable)	1	Région de Wonsan	450	
4 juillet	Hwasong-14	1	Région de Panghyon	930	
28 juillet	Hwasong-14	1	Mupyong-ni	1 000	

8. Le 15 avril 2017, la République populaire démocratique de Corée a fait défiler en tout sept systèmes de missiles balistiques, dont trois n'avaient jamais défilé précédemment : un missile de type Scud à ailettes à l'avant, un missile à deux étages utilisant du combustible solide (Pukguksong-2, également appelé KN-15) et un missile à un étage utilisant du combustible liquide (Hwasong-12, également appelé KN-17). Tous trois ont été mis à l'essai avec succès dans les deux mois qui ont suivi (voir fig. III et paragraphes ci-après).

³ Le Groupe d'experts utilise la classification suivante : missile balistique à courte portée = portée inférieure à 1 000 km; missile balistique à moyenne portée = de 1 000 à 3 000 km; missile balistique à portée intermédiaire = de 3 000 à 5 500 km; missile balistique intercontinental = portée de 5 500 km ou plus.

Figure III
Nouveaux systèmes de missiles balistiques au défilé du 15 avril 2017 : missile de type Scud (en haut à gauche), Pukguksong-2 dans son conteneur (en haut à droite) et Hwasong-12 (en bas)



Source : Télévision centrale coréenne (KCTV).

9. Deux grands conteneurs de lancement ont également été exhibés. Ceux-ci pourraient accueillir des missiles balistiques à plusieurs étages utilisant du combustible solide et entièrement nouveaux, dont un de 2 mètres de diamètre environ (fig. IV).

Figure IV
Systèmes à grands conteneurs



Source : Télévision centrale coréenne (KCTV).

10. Les 12 février et 21 mai 2017, la République populaire démocratique de Corée a mis à l'essai le missile balistique Pukguksong-2, qui ressemble à une version basée à terre du Pukguksong-1 (avec le même système de lancement à froid et le même diamètre : 1,5 m) mais légèrement plus long et avec une tête différente, ce qui traduit une diversification des missiles balistiques utilisant du combustible solide

(voir annexe 4). Selon un État Membre, le Pukguksong-2 aurait une portée de 2 500 kilomètres (avec une charge utile de 650 kg), ce qui en fait un missile balistique à portée moyenne. Il convient de mentionner que le missile est monté sur un transporteur-érecteur-lanceur (TEL) à chenilles. Le combustible solide et le TEL à chenilles permettront au pays d'utiliser ce système rapidement et sur divers types de terrain. Les Pukguksong-1 et -2 montrent que les moteurs à combustible solide prennent une importance croissante dans la modernisation des missiles balistiques du pays, ce que tendent à confirmer les modifications et constructions constatées dans une zone industrielle proche du site d'essais de moteurs à combustible solide de Hamhung, qui pourraient être liées à une usine de production de combustible solide (voir annexe 5).

11. Le 14 mai, la République populaire démocratique de Corée a testé un missile appelé Hwasong-12 sur une trajectoire plongeante, avec une portée annoncée de 787 kilomètres et une apogée à 2 111 kilomètres. Selon un État Membre, le Hwasong-12 pourrait avoir une portée de 4 500 kilomètres (avec une charge utile de 750 kg), ce qui en fait un missile balistique à portée intermédiaire.

12. Quatre missiles ont été lancés simultanément le 6 mars et un missile de type Scud muni d'un corps de rentrée manœuvrable a été lancé le 29 mai. On voit donc clairement que la République populaire démocratique de Corée entend surmonter la défense antimissiles balistiques à la fois par la saturation (essai du 6 mars) et par l'optimisation des capacités de pénétration de la défense aérienne étendue (29 mai).

13. Le 4 juillet, le pays a procédé à l'essai du Hwasong-14, décrit comme un missile balistique intercontinental, sur une trajectoire plongeante et une distance annoncée de 933 kilomètres, avec une apogée à 2 802 kilomètres, (fig. V)⁴ et un temps de vol annoncé de 39 minutes⁵. Le tir d'essai a été réalisé par l'Académie des sciences de la défense, probablement un autre nom de l'Académie des sciences de la défense nationale, entité visée par la résolution 2270 (2016). Il semble que le Hwasong-14 soit un système à deux étages et à combustible liquide. Le Groupe d'experts enquêtera sur les caractéristiques techniques du missile, en particulier sur ses similitudes avec le Hwasong-12. Selon un État Membre, le Hwasong-14 pourrait avoir une portée de 7 000 à 8 000 kilomètres, ce qui en ferait un missile balistique intercontinental⁶.

⁴ « Kim Jong Un supervise le tir d'essai du missile balistique intercontinental Hwasong-14 », Agence centrale de presse coréenne, 5 juillet 2017. Le Ministère japonais de la défense a confirmé que la portée avoisinait les 900 km et que l'apogée dépassait les 2 500 km.

⁵ Cette durée de vol correspond à celle annoncée dans le communiqué de presse publié par le Ministère japonais de la défense le 4 juillet (environ 40 minutes). À la séance du Conseil de sécurité du 5 juillet, Miroslav Jenca, Sous-Secrétaire général aux affaires politiques, a déclaré que « d'après ces données, le missile aurait une portée d'environ 6 700 km s'il était lancé sur une trajectoire plus normale ».

⁶ Selon le Ministre de la défense de la République de Corée, s'exprimant lors d'une réunion du Comité de défense de l'Assemblée nationale de la République de Corée, le 5 juillet 2017 (la charge utile n'a pas été précisée). Le tir du 4 juillet a provoqué une réunion d'urgence du Conseil de sécurité au cours de laquelle le Hwasong-14 a été décrit comme un missile balistique intercontinental par les États-Unis et comme un missile balistique à portée intermédiaire par la Fédération de Russie. Dans une lettre au Comité datée du 31 juillet, les États-Unis ont déclaré que, selon leurs données, le missile avait atteint son apogée à 2 800 km, parcouru 900 km et volé pendant 38 minutes. Le 8 juillet, la Fédération de Russie a indiqué au Conseil de sécurité que le missile avait parcouru 510 km en 14 minutes environ et qu'il avait atteint une altitude maximale de 535 km (voir S/2017/588).

Figure V
Tir d'un missile balistique intercontinental le 4 juillet 2017



Source : Rodong Sinmun.

14. Le 28 juillet, la République populaire démocratique de Corée a lancé un deuxième missile balistique intercontinental Hwasong-14, avec une distance annoncée de 998 kilomètres, une apogée à 3 725 kilomètres et un temps de vol de 47 minutes. Peu de temps après la chute du missile dans sa zone économique exclusive, le Japon a estimé le temps de vol à environ 45 minutes. La République de Corée a estimé l'apogée à 3 700 kilomètres et la distance parcourue à 1 000 kilomètres⁷. D'après les données de vol annoncées par la République populaire démocratique de Corée, le missile lancé le 28 juillet était une version améliorée de celui testé le 4 juillet. Le Groupe d'experts enquête sur l'augmentation de la portée de cette version améliorée du Hwasong-14.

15. Jon Il Ho et Jong Sung Il ont été vus accompagnant Kim Jong Un alors que celui-ci supervisait plusieurs tirs de missiles balistiques en 2017, notamment ceux des deux missiles intercontinentaux. Selon un État Membre, ils sont tous deux vice-directeurs du Département de l'industrie des munitions.

Recommandation

16. **Réitérant ses recommandations précédentes concernant la désignation des principaux individus impliqués dans les programmes d'armes nucléaires et de missiles balistiques de la République populaire démocratique de Corée, notamment Ri Pyong Chol, Hong Sung Mu, Hong Yong Chil, Kim Jong Sik et Kim Rak Gyom⁸, le Groupe d'experts recommande donc également de désigner Jon Il Ho et Jong Sung Il, compte tenu de leur participation à ces programmes.**

⁷ Le tir a été détecté par le Département de la Défense des États-Unis et le missile a été qualifié d'intercontinental avec une distance horizontale parcourue de 1 000 km. Le Ministère russe de la défense a évalué l'apogée à 681 km, avec une distance horizontale parcourue de 732 km, et estime que le missile est à portée intermédiaire.

⁸ Voir S/2017/150, par. 55.

B. Activités récentes liées au programme nucléaire

17. Le complexe nucléaire de Yongbyon, le site d'essais nucléaires de Punggye-ri et la mine d'uranium de Pyongsan sont restés actifs. Le réacteur de 5 MWe fonctionne depuis décembre 2015. Selon un État Membre, de l'eau chaude a été évacuée par le circuit de refroidissement du réacteur à eau ordinaire une fois au moins en 2017, peut-être lors d'un essai du système de refroidissement d'eau du réacteur. Le Groupe d'experts surveille la capacité opérationnelle d'autres installations du complexe de Yongbyon.

18. Selon des images satellite, des travaux de construction et d'entretien ont lieu dans la zone administrative principale et au centre de contrôle du site de Punggye-ri et des travaux d'excavation et de pompage sont réalisés aux portails.

C. Autres programmes existants d'armes de destruction massive

19. La Malaisie a signalé à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) que l'agent de guerre chimique VX avait été utilisé pour assassiner un ressortissant de la République populaire démocratique de Corée⁹ à l'aéroport international de Kuala Lumpur le 13 février 2017¹⁰. Les autorités malaisiennes ont confirmé qu'il s'agissait de Kim Jong Nam, largement présenté dans les médias comme le demi-frère du dirigeant de la République populaire démocratique de Corée, Kim Jong Un.

20. Au paragraphe 24 de la résolution 2270 (2016), le Conseil de sécurité a décidé que la République populaire démocratique de Corée devait « abandonner tous les programmes liés aux armes chimiques et biologiques et tous les programmes liés aux armes » et lui a demandé d'adhérer à la Convention sur les armes chimiques et de se conformer immédiatement à ses dispositions. Au paragraphe 37 de la résolution 2321 (2016), le Conseil a réaffirmé qu'aux termes de la résolution 1540 (2004), tous les États devaient prendre et appliquer des mesures efficaces pour mettre en place des dispositifs internes de contrôle destinés à prévenir la prolifération des armes nucléaires, chimiques ou biologiques ou de leurs vecteurs, y compris en mettant en place des dispositifs de contrôle appropriés pour les éléments connexes.

21. À la session de l'OIAC, la Malaisie a rappelé qu'elle se conformait à la Convention sur les armes chimiques et condamnait fermement l'utilisation du VX. Le Conseil exécutif de l'OIAC a décidé que le Directeur général de l'Organisation devait fournir une assistance technique à la Malaisie si elle en faisait la demande et souligné qu'il lui importait de recevoir et d'examiner les résultats officiels dès que la Malaisie aurait terminé son enquête¹¹. Le Groupe d'experts poursuit son enquête sur cette affaire.

⁹ Kim Jong Nam était porteur d'un passeport diplomatique de la République populaire démocratique de Corée au nom de « Kim Chol ».

¹⁰ Déclaration de la Malaisie à la quatre-vingt-quatrième session du Conseil exécutif de l'OIAC, le 7 mars 2017. Le 24 février, le Département malaisien de la chimie a publié un rapport préliminaire dans lequel il a indiqué avoir détecté sur le visage de Kim du méthylphosphonothioate de 0-éthyle et de S-2-diisopropylaminoéthyle (également connu sous le nom d'agent neurotoxique VX), arme chimique visée au tableau 1 de la Convention sur les armes chimiques. La police malaisienne a arrêté et traduit en justice deux suspects, un Indonésien et un Vietnamien. À la demande de la Malaisie, INTERPOL a diffusé, le 16 mars 2017, des notices rouges concernant quatre personnes soupçonnées de meurtre, originaires de la République populaire démocratique de Corée (voir annexe 6).

¹¹ Décision du Conseil exécutif de l'OIAC, du 9 mars 2017 (EC-84/DEC.8).

IV. Embargos et entités et personnes désignées

22. Le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur les violations de l'embargo sur les armes et sur les activités menées par les entités et les personnes de la République populaire démocratique de Corée désignées par l'Organisation des Nations Unies pour s'être livrées au commerce d'armes classiques et de matériels liés aux missiles balistiques, en particulier en Afrique et au Moyen-Orient.

Angola

23. Le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur la formation de la Garde présidentielle angolaise et d'autres unités assurée par le personnel de la République populaire démocratique de Corée, ainsi que sur les diplomates de ce pays accrédités pour représenter la Green Pine Corporation en Angola, notamment M. Kim Hyok Chan et M. Jon Chol Young. M. Kim exerce les fonctions de représentant de la Green Pine Corporation chargé de la rénovation de navires angolais par la République populaire démocratique de Corée en violation des résolutions. En outre, M. Kim et M. Jon se sont rendus au Sri Lanka depuis l'Angola dans l'optique d'y vendre des navires, sans succès¹². L'Angola n'a pas encore donné suite aux demandes de renseignements du Groupe d'experts.

République démocratique du Congo

24. Le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur l'entraînement militaire de la Garde présidentielle de la République démocratique du Congo assuré par la République populaire démocratique de Corée, ainsi que sur les armes à feu de calibre 9 mm que ce pays a fournies à la Garde présidentielle et à des unités spéciales de police, dont certaines étaient déployées dans la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA)¹³. La République démocratique du Congo n'a pas encore répondu aux demandes de renseignements du Groupe d'experts.

Érythrée

25. Le Groupe a continué d'enquêter sur l'interception d'une cargaison d'armes et de matériels connexes commercialisés par la société Global Communications (Glocom)¹⁴. L'Érythrée persiste à ne pas communiquer d'informations de fond sur cette affaire, malgré les demandes de renseignements que lui a adressées le Groupe d'experts (voir annexe 7), lesquelles font partie d'une série de requêtes sur la coopération en matière d'armement entre la République populaire démocratique de Corée et divers autres États¹⁵.

Mozambique

26. Le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur la fourniture au Mozambique de systèmes portatifs de défense aérienne, de missiles sol-air et de radars, signalée par un État Membre et impliquant la société Haegeumgang Trading Corporation (également connue sous le nom de Haegumgang) ainsi que la société contrôlée par le Gouvernement mozambicain « Monte Binga »¹⁶. Le Mozambique n'a pas encore communiqué de renseignements de fond en réponse aux demandes de renseignements adressées par le Groupe d'experts. Deux États Membres ont indiqué

¹² Voir S/2017/150, par. 103, 120, 207 et 208.

¹³ Ibid., par. 104 et 105.

¹⁴ Ibid., par. 72 à 87.

¹⁵ Ibid.

¹⁶ Ibid., par. 101 et 102.

que la société Haegeumgang était active au Mozambique et dans la République-Unie de Tanzanie voisine. Un État Membre a précisé que cette société avait fourni au Mozambique et à la République-Unie de Tanzanie les mêmes systèmes portatifs de défense antiaérienne (voir par. 29).

Namibie

27. Le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur les activités en Namibie du Mansudae Overseas Project Group of Companies, dont il avait précédemment recommandé la désignation pour avoir contourné les sanctions et mené des activités pour le compte de la Korea Mining Development Trading Corporation (KOMID)¹⁷. Le Groupe d'experts enquête actuellement sur les entités participant à la construction du nouveau quartier général du Service central de renseignement et sur une usine de munitions construite par le Mansudae Overseas Project et la KOMID. La Namibie n'a pas encore donné suite aux demandes du Groupe d'experts.

République arabe syrienne

28. Le Groupe d'experts enquête actuellement sur une coopération illicite qui se serait établie en matière de produits chimiques, de missiles balistiques et d'armes classiques entre la République arabe syrienne et la République populaire démocratique de Corée, et notamment sur des activités liées au programme syrien de missiles Scud et à l'entretien et la réparation des systèmes de défense aérienne syriens contre les missiles sol-air. Le Groupe d'experts continue également d'enquêter sur les entités désignées de la République populaire démocratique de Corée en République arabe syrienne et sur la présence de ressortissants désignés de la République populaire démocratique de Corée représentant la KOMID dans ce pays. Deux États Membres ont intercepté des cargaisons destinées à la République arabe syrienne. Un autre État Membre a indiqué au Groupe d'experts avoir des raisons de penser que les marchandises interceptées étaient liées à un contrat conclu entre la KOMID et la République arabe syrienne. Les destinataires étaient des entités désignées par l'Union Européenne et les États-Unis comme sociétés écrans du Centre d'études et de recherches scientifiques de la République arabe syrienne, une entité ayant, selon le Groupe d'experts, coopéré par le passé avec la KOMID dans le cadre d'envois de marchandises interdites. Des États Membres ont signalé que le Centre était l'entité responsable du programme d'armes chimiques syrien. La République arabe syrienne n'a toujours pas répondu aux demandes de renseignements du Groupe d'experts.

Ouganda

29. Le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur la formation par la République populaire démocratique de Corée des forces militaires et de police ougandaises, notamment des forces aériennes ougandaises¹⁸, ainsi que sur les activités d'un représentant de la KOMID, Ryu Jin, individu désigné par l'ONU qui s'était précédemment rendu en Ouganda depuis la République arabe syrienne¹⁹. Le Groupe enquête également sur le rôle du bureau de l'attaché militaire de l'ambassade de la République démocratique de Corée à Kampala²⁰. L'Ouganda n'a toujours pas répondu aux demandes de renseignements du Groupe d'experts.

¹⁷ Ibid., par. 110 à 118.

¹⁸ Ibid., par. 121 et 122.

¹⁹ Ibid., tableau 8.

²⁰ Ibid., par. 122.

République-Unie de Tanzanie

30. Le Groupe d'experts cherche actuellement à établir si, comme le rapporte un État Membre, la société nord-coréenne Haegeumgang est effectivement en train de réparer et de moderniser le système de missiles sol-air Pechora (S-125) de la République-Unie de Tanzanie. Cette société serait également en train de réparer et de moderniser le radar tanzanien de défense aérienne P-12. On estime à 10,49 millions d'euros la valeur totale des contrats de nature militaire illicites conclus entre la République-Unie de Tanzanie et la République populaire démocratique de Corée malgré les interdictions. La République-Unie de Tanzanie n'a pas encore donné suite aux demandes de renseignements du Groupe d'experts.

Mansudae Overseas Project Group of Companies et Korea Mining Development Trading Corporation

31. Le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur les activités du Mansudae Overseas Project Group of Companies, dont il avait recommandé la désignation, ainsi que sur ses relations avec la KOMID (entité désignée par l'ONU)²¹. Au vu des activités de Mansudae dans plusieurs États Membres africains, notamment l'Angola, le Bénin, le Botswana, le Mali, le Mozambique, la Namibie et le Zimbabwe, le Groupe d'experts a demandé par écrit à ces pays de lui communiquer des renseignements sur les activités de l'entité, et notamment sur la fourniture de statues²².

Épave de drone

32. Une nouvelle épave de drone appartenant à la République populaire démocratique de Corée a été retrouvée dans le comté d'Inje, en République de Corée, le 9 juin 2017. Ce drone ressemble de très près à celui qui avait été découvert sur l'île de Baengnyeongdo en 2014²³. D'après une première enquête, l'engin effectuait des opérations de reconnaissance au-dessus d'installations militaires et était composé de pièces de même origine. Le Groupe d'experts poursuit ses investigations.

Véhicules observés lors du défilé militaire d'avril 2017

33. Le Groupe d'experts a analysé les véhicules exhibés à l'occasion du défilé militaire organisé sur la place Kim Il Sung à Pyongyang le 15 avril 2017. Le Groupe a obtenu une vidéo et des photographies des camions utilisés pour le transport du Pukgukson-1. Les véhicules portaient le logo de la marque « Sinotruk » sur leur réservoir d'essence (fig. VI) et présentaient des caractéristiques communes avec les camions Sinotruk de type Howo 6x6 qui avaient défilé en octobre 2015 (fig. VII). Dans sa réponse au Groupe d'experts, la Chine a fait remarquer que, d'après ses recherches, le constructeur chinois avait exporté, de 2010 à 2014, des camions civils à transmission intégrale munis de trois essieux en République populaire démocratique de Corée, précisant que ce type de camions n'était « pas soumis à l'embargo du Conseil de sécurité » et qu'il lui était difficile d'en identifier l'exportateur ou le fabricant en l'absence du « numéro d'immatriculation des véhicules » et d'« autres informations utiles ». La Chine a précisé que, conformément aux dispositions expresses du contrat de vente, « tout acheteur [devait] faire un usage civil des camions et respecter les dispositions de la loi chinoise et des résolutions du Conseil de sécurité » (voir annexe 8).

²¹ Ibid., par. 110 à 119.

²² Ibid., tableau 4.

²³ Voir S/2015/131, par. 61 et 62.

Figure VI
Camions modifiés à des fins militaires



Source : Associated Press.

Figure VII
Comparaison des véhicules modifiés utilisés lors des défilés de 2017 (à gauche)
et de 2015 (à droite)



Source : KCTV.

Recommandations

34. Le Groupe d'experts rappelle et réaffirme sa recommandation tendant à ce que les États Membres redoublent de vigilance concernant l'exportation de véhicules commerciaux susceptibles d'être modifiés à des fins militaires²⁴.

35. Le Groupe recommande que le Comité mette à jour la liste des personnes et entités désignées comme suit :

Pour le KPe.042, ajouter le nom Korea Daesong General Trading Corporation comme autre nom connu :

Autre(s) nom(s) connu(s) : « Korea Daesong Trading Company No. 11 »

Adresse : Potonggang District, Pyongyang, République populaire démocratique de Corée

²⁴ Voir S/2016/157, alinéa a) de la recommandation n°10, et S/2013/337, par. 58.

Téléphone : +850 2 18111 8208; télécopie : +850 2 381 4432;
 adresse électronique : daesong@star-co.net.kp

Figure VIII

Comparaison des informations concernant Korea Daesong Trading Company No. 11 et Korea Daesong General Trading Corporation



Source : Extraits du magazine *Foreign Trade of the Democratic People's Republic of Korea* (n° 2, avril 2016) et de la liste des sanctions.

36. Le Groupe d'experts recommande que le Comité mette à jour la liste des personnes et entités désignées comme suit :

Pour le KPe.044, ajouter le nom Korea Kumsan Trading Corporation comme autre nom connu²⁵ :

Adresse : Haeun 2-dong, Pyongchon District, Pyongyang/Mangyongdae District, Pyongyang, République populaire démocratique de Corée

**Téléphone : +850 2 18111 8550; télécopie : +850 2 381 4410/4416;
 adresse électronique : mhs-ip@star-co.net.kp**

V. Transport maritime

37. En vertu des résolutions, plusieurs États Membres ont pris des mesures pour radier de leurs registres les navires contrôlés par la République populaire démocratique de Corée battant pavillon étranger, et si le nombre de ces navires a considérablement baissé, celui des navires immatriculés sous le pavillon nord-coréen a, lui, proportionnellement augmenté.

Violations depuis l'adoption de la résolution 2270 (2016)

38. Par suite des mesures prises par les États Membres, la République populaire démocratique de Corée a enregistré, depuis le 2 mars 2016, près de 70 navires sous son pavillon (ce qui représente une augmentation de 44 % en 18 mois) avec la complicité de 45 sociétés étrangères, en violation de la résolution²⁶. Vingt-neuf navires ont été enregistrés sous le pavillon nord-coréen. Treize ont été immatriculés

²⁵ Voir S/2017/150, annexe 17-1, par. a).

²⁶ Sur le renouvellement de la flotte, voir également S/2015/131, par. 107 et 108.

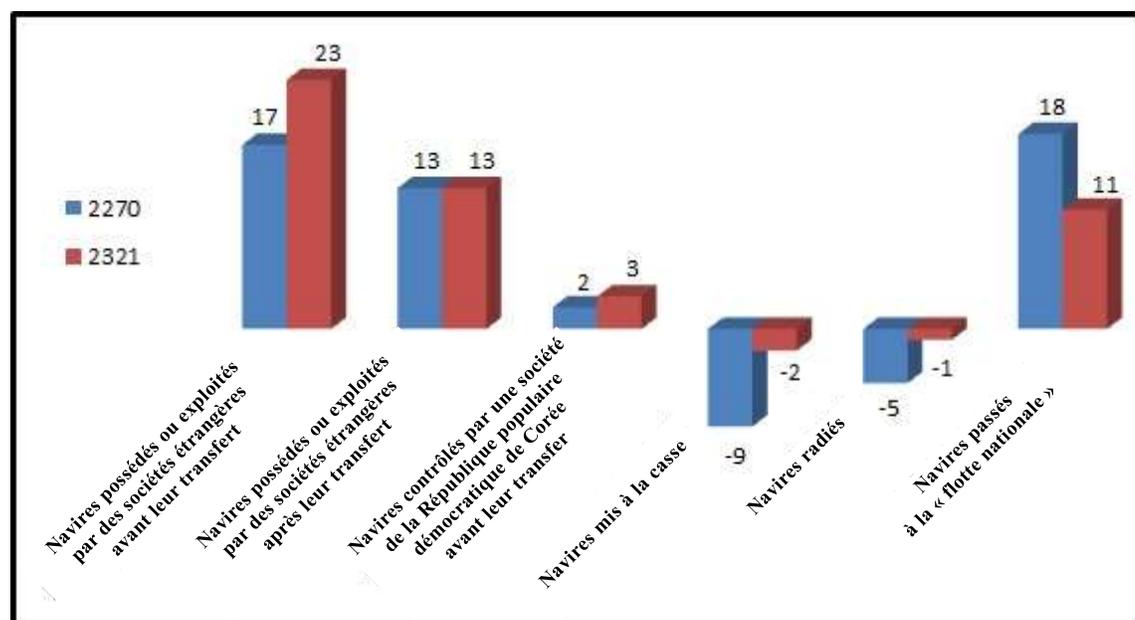
comme étant possédés ou exploités par des sociétés étrangères, et 17 ont été transférés depuis des sociétés étrangères, en violation du paragraphe 20 de la résolution. Trois des navires qui étaient possédés ou exploités par des sociétés étrangères ont été radiés à la suite des mesures prises par le Groupe d'experts. De nombreux navires sont également passés de la flotte commerciale internationale du pays à sa « flotte nationale », opération pour le moins singulière étant donné que les ports du pays sont disposés sur ses deux côtes, ce qui rend les trajets en eaux internationales inévitables (voir fig. IX). On remarque notamment que, parmi les 21 navires désignés associés à la Ocean Maritime Management Company Ltd. (OMM) qui restent, 18 sont passés à la « flotte nationale » depuis l'adoption de la résolution 2270 (2016)²⁷. Outre le contournement des résolutions, l'usage d'une flotte nationale permettrait à la République populaire démocratique de Corée de dissimuler des données capitales en termes de reconnaissance des navires et de contourner ainsi le droit maritime international.

Violations depuis l'adoption de la résolution 2321 (2016)

39. Depuis le 30 novembre 2016, 38 navires supplémentaires ont adopté le pavillon de la République populaire démocratique de Corée. En violation du paragraphe 9 de la résolution 2321 (2016), 13 navires ont été immatriculés comme étant possédés ou exploités par des sociétés étrangères et 23 ont été transférés depuis des sociétés étrangères. Au moins 10 navires se sont faussement déclarés comme battant pavillon fidjien, signe de contournement sur lequel les autorités fidjiennes enquêtent actuellement. La tentative d'enregistrement sous pavillon étranger d'au moins quatre autres navires battant pavillon cambodgien a échoué en raison des « litiges relatifs à l'immatriculation » résultant des documents falsifiés; ces navires sont repassés sous pavillon nord-coréen.

Figure IX

Nombres de navires ajoutés au pavillon nord-coréen depuis l'adoption des résolutions 2270 (2016) et 2321 (2016)



Source : IHS Maritime.

²⁷ Hu Chang (déclaré mis à la casse), Hui Chon et Ryo Myong n'en font pas partie.

40. Depuis que le Groupe d'experts a informé 50 sociétés de ces violations, 12 d'entre elles ont radié leurs navires des registres d'immatriculation de la République populaire démocratique de Corée, réduisant à 38 le nombre de celles qui enfreignent les résolutions²⁸. Concernant l'enregistrement des sociétés, le Groupe a observé une technique de contournement consistant pour les entreprises étrangères à indiquer dans le champ « adresse » celles de sociétés basées en République populaire démocratique de Corée, qui ne sont autres que des sociétés écrans. Le Groupe d'experts attend les réponses des États Membres concernés.

Recommandations

41. **Les États Membres devraient être très attentifs aux navires battant pavillon nord-coréen qui sont détenus, gérés ou exploités par leurs ressortissants, notamment au recours à des sociétés écrans pour contourner les résolutions. Dès lors que le Groupe d'experts leur signale une violation et que la société concernée ne coopère pas, les États Membres devraient agir de manière à mettre fin au contournement des sanctions (par exemple, en radiant les entreprises de leur registre) et en informer le Comité.**

42. **Étant donné que la quasi-totalité des navires contrôlés par la République populaire démocratique de Corée sont achetés d'occasion, le Groupe d'experts recommande que l'interdiction énoncée au paragraphe 30 de la résolution 2321 (2016) concernant la vente, la fourniture ou le transfert de navires neufs à la République populaire démocratique de Corée soit élargie à l'acquisition de tous types de navires.**

Complicité de l'Autorité maritime de la République populaire démocratique de Corée dans le contournement des sanctions

43. Depuis l'interception au Panama du *Chong Chon Gang* en juillet 2013, l'Autorité maritime nord-coréenne, également connue sous le nom de North Korea Maritime Administration Bureau, facilite le contournement des sanctions par la flotte maritime de la République populaire démocratique de Corée, comme en témoignent les nombreux cas exposés dans chacun des rapports présentés par le Groupe d'experts depuis 2014.

Changements de nom et d'immatriculation des navires appartenant à une entité désignée

44. Dans ses rapports de 2016 et 2017, le Groupe d'experts a établi que l'Autorité maritime avait enregistré des navires appartenant à OMM, entité désignée, sous de nombreuses identités différentes, utilisant notamment de nouveaux noms, numéros d'identité du service mobile maritime, indicatifs radio ainsi que de nouvelles sociétés associées²⁹. Ces changements de nom et d'immatriculation des navires contrôlés par OMM constituaient également une tentative de contournement des sanctions, impliquant notamment les sociétés de République populaire démocratique de Corée nouvellement enregistrées pour ces navires³⁰.

²⁸ Le Groupe d'experts attend le résultat des enquêtes menées par les États Membres sur 12 sociétés.

²⁹ Pour les alias, voir également la liste des navires désignés sur le site Web du Comité.

³⁰ Le paragraphe 19 de la résolution 2094 (2013) est consacré aux changements de nom et d'immatriculation des sociétés dans le but de contourner les sanctions. Les changements de nom et d'immatriculation ont été officiellement définis comme un moyen de contourner les sanctions, en particulier si l'objectif est d'éviter le gel des avoirs prévu par l'alinéa d) du paragraphe 12 de la résolution 2321 (2016) (voir S/2016/157, par. 155).

Certification des navires et de leur équipage en violation de nombreuses résolutions de l'Organisation des Nations Unies

45. Dans son rapport de 2015, le Groupe d'experts a montré que l'administration avait validé des certificats d'assurance de protection et d'indemnisation falsifiés pour le *Mu Du Bong* saisi par le Mexique³¹. Le Groupe a également rappelé que le *Morning Glory*, un navire-citerne transportant une cargaison illicite de pétrole depuis la Libye et intercepté près de Chypre en 2014, utilisait le pavillon nord-coréen comme pavillon de complaisance – l'Autorité maritime avait conclu, avec la société égyptienne Golden East Logistics, un accord portant sur l'utilisation temporaire de son pavillon³². Plus récemment, le *Jie Shun*, navire intercepté en août 2016, naviguait sous pavillon cambodgien, sous commandement d'un capitaine de la République populaire démocratique de Corée avec à son bord 22 membres d'équipage accrédités par l'Autorité maritime³³. Depuis l'adoption de la résolution [2321 \(2016\)](#), le Groupe d'experts a mis au jour au moins quatre équipages similaires opérant des navires sous pavillon étranger en violation du paragraphe 23 de la résolution. Le Groupe d'experts attend les réponses des États Membres concernés.

Falsification de l'identité des navires et de la documentation s'y rapportant

46. Dans son rapport de 2017, le Groupe d'experts a fait état de huit navires³⁴ désignés et contrôlés par OMM dont les numéros d'identité et les indicatifs radio du service mobile maritime avaient été falsifiés afin de modifier leur identité. Le cas du *Hui Chon* (numéro OMI 8405270) illustre bien la constance et l'étendue de la complicité de l'Autorité maritime dans ces pratiques. En novembre 2016, l'Autorité maritime a attribué à ce navire un nouveau numéro d'identité du service mobile maritime, l'a fait passer pour le *Song Phyong 7*, et a omis d'indiquer son numéro OMI, pourtant obligatoire, dans le système d'identification automatique, et ce, du 13 novembre 2016 au 27 mai 2017 (voir fig. X), agissant en violation non seulement des résolutions mais également de la réglementation en matière de transport³⁵. En outre, le navire était inscrit dans la base de données de l'Autorité maritime sous les mêmes caractéristiques que le *Hui Chon* (voir annexe 9) et l'ensemble des documents s'y rapportant étaient falsifiés. Le *Song Phyong 7* a été arrêté à la suite d'un contrôle par l'État du port qui a révélé que les documents – datés d'octobre 2016 – n'indiquaient pas de numéro OMI mais contenaient des éléments correspondant au *Hui Chon*. De même, la société d'exploitation maritime et de gestion de sécurité internationale Songphyong Forwarding Co. Ltd, officiellement propriétaire du navire, n'a pas été enregistrée mais se trouve associée à ce navire dans la base de données de l'Autorité maritime (voir annexes 9 et 10).

³¹ Voir [S/2015/131](#), annexes 13.3 et 13.5.

³² Ibid., par. 113.

³³ Voir [S/2017/150](#), par. 66.

³⁴ Résolution [2270 \(2016\)](#), annexe III.

³⁵ Voir [S/2017/150](#), par. 140.

Figure X
 Activité du *Song Phyoung 7* en novembre 2016 et, plus récemment, en mai 2017



Source : Marinetrtraffic.com.

Recommandation

47. À la lumière de ce qui précède, le Groupe d'experts recommande au Comité de designer l'Autorité maritime de la République populaire démocratique de Corée pour le rôle étendu que cette entité joue depuis longtemps dans le contournement des sanctions :

Nom : Autorité maritime de la République populaire démocratique de Corée

(en coréen : 조선민주주의인민공화국 국가해사감독국)

Autre(s) nom(s) connu(s) : North Korea Maritime Administration Bureau (MAB)

Adresse : Ryonhwa-2Dong, Central District, Pyongyang, République populaire démocratique de Corée

P.O. Box 416

Directeur général : M. Jon Ki Chol

Téléphone : 850 2 18111 (n° de poste 8059)

Télécopie : 850 2 381 4410

Adresse électronique : mab@silibank.net.kp

Site Web : www.ma.gov.kp

VI. Finances

48. Le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur les moyens grâce auxquels les institutions et réseaux financiers de la République populaire démocratique de Corée accèdent au système bancaire international en violation des résolutions. De nombreuses institutions financières nord-coréennes, y compris des banques désignées, ont des représentants à l'étranger, par l'intermédiaire desquels elles effectuent des transactions contribuant à développer des programmes illicites. Les représentants des banques de la République populaire démocratique de Corée à l'étranger contournent les sanctions en créant des sociétés écrans, y compris des sociétés qui ne sont pas enregistrées en tant qu'institutions financières mais qui fonctionnent comme telles. Ces représentants et des personnes désignées voyagent dans le monde et profitent de leurs séjours à l'étranger pour entreprendre des activités commerciales contraires aux

résolutions. De grandes institutions financières fournissent, volontairement ou involontairement, des services de correspondance bancaire aux sociétés écrans, aux entités et aux individus de la République populaire démocratique de Corée qui se livrent à des activités interdites. Des sociétés étrangères continuent d'entretenir des liens avec des institutions financières de la République populaire démocratique de Corée créées en tant que filiales ou coentreprises. Les investissements étrangers dans les banques nord-coréennes (y compris les coentreprises) offrent à ces banques un moyen d'accéder au financement et au système financier international, ce qui leur permet de dissimuler l'origine, la propriété et le contrôle des fonds liés à des activités illicites grâce à l'empilement et au regroupement de fonds liés à des activités interdites avec d'autres fonds provenant d'activités licites. Les pratiques de dissimulation employées par la République populaire démocratique de Corée accentuent fortement les difficultés liées à la mise en œuvre des sanctions financières imposées par l'ONU.

Méthodes utilisées par des individus nord-coréens agissant au nom d'entités désignées

49. Des représentants et des entités de la République populaire démocratique de Corée se sont livrés à des pratiques financières frauduleuses, notamment en ouvrant plusieurs comptes dans le même pays et dans des pays limitrophes, en leur propre nom, au nom de membres de leur famille ou au nom de sociétés écrans. Parmi les autres exemples de pratiques frauduleuses, des représentants diplomatiques, commerciaux et économiques de la République populaire démocratique de Corée ont entrepris des activités commerciales, y compris au nom d'entités désignées, au moyen de plusieurs comptes bancaires. Ces pratiques compartimentent les transactions, exploitent les différences internationales entre les réglementations en matière de notification des transactions et entravent le suivi des activités illicites de la République populaire démocratique de Corée.

50. Ainsi, dans son enquête relative à plusieurs membres de la famille de deux agents du Bureau général de reconnaissance et à un représentant de la Korean United Development Bank dont les avoirs ont été gelés par la France en 2014³⁶, le Groupe d'experts a établi que l'un des agents, Kim Su-Gwang, avait ouvert plusieurs comptes bancaires dans des institutions financières italiennes en son nom propre ainsi qu'au nom de son épouse, de sa mère et de son père (voir annexes 11 à 14). Bien que son contrat avec un organisme des Nations Unies dans le pays se soit terminé et que sa carte d'identité délivrée par le Ministère italien des affaires étrangères ait expiré le 17 janvier 2015, l'un des comptes bancaires de M. Kim, détenu conjointement avec son épouse, est resté ouvert. Un autre de ses comptes a enregistré de nombreuses transactions entre 2011 et 2016, opérations qui, selon l'Italie, se rattachent pour l'essentiel aux activités de « consommateur privé » de l'intéressé. D'autres comptes sont restés inactifs. M. Kim a également acheté un bien immobilier dans le pays, qui est toujours à son nom. L'enquête ouverte sur cette affaire se poursuit. Un autre pays européen a confirmé que des diplomates nord-coréens avaient ouvert des comptes bancaires au nom de membres de leur famille. Cet État Membre a également informé le Groupe d'experts qu'il n'existait « aucun moyen juridique de collecter davantage d'informations sur les comptes d'anciens diplomates accrédités ou sur ceux de membres de leur famille ». Ces affaires illustrent la manière dont les réseaux illicites nord-coréens manient de multiples comptes bancaires pour compliquer le plus possible la détection de leurs activités. Une affaire analogue concernait des responsables de la KOMID, pour qui l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée en Afrique du Sud

³⁶ Kim Yong Nam et Kim Su-Gwang, agents du Bureau général de reconnaissance, et Kim Su-Gyong, Directrice du Département des affaires internationales de la Korean United Development Bank.

avait créé un compte à l'un de leur nom dans une banque du pays voisin, la Namibie.

51. Autre exemple, Kim Chol Sam (金鉄三), le représentant à Dalian de la banque désignée, Daedong Credit Bank, a ouvert au moins huit comptes dans des institutions financières en Chine continentale et à Hong-Kong, en son nom propre et au nom de plusieurs sociétés écrans, qui ont servi à effectuer des transactions d'un montant équivalant à plusieurs millions de dollars. Des représentants de la banque désignée, la Korea Daesong Bank, ont ouvert plus de 10 comptes en Chine continentale et à Hong Kong. Des représentants de la Tanchon Commercial Bank ont ouvert plus de 20 comptes en Chine continentale et à Hong Kong et continuent de voyager dans le monde entier, y compris en Syrie.

Méthodes utilisées par des banques nord-coréennes pour contourner les sanctions financières de l'ONU

Pratiques comptables

52. Il apparaît que les clients de Glocom³⁷ avaient pour instruction de ne pas envoyer des fonds directement sur les comptes de Pan Systems ou d'International Golden Services, mais plutôt de les verser sur d'autres comptes au nom de sociétés écrans basées à Hong Kong. Glocom a utilisé des comptes ouverts à la Daedong Credit Bank au nom de sociétés écrans en Malaisie et à Singapour ainsi qu'au nom de Pan Systems pour recevoir les fonds envoyés depuis les sociétés écrans de Hong Kong. Kim Chang Hyok (aussi connu sous le nom de James Jin ou James Kim), représentant de Pan Systems en Malaisie, a ouvert de nombreux comptes dans ce pays au nom de sociétés écrans pour Glocom. Dans une série d'opérations à l'intention de ses fournisseurs, Glocom a transféré plus de 350 000 dollars par l'intermédiaire d'au moins sept sociétés écrans à Hong Kong via de multiples transactions ayant transité par trois banques de New York et une banque de Hong Kong. Les relevés indiquent que le paiement d'une seule facture se faisait souvent par une série de versements échelonnés effectués par de multiples sociétés écrans, ce qui permettait aussi de dissimuler la véritable identité des parties prenantes et d'éviter que les autorités ne décèlent les actes frauduleux. Un fournisseur singapourien de Glocom a employé un cadre commercial nord-coréen chargé de « faire de la prospection en République populaire démocratique de Corée ». Ce dernier a procédé à un versement de garantie de 100 000 dollars à la société, utilisé pour régler les comptes, en sus d'opérations effectuées par des sociétés écrans. Toutes ces opérations ont eu lieu sans qu'aucune transaction ne soit effectuée avec la République populaire démocratique de Corée (voir annexe 15). Glocom a créé un nouveau site Web en janvier 2017, qui est toujours opérationnel (voir annexes 16 à 19).

53. La Daedong Credit Bank a également eu recours à des pratiques comptables analogues à celles utilisées par la Korea Kwangsong Banking Corporation (KKBC) et la société Chinpo Shipping pour ses opérations effectuées en Chine³⁸. Ce système

³⁷ Le Groupe d'experts a enquêté sur un envoi d'armements et de matériels connexes effectué par Glocom en juillet 2016. Il s'agit d'une société écran de la succursale de Pyongyang affiliée à la société singapourienne Pan Systems Pte. Ltd., qui a recours aux sociétés malaisiennes International Golden Services et International Global System pour l'achat de composants destinés à son usine en République populaire démocratique de Corée, qui exporte des fournitures et du matériel de communication militaire (voir S/2017/150, par. 72 à 87 et 232 à 241).

³⁸ Selon le Département du Trésor des États-Unis, la société Dandong Hongxiang Industrial Development (DHID) a mis en place un système de double comptabilité consistant à enregistrer des transactions à la DHID et à détenir un ensemble de documents comptables similaires à la fois à la DHID et à la KKBC. Ce faisant, la KKBC pouvait régler les comptes des clients nord-coréens sans sortir d'argent des comptes de la DHID. Les documents judiciaires de l'affaire *Chinpo* à

a permis aux représentants de la Daedong Credit Bank à l'étranger d'utiliser des comptes en leur nom propre ou au nom de sociétés écrans (dont les noms ne figuraient jamais dans les transactions) pour réaliser des opérations au nom d'entités et de banques nord-coréennes, y compris des entités désignées. Le système a permis de faire circuler les fonds hors de la République populaire démocratique de Corée en utilisant les revenus issus de la vente des produits de base nord-coréens pour renflouer les comptes de la Daedong Credit Bank à l'étranger. Tout ce dispositif éliminait les risques de détection liés aux virements bancaires effectués directement depuis une banque située à Pyongyang.

Prises de participations étrangères dans des institutions financières nord-coréennes

54. Le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur les banques nord-coréennes fondées, dirigées ou détenues par des entreprises étrangères, notamment : la Kumgyo International Commercial Bank, dirigée par la China Inner Mongolia Horizon International Trade Corporation (中国内蒙古泓元国际贸易有限公司责任); la First Eastern Bank (东大银行) à Rason, appartenant à Unaforte Hong Kong (香港旺福特有限公司), société ayant une succursale à Yanbian (延边旺福特); la Chinese Commercial Bank (中华商业银行) à Rason, qui était auparavant détenue par la China Gold Trade Exchange (Dalian) Co. Ltd. 金贸易货交易 (大连) 有限公司) et appartient désormais à Junling Holdings (君领控股). La Chine a informé le Groupe d'experts que les sociétés chinoises susmentionnées n'avaient pas « l'autorisation commerciale ni les qualifications pour fonder et gérer des banques en République populaire démocratique de Corée ». Compte tenu des techniques de contournement employées par la République populaire démocratique de Corée pour que les entités dissimulent la véritable nature de leurs opérations, le Groupe d'experts souhaiterait obtenir davantage d'informations, notamment des réponses à ses demandes de renseignements sur les éventuelles mesures prises depuis l'adoption de la résolution 2270 (2016) pour mettre fin aux liens de ces sociétés avec les institutions financières nord-coréennes.

55. Concernant l'enquête menée par le Groupe d'experts sur les sociétés écrans créées par Kim Chol Sam, notamment Hongdae International, Pan Ocean Investment et Win Talent International (HK), la Chine a déclaré que ces deux dernières sociétés avaient officiellement cessé leurs activités en février 2017 et en septembre 2016, respectivement, et qu'« aucun élément attestant de l'ouverture d'un compte bancaire ou de la conduite d'activités commerciales et financières par ces deux sociétés à Hong Kong n'avait été trouvé »³⁹. Étant donné que ces sociétés écrans étaient uniquement enregistrées à Hong Kong mais concentraient leurs opérations financières en Chine continentale, cette affaire requiert un complément d'enquête de la part des autorités.

56. Alors que 30 % de la Daedong Credit Bank appartiennent à la banque désignée, Korea Daesong Bank, les participations étrangères restantes ont été achetées par un ressortissant chinois Li Zhengang (李振刚) en 2011, au nom de la société Dandong Nice Chemicals Co. Ltd. (丹东奈斯化工有限公司), dirigée par un membre de sa famille, Li Shengda (李胜达) (voir annexes 20 à 25). Ainsi, ces activités sont restées séparées de son entreprise consacrée à la vente de fuel à la République populaire démocratique de Corée, Yueda (HK) International Trading Co. (voir annexe 26). Bien que la vente de fuel à la République populaire démocratique

Singapour montrent que Chinpo utilisait le même système pour que des entités nord-coréennes effectuent des paiements. Voir l'acte de mise en accusation de Dandong Hongxiang (<https://www.justice.gov/opa/file/897041/download>) et l'action en confiscation.

³⁹ Communication adressée au Groupe d'experts par la Mission permanente de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies, 19 juillet 2017.

de Corée ne soit pas visée par les sanctions (sauf pour le carburant aviation et le kérosène), Yueda International a effectué plusieurs virements à son bureau de Pyongyang et à des agents logistiques par l'intermédiaire de la Daedong Credit Bank et a également consenti des prêts à la société écran de Kim Chol-Sam, Dalian Daxin Electronics (大连大信电子有限公司). La Chine a informé le Groupe d'experts que « la domiciliation du siège de Yueda International Trading Co. Limited correspondait à une autre société prestataire de services dont les responsables ont affirmé n'avoir jamais ouvert de comptes bancaires ou mené d'autres activités financières ou commerciales au nom de Yueda International Trading Co ». De la même manière que dans les cas susmentionnés, étant donné que les activités financières de Yueda se concentrent surtout en Chine continentale, cette affaire requiert un complément d'enquête de la part des autorités.

57. L'enquête menée par le Groupe d'experts sur le Malaysia-Korea Partners Group of Companies (MKP) a permis de mettre au jour un conglomerat de plus de 10 entreprises (voir annexes 27 et 28) traitant avec Mansudae Overseas Projects, le Bureau général de reconnaissance, la Ocean Maritime Management Company Ltd. (OMM) et la Korea Kwangson Banking Corporation. L'une des succursales du MKP, MKP Capital, spécialisée dans l'importation de charbon nord-coréen, a fait des affaires avec un ressortissant nord-coréen (et ouvert une ligne téléphonique à son nom), M. Pak In Su (connu aussi sous le nom de Daniel Pak), dont les activités en Malaisie au nom de la OMM lorsqu'il était employé par la principale société malaisienne importatrice de charbon et de minerais en provenance de République populaire démocratique de Corée avaient auparavant fait l'objet d'une enquête (voir annexes 29 à 31)⁴⁰. Après la révocation de son permis de travail en Malaisie et après avoir été inscrit sur la liste des « immigrants illégaux » en 2015, M. Pak a continué de vendre du charbon nord-coréen en Malaisie et ordonné de transférer les produits de la vente vers une société écran située à Hong Kong, Nice Field International, laquelle a également effectué des transactions au nom de la Korea Kwangsong Banking Corporation (voir annexe 32)⁴¹. M. Pak réside toujours en Malaisie. Il est titulaire d'un passeport diplomatique de la République populaire démocratique de Corée (voir annexe 33) et avait informé le Groupe qu'il travaillait pour une « société commerciale nord-coréenne ». Cette affaire est représentative de l'interconnexion qui existe entre les différents réseaux illicites nord-coréens et de la manière dont les réseaux illégaux tirent parti des sociétés étrangères. Le Groupe attend toujours une réponse à ses demandes de renseignements concernant le MKP et Edward Han, et enquête actuellement sur le voyage de M. Han et des membres de sa famille dans d'autres pays d'Asie du Sud-Est en octobre 2016⁴².

⁴⁰ Voir S/2015/131, par. 143.

⁴¹ Voir affaire n° 16-mj-06602, district du New Jersey, enregistrée le 3 août 2016.

⁴² La Malaisie a informé le Groupe d'experts le 21 juin qu'elle ne pouvait répondre à aucune de ses questions relatives à l'International Consortium Bank (ICB), car celle-ci n'était pas titulaire d'une autorisation de la Banque centrale malaisienne et n'avait pas de succursales en Malaisie. La Malaisie doit encore répondre aux multiples autres demandes de renseignements du Groupe d'experts sur le MKP, sur ses succursales ou encore sur M. Edward Han. Dans sa lettre, le MKP n'a pas non plus répondu aux questions posées par le Groupe d'experts.

Locaux diplomatiques nord-coréens utilisés à des fins commerciales

58. Le Groupe enquête actuellement sur la location à des fins commerciales de biens appartenant à l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée dans plusieurs pays, notamment en Allemagne, en Bulgarie, en Pologne et en Roumanie. D'après des informations en accès libre, tel est le cas du « City Hostel Berlin » depuis 2008 et d'une salle de réception, dont la location engendre 38 000 euros par mois. À la suite de l'intégration des dispositions du paragraphe 18 de la résolution [2321 \(2016\)](#) dans le droit européen le 27 février 2017⁴³, l'Allemagne a exhorté la République populaire démocratique de Corée à se conformer aux paragraphes 17 et 18 de la résolution. Dans une réponse adressée le 21 mars 2017, cette dernière a contesté la validité et la légitimité de la résolution [2321 \(2016\)](#) et de tous les actes en découlant. L'Allemagne a ensuite informé les propriétaires des locaux de leurs obligations au titre de la résolution [2321 \(2016\)](#) et de la législation européenne, et, par un décret relatif aux échanges extérieurs en date du 4 mai 2017, a érigé en infraction administrative le fait de louer des biens de la République populaire démocratique de Corée. Les autorités allemandes restent saisies de cette affaire.

Absence de cadre législatif et réglementaire approprié aux fins de la mise en œuvre de sanctions financières

59. La Haute Cour de Singapour a décidé d'infirmier la partie du jugement portant condamnation de Chinpo Shipping pour son rôle dans le financement de la cargaison d'armes à bord du *Chong Chon Gang* en 2013, ce qui montre que, même dans les pays où les contrôles à l'exportation et le système juridique sont relativement poussés, il est nécessaire d'examiner régulièrement la législation pour assurer l'application des résolutions. Si la partie de la condamnation relative à la fourniture de services financiers sans autorisation a été confirmée, la Haute Cour a en revanche infirmé la partie portant sur la violation des réglementations interdisant le financement de la prolifération nucléaire et des armes de destruction massive. Bien que les virements bancaires effectués par Chinpo aient servi à financer le transport d'armes en violation de l'embargo sur les armes imposé par les résolutions [1718 \(2006\)](#) et [1874 \(2009\)](#), la réglementation singapourienne exige un niveau de preuve qui est difficile à atteindre et que la République populaire démocratique de Corée a exploité au moyen de tactiques bien connues⁴⁴. En outre, si certains éléments des dispositions du paragraphe 18 de la résolution [1874 \(2009\)](#) avaient été intégrés dans les lois nationales, ces dernières ne reprenaient pas les obligations financières posées aux paragraphes 9 et 10, selon lesquelles les transactions financières relatives aux armes classiques sont interdites. Cette affaire montre qu'il importe que les États Membres veillent à ce que la législation nationale en vigueur soit efficace, précise bien toutes les activités illicites et soit régulièrement mise à jour pour permettre l'application intégrale des résolutions. Le Groupe a été informé que Singapour étudie actuellement la décision de la Haute Cour et envisage notamment une révision de la législation en vigueur.

60. Comme l'illustre l'affaire *Chinpo*, l'absence, dans le droit national, de cadre législatif et réglementaire adapté pour donner effet aux résolutions entrave fortement la bonne mise en œuvre des sanctions financières par les États Membres. Selon le Groupe Asie-Pacifique sur le blanchiment de l'argent, une majorité de pays de la région Asie-Pacifique n'ont pas le fondement juridique nécessaire pour

⁴³ Décision (PESC) [2017/345](#) du Conseil de l'Union européenne.

⁴⁴ La réglementation singapourienne exige que le contenu des cargaisons du bâtiment soit communiqué au préalable. Voir l'arrêt de la Haute Cour de Singapour dans l'affaire *Chinpo Shipping Co (Pte) v. Public Prosecutor*, 12 mai 2017.

appliquer les sanctions financières ciblées conformément aux résolutions de l'ONU et moins de cinq ont gelé les avoirs des personnes ou entités désignées de la République populaire démocratique de Corée en application des résolutions. À la demande de plusieurs États Membres, le Groupe d'experts a fourni une assistance technique pour l'élaboration d'une législation visant à mettre en œuvre les sanctions financières ciblées énoncées dans les résolutions. Le Groupe a également contribué à l'élaboration de dispositions législatives types qui reprennent fidèlement les dispositions des résolutions du Conseil de sécurité et favorisent l'application effective et efficace desdites résolutions.

Paiements effectués par des banques désignées pour des services de messagerie financière

61. La Belgique a suspendu l'autorisation de recevoir des paiements de la part des banques nord-coréennes désignées en échange de services de messagerie financière et de produits et services auxiliaires à la suite de l'enquête menée par le Groupe d'experts sur les fonds des banques désignées destinés aux services de la Société de télécommunications interbancaires mondiales (SWIFT) et au vu des conclusions de son rapport final de 2017 selon lesquelles, en l'absence d'une exception consentie par le Comité, ces activités constituent une violation du gel des avoirs. Par la suite, la SWIFT a annoncé le 8 mars 2017 la suspension de l'accès à ses services de la Bank of East Land, de la Korea Daesong Bank et de la Korea Kwangson Banking Corp. Une semaine plus tard, la société a bloqué l'accès à la Foreign Trade Bank, la Kumgang Bank, la Koryo Credit Development Bank and la North East Asia Bank, les dernières banques nord-coréennes non inscrites sur la liste ayant accès au système SWIFT.

Recommandations

62. Le Groupe d'experts recommande à nouveau que le Conseil de sécurité désigne la société Pan Systems Pyongyang en raison de son rôle dans la vente d'armements et de matériels connexes et du fait que cette entreprise a effectué des transactions avec des entités désignées.

Nom: Pan Systems Pte. Ltd. (succursale de Pyongyang)

Autre(s) nom(s) connu(s) : Glocom; Wonbang Trading Co.

Adresse : Room 818, Pothonggang Hotel, Ansan-Dong, Pyongchon District, Pyongyang, République populaire démocratique de Corée

Directeur : Ryang Su Nyo

Employés : Pyon Won Gun, Pae Won Chol, Ri Sin Song, Kim Sung Su, Kim Chang Hyok (aussi connu sous les noms de James Jin ou James Kim) et Kim Pyong Chol.

Téléphone : +850-218-111 (poste n° 8636)

Site Web : Glocom-corp.com

Sociétés écrans : International Golden Services (M) Sdn Bhd; International Global System (M) Sdn Bhd

63. Le Groupe d'experts recommande au Comité d'ajouter les informations ci-après à l'entrée de la liste correspondant à Kim Chol Sam (KPi. 035) :

Nom : Kim Chol Sam

Date de naissance : 11 mars 1971

Numéro de passeport : 645120378

Autre(s) nom(s) connu(s) : Jin Tiesan 金铁三

Appartenance à des associations et institutions :

- Représentant à l'étranger, Daedong Credit Bank (de 2006 à aujourd'hui)
- Trésorier, Daedong Credit Bank (de 2003 à 2006)
- Employé, Korea Daesong Bank (de 2000 à 2003)
- Représentant légal/actionnaire unique/directeur exécutif, Dalian Daxin Electronics Co., Ltd. (大连大信电子有限公司), numéro d'immatriculation 210200400023405
- Directeur, Win Talent International (HK) Limited 俊胜国际 (香港) 有限公司 numéro d'immatriculation 2085778
- Directeur, Hongdae Int'l Ltd (HK), numéro d'immatriculation 1283890; Unit 802, 8/F., 99 Hennessy Road, Wanchai, Hong Kong (Responsable du secrétariat juridique de la société : World Trade Enterprises Consultancy Limited 世贸企业咨询有限公司)

Adresse : 1106, 20B Gangwan Street, Zhongshan District, Dalian, province de Liaoning, 11601 辽宁省大连市中山区港湾街20B1106 号 11601

Adresse électronique : 78084681@qq.com

Téléphone : +86 86829042

64. Les États Membres devraient élaborer, et actualiser régulièrement, des lois et règlements nationaux suffisamment précis et visant toutes les activités interdites par les résolutions, y compris l'interdiction pour la République populaire démocratique de Corée d'utiliser ses locaux diplomatiques à des fins commerciales.

65. Lorsqu'ils prennent des mesures pour limiter le nombre de comptes bancaires des missions diplomatiques de la République populaire démocratique de Corée, conformément au paragraphe 16 de la résolution 2321 (2016), les États Membres doivent veiller à ce que d'autres comptes ne soient pas ouverts au nom de membres de la famille et de sociétés écrans, et vérifier que les comptes bancaires sont fermés lorsque les activités d'un(e) diplomate dans le pays touchent à leur fin. À cet égard, les États Membres devraient consulter leur registre national d'entreprises pour connaître les sociétés enregistrées au nom de diplomates de la République populaire démocratique de Corée et de leurs conjoints, parents et enfants.

66. Le Groupe d'experts recommande que l'obligation faite aux États Membres de prendre les mesures qui s'imposent pour mettre un terme aux activités des succursales, filiales et bureaux de représentation des banques nord-coréennes porte également sur les activités des individus et des entités exerçant de facto les fonctions d'un bureau de représentation.

VII. Sanctions sectorielles

67. Pour surveiller l'exportation par la République populaire démocratique de Corée des marchandises visées au paragraphe 30 de la résolution 2270 (2016) et aux paragraphes 26 et 28 de la résolution 2321 (2016), le Groupe d'experts s'est servi de données douanières communiquées par les États Membres à la Base de données statistiques de l'ONU sur le commerce des marchandises (UN Comtrade) ou tirées de bases de données commerciales sur les échanges mondiaux. Étant donné que la République populaire démocratique de Corée ne fournit pas de données sur ses exportations ni de données douanières, il a dû se fier uniquement aux données correspondantes communiquées par les pays importateurs des marchandises concernées.

68. Le Groupe d'experts a utilisé les classifications du Système harmonisé (SH) qu'il avait déjà utilisées dans son rapport final de 2017⁴⁵ comme cadre global de référence pour surveiller les importations de minéraux interdits de la République populaire démocratique de Corée (voir à l'annexe 34 ce tableau avec corrections techniques). Pour les raisons indiquées dans le rapport final de 2017, il considère comme interdit tout article produit à partir des marchandises inscrites sur la liste, ainsi que les minéraux inscrits sur la liste sous forme non concentrée, notamment de demi-produits, d'alliages, de produits bruts, de poudres et pulvérisée⁴⁶.

69. Aux fins du présent rapport, le Groupe d'experts a compilé et analysé les données disponibles jusqu'à la date de soumission, le 5 août 2017.

70. Pendant la période considérée, la République populaire démocratique de Corée a continué d'exporter des marchandises interdites dont elle a tiré au moins 270 millions de dollars de recettes (voir annexe 35).

Importations de marchandises bénéficiant de dérogations (houilles, fer et minerais de fer)

Fer et produits à base de fer ou d'acier

Tableau 2

Pays importateurs de fonte, fer et acier (SH 72) en provenance de République populaire démocratique de Corée, octobre 2016 – avril 2017

(En milliers de dollars des États-Unis)

État importateur	octobre 2016	novembre 2016	décembre 2016	janvier 2017	février 2017	mars 2017	avril 2017	Total
Barbade		88 083		317 365		405 448		
Chine	4 045 880	3 528 523	7 776 268	4 808 558	5 304 064	5 195 531	6 432 072	37 090 896
Costa Rica				36 762 ^a	106 468 ^a			143 230
France	10 992							10 992
El Salvador				249 493		30 453		279 946

⁴⁵ S/2017/150, annexe 16-1.

⁴⁶ Ibid., par. 258 à 261.

État importateur	octobre 2016	novembre 2016	décembre 2016	janvier 2017	février 2017	mars 2017	avril 2017	Total
Inde ^b		95 819		220 285				316 104
Indonésie		116 990	99 385					216 375
Irlande		27 206	90 441	17 280				134 927
Pakistan	1 374 290	2 512 188						3 886 478
Sri Lanka	194 381	431 307	380 620	363 941	198 740	291 527		1 860 516
Divers								
Total	5 625 543	6 800 116	8 346 714	5 696 319	5 926 637	5 517 511	6 432 072	44 344 912

Source : Comtrade et Global Trade Atlas.

Note : Lorsque pour un même mois les chiffres des deux sources ne coïncidaient pas, le Groupe d'experts a généralement retenu le plus bas et demandé par écrit un complément d'information par écrit à tous les États Membres concernés.

^a En dollars des États-Unis.

^b Lettre de l'Inde datée du 14 juillet 2017 (annexe 36).

71. D'octobre 2016 à avril 2017, la République populaire démocratique de Corée a exporté pour 44 344 912 dollars de fonte, fer et acier (code SH 72) vers les pays suivants : Barbade, Chine, Costa Rica, Égypte, El Salvador, France, Inde, Indonésie, Irlande, Pakistan et Sri Lanka. Ces exportations constituent une violation du paragraphe 26 de la résolution 2321 (2016) sauf dérogation au titre du paragraphe 26 c), s'il est établi que les transactions sont menées à des fins de subsistance exclusivement et ne sont pas liées à la production de recettes pour les programmes d'armes nucléaires ou de missiles balistiques ou d'autres activités interdites par les résolutions.

72. Le Groupe d'experts a demandé à tous les États Membres susmentionnés ayant importé ces marchandises combien de cargaisons avaient été inspectées en application du paragraphe 18 de la résolution 2270 (2016) imposant l'inspection de toute cargaison en provenance de République populaire démocratique de Corée, si ces cargaisons relevaient de la dérogation pour transaction « à des fins de subsistance » visée au paragraphe 26 c) de la résolution 2321 (2016) et, dans l'affirmative, quelles procédures les sociétés importatrices avaient suivies et quelles mesures de vérification les autorités avaient appliquées pour s'assurer que les recettes générées étaient exclusivement destinées à satisfaire des besoins de subsistance et n'étaient pas liées à des activités interdites par les résolutions. Hormis une réponse de la Chine indiquant que son autorité douanière inspectait les cargaisons en provenance et à destination de la République populaire démocratique de Corée, le Groupe d'experts n'a reçu des États Membres concernés aucune réponse à ses autres questions. Le Comité il n'a pas reçu non plus de notification concernant des importations de fer ou de minerais de fer et aucune inspection ne lui a été signalée.

Tableau 3

Pays importateurs d'ouvrages en fonte, fer ou acier (SH 73) en provenance de République populaire démocratique de Corée, octobre 2016 – mai 2017

(En milliers de dollars des États-Unis)

Pays importateur	Octobre 2016	Novembre 2016	Décembre 2016	Janvier 2017	Février 2017	Mars 2017	Avril 2017	Mai 2017	Total
Chine	2 855	23 714	2 398		15 105	240 ^a		16 ^a	44 328
Égypte		11 698							11 698

<i>Pays importateur</i>	<i>Octobre 2016</i>	<i>Novembre 2016</i>	<i>Décembre 2016</i>	<i>Janvier 2017</i>	<i>Février 2017</i>	<i>Mars 2017</i>	<i>Avril 2017</i>	<i>Mai 2017</i>	<i>Total</i>
France	29 400	5 067	7 805						42 272
Inde ^b	52 907	69 196	10 470	9 748	4 227				146 548
Irlande	4 418								4 418
Mexique	18 174	15 443		10 942	11 890				56 449
Divers									
Total	107 754	125 118	20 673	20 690	31 222	240^a	–	16^a	305 713

Source : Comtrade et Global Trade Atlas.

^a En dollars des États-Unis.

^b Voir annexe 36.

73. D'octobre 2016 à mai 2017, la République populaire démocratique de Corée a exporté pour 305 713 dollars d'ouvrages en fonte, fer ou acier (code SH 73) vers la Chine, l'Égypte, la France, l'Inde, l'Irlande et le Mexique. Ces exportations constituent une violation du paragraphe 26 de la résolution 2321 (2016), sauf dérogation accordée par l'État Membre importateur au titre du paragraphe 26 c) de la résolution.

74. En ce qui concerne les importations de marchandises relevant du code SH 72 signalées en 2016 par le Groupe d'experts pour les mois de mai, juin, juillet et septembre 2016, l'Allemagne a indiqué au Groupe d'experts que le 3 avril 2017, un audit approfondi de la société importatrice visant à vérifier si celle-ci respectait les lois et règlements applicables au commerce extérieur avait révélé « qu'à plusieurs reprises, l'importateur allemand avait acquis du ferrosilicium (code douanier 7202 2100) auprès de Asia Metallurgical Co. Ltd., 21B Infinna Tower, Dalian, République populaire de Chine ». Elle a ajouté que la vérification de tous les documents commerciaux se poursuivait mais que les auditeurs n'avaient trouvé aucun contrat ni aucune autre trace de relation commerciale directe entre l'importateur allemand et des sociétés nord-coréennes et qu'il semblait donc « que la société importatrice n'avait contrevenu (volontairement ou non) à aucune des mesures visées dans les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité ». Le Groupe d'experts note que l'exportation indirecte d'une marchandise interdite par la République populaire démocratique de Corée constitue également une violation du paragraphe 26 de la résolution 2321 (2016) et le signe d'un possible détournement. Il poursuivra son enquête.

Minerais de fer

Tableau 4

Importations de minerais de fer (SH 2601) en provenance de République populaire démocratique de Corée, décembre 2016 – mai 2017

	<i>Pays importateur</i>	<i>Valeur (dollars É.-U.)</i>	<i>Quantité (kg)</i>
Décembre 2016	Chine	5 036 120	91 532 383
Janvier 2017	Chine	10 770 987	168 266 111
Février 2017	Chine	10 865 501	165 743 540
Mars 2017	Chine	19 153 140	259 477 204

	<i>Pays importateur</i>	<i>Valeur (dollars É.-U.)</i>	<i>Quantité (kg)</i>
Avril 2017	Chine	20 260 043	285 490 000
Mai 2017	Chine	13 391 114	233 507 851
Total		79 476 905	1 204 017 089

Source : Global Trade Atlas.

75. De décembre 2016 à mai 2017, la République populaire démocratique de Corée a exporté vers la Chine 1 204 017 089 kilogrammes de minerais de fer (code SH 2601) valant 79 476 905 dollars. Ces exportations constituent une violation du paragraphe 26 de la résolution 2321 (2016), sauf dérogation au titre du paragraphe 26 c) de la résolution.

Charbon

Tableau 5

Importations de houilles (SH 2701) en provenance de République populaire démocratique de Corée, décembre 2016 - mai 2017

<i>Mois</i>	<i>Pays importateur</i>	<i>Valeur (dollars É.-U.)</i>	<i>Quantité (kg)</i>
Décembre 2016	Chine	168 195 227 ^a	2 003 972 179 ^b
Janvier 2017	Chine	121 946 439 ^c	1 446 792 636 ^d
Février 2017	Chine	97 587 359 ^e	1 231 925 724 ^f
Mars 2017	Malaisie	575 219,40 ^g	6 342 000 ^h
Avril 2017			
Mai 2017			
Total		388 304 244,4	4 689 032 539

Source : Global Trade Atlas, site Web du Comité et le Groupe d'experts.

Note : De petites différences apparaissent entre les informations communiquées au Comité par les États Membres et les données publiées par Global Trade Atlas. Les chiffres portés dans le tableau 5 sont ceux de Global Trade Atlas tandis que ceux des notes sont ceux communiqués au Comité par les États Membres, également disponibles à l'adresse www.un.org/sc/suborg/en/sanctions/1718/procurement-of-dprk-coal-by-member-states.

^a Valeur selon Global Trade Atlas. Valeur calculée par le Comité en multipliant le prix moyen établi par le Groupe d'experts par le volume indiqué par l'État Membre : 183 890 154,99 dollars. Voir www.un.org/sc/suborg/en/sanctions/1718/procurement-of-dprk-coal-by-member-states.

^b Quantité selon Global Trade Atlas. Quantité signalée au Comité en décembre 2016 : 2 001 634,43 tonnes.

^c Valeur selon Global Trade Atlas. Valeur calculée par le Comité en multipliant le prix moyen établi par le Groupe d'experts par le volume indiqué par l'État Membre : 126 390 037,84 dollars.

^d Quantité selon Global Trade Atlas. Quantité signalée au Comité pour janvier 2017 : 1 441 985,60 tonnes.

^e Valeur selon Global Trade Atlas. Valeur calculée par le Comité en multipliant le prix moyen établi par le Groupe d'experts par le volume indiqué par l'État Membre : 104 590 640 dollars.

^f Quantité selon Global Trade Atlas. Quantité signalée au Comité pour février 2017 : 1 232 000 tonnes.

^g Valeur calculée par le Comité en multipliant le prix moyen établi par le Groupe d'experts par le volume indiqué par l'État Membre.

^h Quantité signalée au Comité pour mars 2017 (en tonnes).

76. Selon Global Trade Atlas, en décembre 2016, la République populaire démocratique de Corée a exporté vers la Chine 2 003 972,179 kilos de houilles (code SH 2701), soit 168 195 227 dollars. D'après les chiffres communiqués au Comité pour le mois de décembre 2016, elle en a exporté 2 001 634,43 tonnes. Se fondant sur le prix moyen calculé par le Groupe d'experts pour ce mois,

91,87 dollars la tonne, le secrétaire du Comité a obtenu la valeur de 183 890 154,99 dollars. Les exportations de charbon de la République populaire démocratique de Corée ont donc dépassé en décembre 2016 les plafonds de 1 000 866 tonnes et 53 495 894 dollars pour la période se terminant le 31 décembre 2016, fixés au paragraphe 26 b) de la résolution [2321 \(2016\)](#), de 200 % en volume et 343,75 % en valeur (voir annexe 37)⁴⁷.

77. Dans une lettre adressée au Groupe d'experts, la Chine a déclaré qu'« après l'adoption de la résolution [2321 \(2016\)](#) par le Conseil de sécurité, les autorités compétentes chinoises se sont rapidement employées à mettre en place le système de mise en œuvre correspondant et ont pris rapidement les mesures voulues. Les importations de charbon en provenance de République populaire démocratique de Corée, en décembre 2016, ont eu lieu avant que la Chine ne prenne des mesures concrètes pour appliquer la résolution [2321 \(2016\)](#). En février 2017, la Chine a suspendu ses importations de charbon en provenance de République populaire démocratique de Corée pour le reste de l'année 2017 »⁴⁸.

78. Le Ministère chinois du commerce a en effet publié une déclaration selon laquelle la Chine suspendait toutes ses importations de charbon en provenance de République populaire démocratique de Corée à compter du 19 février 2017 et jusqu'à la fin de l'année, ce qui a entraîné une diminution spectaculaire de ses importations de charbon nord-coréen en 2017 par rapport à 2016. En janvier et février 2017, la République populaire démocratique de Corée a exporté vers la Chine 2 680 327,60 tonnes de charbon (231 555 897,24 dollars) et en mars elle en a exporté 6 342 tonnes (575 219,40 dollars) vers la Malaisie, soit 57,76 % du plafond en valeur fixé pour 2017 (400 870 018 dollars) et 35,74 % du plafond en volume (7 500 000 tonnes)⁴⁹. Compte tenu des dépassements de plafonds durant la période se terminant le 31 décembre 2016 et des exportations signalées en 2017, les exportations totales de charbon nord-coréen atteignaient à la fin de mars 2017 90,29 % du plafond en valeur fixé par la résolution [2321 \(2016\)](#) et 49,08 % du plafond en volume (voir annexe 37). Les États Membres doivent donc veiller à ce que la République populaire démocratique de Corée n'exporte plus de charbon vers d'autres marchés et l'empêcher de dépasser les plafonds fixés par la résolution [2321 \(2016\)](#) pour la période allant du 1^{er} décembre 2016 au 31 décembre 2017.

79. Après la suspension par la Chine de ses importations de charbon de République populaire démocratique de Corée à compter du 19 février 2017, le pays a commencé à diversifier ses destinations d'exportation, se tournant vers le Viet Nam et la Malaisie. Le Groupe d'experts a donc adressé à la Malaisie et au Viet Nam des lettres rapportant des informations concernant plusieurs cargaisons de charbon provenant de la République populaire démocratique de Corée en février et mars 2017, signalées par deux États Membres, et qu'il a vérifiées à l'aide de données maritimes. Il a également écrit à la Thaïlande à propos d'une cargaison initialement destinée à ce pays et qui, faute d'autorisation d'entrée, est repartie pour le Viet Nam. Étant donné que des marchandises interdites destinées à l'Allemagne ont été transbordées aux fins de contourner les sanctions, il est probable que le pays

⁴⁷ Conformément au paragraphe 26 b) de la résolution [2321 \(2016\)](#), les exportations totales de charbon en provenance de la République populaire démocratique de Corée vers tous les États Membres ne peuvent dépasser 53 495 894 dollars ou 1 000 866 tonnes, la valeur inférieure étant retenue, entre le 30 novembre et le 31 décembre 2016.

⁴⁸ Le 5 avril 2016, le Ministère chinois du commerce a publié le communiqué n° 11 et, le 23 décembre 2016, le communiqué n° 81 portant application des interdictions sectorielles visées dans les résolutions.

⁴⁹ En supposant également que des entités désignées ne sont pas impliquées dans les achats et que ceux-ci sont effectués uniquement à des fins de subsistance et satisfont aux autres conditions énoncées au paragraphe 26 b), al. i) et ii).

transborde également du charbon dans des pays tiers, ce qui pourrait rendre ces opérations difficiles à détecter. Le Groupe d'experts doit encore recevoir des réponses à toutes ces demandes d'informations, mais selon les données dont il dispose, l'interdiction par la Chine des importations de charbon de la République populaire démocratique de Corée a poussé celle-ci à réorienter ses exportations de charbon vers d'autres États Membres afin de générer des recettes. Il ressort des enquêtes du Groupe d'experts que la République populaire démocratique de Corée met délibérément en place des circuits indirects d'exportation de marchandises interdites afin de contourner les sanctions.

80. Le Groupe d'experts a également demandé aux États susmentionnés quelles mesures ils avaient prises pour s'assurer que les exportations de charbon satisfaisaient aux dispositions du paragraphe 26 b) de la résolution 2321 (2016) selon lesquelles aucune personne ou entité associée aux programmes nord-coréens interdits, aucune personne ou entité désignée agissant pour leur compte ou sur leurs instructions, ou aucune entité qu'ils possèdent ou contrôlent, ou aucune personne ou entité qui aide à contourner les sanctions ne peut être impliquée dans ces achats. Il a également demandé à ces États Membres de communiquer une copie de la confirmation que ces exportations visaient uniquement la subsistance de la population nord-coréenne et ne servaient pas à générer des recettes destinées à financer les programmes nord-coréens interdits ou toute autre activité interdite par les résolutions. Il n'a reçu aucune réponse à ces demandes d'information.

Dérogation applicable au transit de charbon⁵⁰

81. Pour la période allant du 15 mars au 20 juillet 2016, la Fédération de Russie a signalé au Comité que neuf cargaisons de charbon à destination de la Chine avaient transité par Rajin et la Suisse a signalé une cargaison en novembre 2016. À partir du 1^{er} août 2016, la Chine et la Fédération de Russie sont convenues que seule la Chine signalerait les cargaisons de charbon importé de Russie via Rajin. La Chine a donc signalé 53 livraisons entre le 1^{er} août 2016 et le 1^{er} août 2017, représentant un volume approximatif de 3 238 000 tonnes (+/- 10 % de tolérance d'expédition), dont 27 (environ 1 272 500 tonnes +/- 10 % de tolérance d'expédition) au cours de la période considérée, entre le 28 février et le 5 août 2017, soit une augmentation significative du transit de charbon par Rajin.

Importations de marchandises ne bénéficiant pas de dérogations

Argent

Tableau 6

Importations de minerais d'argent et leurs concentrés (SH 261610) en provenance de République populaire démocratique de Corée, décembre 2016 – mai 2017

Mois	Pays importateur	Valeur (dollars É.-U.)	Quantité (kg)
Décembre 2016	Chine	240 022	402 510
Janvier 2017	Chine	43 560	109 627
Février 2017	Chine	57 136	128 730
Mars 2017	Chine	24 488	61 149
Avril 2017	Chine	–	–

⁵⁰ Conformément à la dérogation applicable au transit de charbon visée au paragraphe 29 a) de la résolution 2270 (2016) et aux dispositions du paragraphe 26 a) de la résolution 2321 (2016), qui remplace le paragraphe 29 a) de la résolution 2270 (2016).

<i>Mois</i>	<i>Pays importateur</i>	<i>Valeur (dollars É.-U.)</i>	<i>Quantité (kg)</i>
Mai 2017		–	–
Total		365 206	702 016

Source : Global Trade Atlas.

82. Entre décembre 2016 et avril 2017, la République populaire démocratique de Corée a exporté vers la Chine 702 016 kilogrammes de minerais d'argent et leurs concentrés (code SH 261610), d'une valeur totale de 365 206 dollars, en violation du paragraphe 28 de la résolution 2321 (2016).

Cuivre, minerais de cuivre et leurs concentrés

Tableau 7

Importations de cuivre (SH 74) en provenance de République populaire démocratique de Corée, décembre 2016 – mars 2017

<i>Mois</i>	<i>Pays importateur</i>	<i>Valeur (dollars É.-U.)</i>	<i>Quantité (kg)</i>
Décembre 2016	Chine	2 302 056	556 584
Janvier 2017	Chine	–	–
	Sri Lanka	31 051	
Février 2017	Sri Lanka	1 133	
Mars 2017			
Total		2 334 240	556 584

Source : Comtrade et Global Trade Atlas.

83. Entre décembre 2016 et mai 2017, la République populaire démocratique de Corée a exporté pour 2 334 240 dollars de cuivre, minerais de cuivre et leurs concentrés (code SH 74) vers la Chine et Sri Lanka en violation du paragraphe 28 de la résolution 2321 (2016).

Tableau 8

Importations de minerais de cuivre et leurs concentrés (SH 2603) en provenance de République populaire démocratique de Corée, décembre 2016 – mai 2017

<i>Mois</i>	<i>Pays importateur</i>	<i>Valeur (dollars É.-U.)</i>	<i>Quantité (kg)</i>
Décembre 2016	Chine	3 025 500	6 059 859
Janvier 2017	Chine	97 826	500 882
Février 2017	Chine	2 371	44 860
Avril 2017			
Mai 2017			
Total		3 125 697	6 605 601

Source : Global Trade Atlas.

84. Entre décembre 2016 et mai 2017, la République populaire démocratique de Corée a exporté vers la Chine 6 605 601 kilogrammes de cuivre, notamment des

minerais de cuivre et leurs concentrés (code SH 2603), d'une valeur de 3 125 697 dollars, en violation du paragraphe 28 de la résolution [2321 \(2016\)](#).

Tableau 9
Importations de zinc et ouvrages en zinc (SH 79) en provenance de République populaire démocratique de Corée, décembre 2016 – avril 2017

<i>Mois</i>	<i>Pays importateur</i>	<i>Valeur (dollars É.-U.)</i>	<i>Quantité (tonnes)</i>
Décembre 2016	Chine	5 325 661	2 056
Janvier 2017	Inde ^a	526 018	
Février 2017			
Mars 2017			
Avril 2017			
Total		5 851 679	2 056

Source : Comtrade et Global Trade Atlas.

^a Voir annexe 36.

85. Entre décembre 2016 et avril 2017, la République populaire démocratique de Corée a exporté pour 5 851 679 dollars de zinc (code SH 79) vers la Chine et l'Inde en violation du paragraphe 28 de la résolution [2321 \(2016\)](#).

Tableau 10
Importations de minerais de zinc (SH 2608) en provenance de République populaire démocratique de Corée, décembre 2016 – mai 2017

<i>Mois</i>	<i>Pays importateur</i>	<i>Valeur (dollars É.-U.)</i>	<i>Quantité (tonnes)</i>
Décembre 2016	Chine	4 442 234	10 048
Janvier 2017	Chine	65 653	173
Février 2017	Chine	590 469	2 193
Mars 2017	Chine	24 575	49
Avril 2017	Chine	–	–
Mai 2017	Chine	–	–
Total		5 122 931	12 463

Source : Global Trade Atlas.

86. Entre décembre 2016 et mars 2017, la République populaire démocratique de Corée a exporté vers la Chine 12 463 tonnes de minerais de zinc (code SH 2608), d'une valeur de 5 122 931 dollars, en violation du paragraphe 28 de la résolution [2321 \(2016\)](#).

Tableau 11
Importations de nickel (SH 75) en provenance de République populaire démocratique de Corée, décembre 2016 – mars 2017

<i>Mois</i>	<i>Pays importateur</i>	<i>Valeur (dollars É.-U.)</i>	<i>Quantité (tonnes)</i>
Janvier 2017	Chine	42 000	4

Source : Global Trade Atlas.

87. En janvier 2017, la République populaire démocratique de Corée a exporté pour 42 000 dollars de nickel (code SH 75) vers la Chine en violation du paragraphe 28 de la résolution [2321 \(2016\)](#).

Tableau 12

Importations d'or sous formes brutes ou mi-ouvrées, ou en poudre (SH 7108) en provenance de République populaire démocratique de Corée, octobre 2016

<i>Mois</i>	<i>Pays importateur</i>	<i>Valeur (dollars É.-U.)</i>	<i>Quantité (tonnes)</i>
octobre 2017	Inde ^a	215 782	5

Source : Comtrade.

^a Voir annexe 36.

88. En octobre 2016, la République populaire démocratique de Corée a exporté pour 215 782 dollars d'or (code SH 7108) vers l'Inde, en violation du paragraphe 30 de la résolution [2270 \(2016\)](#).

Conclusion

89. En dépit des interdictions sectorielles, la République populaire démocratique de Corée continue d'exporter des minerais prohibés directement de son territoire vers des pays importateurs ou en les faisant transborder dans d'autres pays avant la destination finale. Les États Membres qui ne s'acquittent pas de leur obligation d'inspecter les cargaisons en provenance de République populaire démocratique de Corée conformément au paragraphe 18 de la résolution [2270 \(2016\)](#) l'aident à contourner les interdictions. Pour ce qui est en particulier des restrictions concernant le charbon, la République populaire démocratique de Corée est en train de diversifier ses partenaires à l'exportation. Les États Membres qui ont importé du charbon n'ont pas répondu à la demande d'information que le Groupe d'experts leur a adressée concernant les mesures prises pour veiller au respect des conditions énoncées au paragraphe 26 b), auxquelles ces importations sont soumises.

Recommandations

90. **Les États Membres doivent appliquer effectivement les paragraphes 26 et 28 de la résolution [2321 \(2016\)](#) et le paragraphe 30 de la résolution [2270 \(2016\)](#) en cessant d'importer toute marchandise prohibée, en respectant les plafonds fixés pour le charbon et en veillant à ce que toutes les conditions énoncées soient réunies pour les achats de charbon en deçà du plafond. Compte tenu de la quantité de charbon déjà exportée par la République populaire démocratique de Corée, ils devraient veiller attentivement à ce que celle-ci ne puisse en exporter davantage vers d'autres marchés durant la période se terminant le 31 décembre 2017.**

91. **Les États Membres devraient veiller à ne pas admettre sur leur territoire de marchandises interdites provenant de République populaire démocratique de Corée, directement ou indirectement par des pays tiers, notamment en s'acquittant de leur obligation d'inspecter les cargaisons conformément aux dispositions du paragraphe 18 de la résolution [2270 \(2016\)](#).**

92. **Pour appliquer les interdictions concernant les marchandises, visées dans les résolutions, les États Membres devraient décider de suivre la classification du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises**

établie par l'Organisation mondiale des douanes et figurant à l'annexe 34 ou d'établir leur propre classification codée de marchandises interdites.

VIII. Recommandations

A. Recommandations du Groupe d'experts au Conseil de sécurité

Recommandation 1

Le Groupe d'experts redit que les recommandations formulées dans ses précédents rapports restent valables et devraient être réexaminées à la lumière des informations supplémentaires qu'il a rassemblées.

Recommandation 2

Réitérant ses recommandations précédentes concernant la désignation des principaux individus impliqués dans les programmes d'armes nucléaires et de missiles balistiques de la République populaire démocratique de Corée, notamment Ri Pyong Chol, Hong Sung Mu, Hong Yong Chil, Kim Jong Sik et Kim Rak Gyom, le Groupe d'experts recommande également de désigner Jon Il Ho et Jong Sung Il, compte tenu de leur participation à ces programmes.

Recommandation 3

Étant donné que la quasi-totalité des navires contrôlés par la République populaire démocratique de Corée sont achetés d'occasion, le Groupe d'experts recommande que l'interdiction énoncée au paragraphe 30 de la résolution [2321 \(2016\)](#) concernant la vente, la fourniture ou le transfert de navires neufs à la République populaire démocratique de Corée soit élargie à l'acquisition de tous types de navires.

Recommandation 4

Le Groupe d'experts recommande à nouveau que le Conseil de sécurité désigne la société Pan Systems Pyongyang en raison de son rôle dans la vente d'armements et de matériels connexes et du fait que cette entreprise a effectué des transactions avec des entités désignées.

Nom : Pan Systems Pte. Ltd. (Pyongyang branch)

Autre(s) nom(s) connu(s) : Glocom; Wonbang Trading Co.

Adresse : Room 818, Pothonggang Hotel, Ansan-Dong, Pyongchon district, Pyongyang, République populaire démocratique de Corée

Directeur : Ryang Su Nyo

Employés : Pyon Won Gun, Pae Won Chol, Ri Sin Song, Kim Sung Su, Kim Chang Hyok (alias James Jin ou James Kim) et Kim Pyong Chol.

Téléphone : +850-218-111 (poste no 8636)

Site Web : Glocom-corp.com

Sociétés écrans : International Golden Services (M) Sdn Bhd; International Global System (M) Sdn Bhd

B. Recommandations du Groupe d'experts au Comité

Recommandation 1

Le Groupe d'experts recommande que le Comité mette à jour la liste des personnes et des entités désignées comme suit :

a) Pour KPe.042, ajouter le nom Korea Daesong General Trading Corporation comme autre nom connu :

Autre(s) nom(s) connu(s) : « Korea Daesong Trading Company No. 11 »

Adresse : Potonggang District, Pyongyang, République démocratique populaire de Corée

Téléphone : +850-2-18111-8208; télécopie : +850-2-381-4432; adresse électronique : daesong@star-co.net.kp

b) Pour KPe.044, ajouter le nom Korea Kumsan Trading Corporation comme autre nom connu⁵¹

Adresse : Haeun 2-dong, Pyongchon District, Pyongyang City/Mangyongdae District, Pyongyang, République populaire démocratique de Corée

Téléphone : +850-2-18111-8550; télécopie : +850-2-381-4410/4416; adresse électronique : mhs-ip@star-co.net.kp

Recommandation 2

Le Groupe d'experts recommande au Comité de désigner l'Autorité maritime de la République populaire démocratique de Corée pour le rôle étendu que cette entité joue depuis longtemps dans le contournement des sanctions.

Nom : Autorité maritime de la République populaire démocratique de Corée
(en coréen : 조선민주주의인민공화국 국가해사감독국)

Autre(s) nom(s) connu(s) : North Korea Maritime Administration Bureau (MAB)

Adresse : Ryonhwa-2Dong, Central District, Pyongyang, République populaire démocratique de Corée

P. O. Box 416,

Directeur général : M. Jon Ki Chol

Téléphone : 850-2-18111 (poste n° 8059)

Télécopie : 850-2-381 4410

Adresse électronique : mab@silibank.net.kp

Site Web : www.ma.gov.kp

Recommandation 3

Le Groupe d'experts recommande au Comité d'ajouter les informations ci-après à l'entrée de la liste correspondant à Kim Chol Sam (KPi. 035) :

Nom : Kim Chol Sam

Date de naissance : 11 mars 1971

Numéro de passeport : 645120378

⁵¹ Voir S/2017/150, annexe 17-1, par. a).

Autre(s) nom(s) connu(s) : Jin Tiesan 金铁三

Appartenance à des associations et institutions :

- Représentant à l'étranger, Daedong Credit Bank (de 2006 à aujourd'hui)
- Trésorier, Daedong Credit Bank (de 2003 à 2006)
- Employé, Korea Daesong Bank (de 2000 à 2003)
- Représentant légal/actionnaire unique/directeur exécutif, Dalian Daxin Electronics Co., Ltd. (大连大信电子有限公司), numéro d'immatriculation 210200400023405
- Directeur, Win Talent International (HK) Limited 俊胜国际(香港)有限公司 numéro d'immatriculation 2085778
- Directeur, Hongdae Int'l Ltd (HK), numéro d'immatriculation 1283890; Unit 802, 8/F., 99 Hennessy Road, Wanchai, Hong Kong (Responsable du secrétariat juridique de la société : World Trade Enterprises Consultancy Limited 世贸企业咨询有限公司)

Adresse : 1106, 20B Gangwan street, Zhongshan district, Dalian, Liaoning province, 116001 辽宁省大连市中山区港湾街20B1106号 116001

Adresse électronique : 78084681@qq.com

Téléphone : +86 86829042

C. Recommandations du Groupe d'experts aux États Membres

Recommandation 1

Le Groupe d'experts recommande aux États Membres d'incorporer à leur droit interne les dispositions pertinentes des résolutions [1718 \(2006\)](#), [1874 \(2009\)](#), [2087 \(2013\)](#), [2094 \(2013\)](#), [2270 \(2016\)](#), [2321 \(2016\)](#) et [2356 \(2017\)](#).

Recommandation 2

Le Groupe d'experts rappelle et réaffirme sa recommandation tendant à ce que les États Membres redoublent de vigilance concernant l'exportation de véhicules commerciaux susceptibles d'être modifiés à des fins militaires.

Recommandation 3

Les États Membres devraient être très attentifs aux navires battant pavillon nord-coréen qui sont détenus, gérés ou exploités par leurs ressortissants, notamment au recours à des sociétés écrans pour contourner les résolutions. Dès lors que le Groupe d'experts leur signale une violation et que la société concernée ne coopère pas, les États Membres devraient agir de manière à mettre fin au contournement des sanctions (par exemple en radiant les entreprises de leur registre) et en informer le Comité.

Recommandation 4

Les États Membres devraient élaborer, et actualiser régulièrement, des lois et règlements nationaux suffisamment précis et visant toutes les activités interdites par

les résolutions, y compris l'interdiction pour la République populaire démocratique de Corée d'utiliser ses locaux diplomatiques à des fins commerciales.

Recommandation 5

Lorsqu'ils prennent des mesures pour limiter le nombre de comptes bancaires des missions diplomatiques de la République populaire démocratique de Corée, conformément au paragraphe 16 de la résolution [2321 \(2016\)](#), les États Membres doivent veiller à ce que d'autres comptes ne soient pas ouverts au nom de membres de la famille et de sociétés écrans, et vérifier que les comptes bancaires sont fermés lorsque les activités d'un(e) diplomate dans le pays touchent à leur fin. À cet égard, les États Membres devraient consulter leur registre national d'entreprises pour connaître les informations sur les sociétés enregistrées au nom des diplomates de la République populaire démocratique de Corée et de leurs conjoints, parents et enfants.

Recommandation 6

Le Groupe d'experts recommande que l'obligation faite aux États Membres de prendre les mesures qui s'imposent pour mettre un terme aux activités des succursales, filiales et bureaux de représentation des banques nord-coréennes porte également sur les activités des individus et des entités exerçant de facto les fonctions d'un bureau de représentation.

Recommandation 7

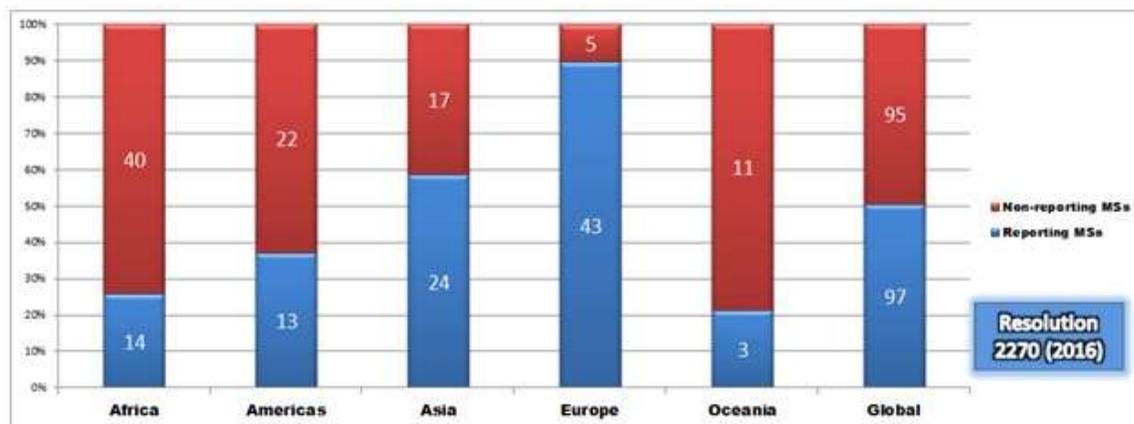
Les États Membres doivent appliquer effectivement les paragraphes 26 et 28 de la résolution [2321 \(2016\)](#) et le paragraphe 30 de la résolution [2270 \(2016\)](#) en cessant d'importer toute marchandise prohibée, en respectant les plafonds fixés pour le charbon et en veillant à ce que toutes les conditions énoncées soient réunies pour les achats de charbon qui sont en deçà du plafond. Compte tenu de la quantité de charbon déjà exportée par la République populaire démocratique de Corée, ils devraient veiller attentivement à ce que celle-ci ne puisse en exporter davantage vers d'autres marchés durant la période se terminant le 31 décembre 2017.

Recommandation 8

Les États Membres devraient veiller à ne pas admettre sur leur territoire de marchandises interdites provenant de République populaire démocratique de Corée, directement ou indirectement par des pays tiers, notamment en exécutant leur obligation d'inspecter les cargaisons conformément aux dispositions du paragraphe 18 de la résolution [2270 \(2016\)](#).

Recommandation 9

Pour appliquer les interdictions concernant les marchandises, visées dans les résolutions, les États Membres devraient décider de suivre la classification du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises établie par l'Organisation mondiale des douanes et figurant à l'annexe 34 ou d'établir leur propre classification codée de marchandises interdites.

Annex 1 : Overview of reporting under resolution 2270 (2016) by region

Source: The Panel

Annex 2 : Member States yet to submit NIR under resolution 2270 (2016)Africa

1. Algeria
2. Botswana
3. Burkina Faso
4. Cameroon
5. Cabo Verde
6. Central African Republic
7. Chad
8. Congo
9. Côte D'Ivoire
10. Democratic Republic of the Congo
11. Equatorial Guinea
12. Eritrea
13. Gabon
14. Gambia
15. Ghana (*Co-Sponsor*)
16. Guinea
17. Guinea Bissau
18. Kenya
19. Lesotho
20. Liberia (*Co-Sponsor*)
21. Libya
22. Madagascar
23. Malawi
24. Mali
25. Mauritania
26. Morocco
27. Mozambique
28. Niger
29. Nigeria
30. Rwanda
31. Sao Tome and Principe
32. Seychelles
33. Sierra Leone
34. Somalia
35. South Sudan
36. Swaziland
37. Tanzania
38. Togo
39. Zambia
40. Zimbabwe

Americas

41. Antigua and Barbuda
42. Bahamas
43. Barbados
44. Belize
45. Bolivia (*SC non-permanent member 2017-2018*)
46. Cuba
47. Dominica
48. Dominican Republic
49. El Salvador
50. Grenada
51. Guatemala
52. Guyana
53. Haiti
54. Honduras
55. Jamaica
56. Nicaragua
57. Paraguay
58. Saint Kitts and Nevis
59. Saint Lucia
60. Saint Vincent and the Grenadines
61. Suriname
62. Trinidad and Tobago

Asia

63. Afghanistan
64. Bahrain
65. Bangladesh
66. Bhutan
67. Cambodia
68. Kuwait
69. Maldives
70. Myanmar
71. Nepal

72. Saudi Arabia
73. Sri Lanka
74. Syria
75. Timor-Leste
76. Thailand
77. Turkmenistan
78. Uzbekistan
79. Yemen

Europe

80. Bosnia and Herzegovina
81. Croatia (*Co-Sponsor*)
82. Iceland (*Co-Sponsor*)
83. Montenegro
84. Republic of Moldova

Oceania

85. Fiji
86. Kiribati
87. Marshall Islands
88. Micronesia
89. Nauru
90. Palau (*Co-Sponsor*)
91. Papua New Guinea
92. Samoa
93. Solomon Islands
94. Tonga
95. Tuvalu

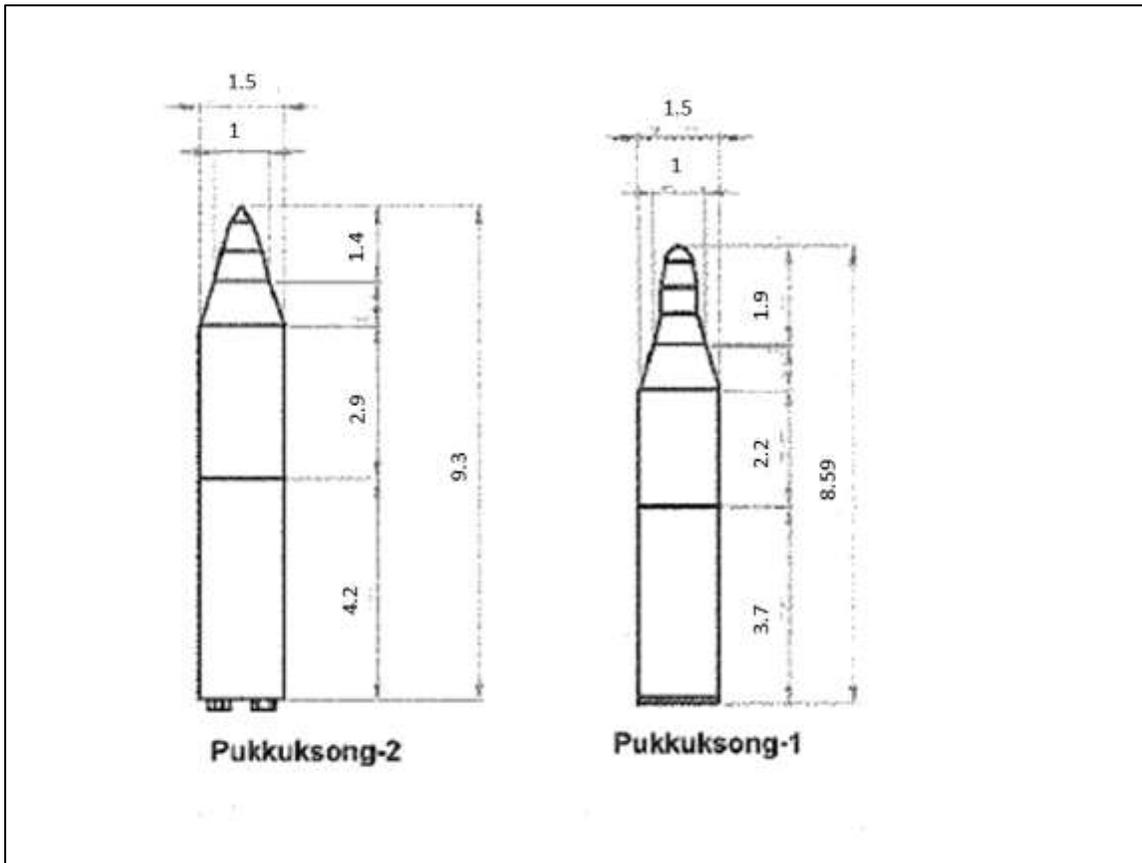
Source: The Panel

Annex 3 : Member States yet to submit NIR under resolution 2321 (2016)

<p><u>Africa</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Algeria 2. Angola 3. Benin 4. Botswana 5. Burkina Faso 6. Burundi 7. Cameroon 8. Cabo Verde 9. Central African Republic 10. Chad 11. Comoros 12. Congo 13. Côte D'Ivoire 14. Democratic Republic of the Congo 15. Equatorial Guinea 16. Eritrea 17. Gabon 18. Gambia 19. Ghana 20. Guinea 21. Guinea Bissau 22. Kenya 23. Lesotho 24. Liberia 25. Libya 26. Madagascar 27. Malawi 28. Mali 29. Mauritania 30. Mauritius 31. Morocco (<i>Co-Sponsor</i>) 32. Mozambique 33. Niger 34. Nigeria 35. Rwanda 36. Sao Tome and Principe 37. Seychelles 38. Sierra Leone 39. Somalia 40. South Sudan 41. Sudan 42. Swaziland 43. Tanzania 44. Togo 45. Zambia 46. Zimbabwe 	<p><u>Americas</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 47. Antigua and Barbuda 48. Bahamas 49. Barbados 50. Belize 51. Bolivia (<i>SC non-permanent member 2017-2018</i>) 52. Costa Rica 53. Cuba 54. Dominica 55. Dominican Republic 56. El Salvador 57. Grenada 58. Guatemala 59. Guyana 60. Haiti 61. Honduras 62. Jamaica 63. Nicaragua 64. Paraguay 65. Saint Kitts and Nevis 66. Saint Lucia 67. Saint Vincent and the Grenadines 68. Suriname 69. Trinidad and Tobago 70. Venezuela <p><u>Asia</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 71. Afghanistan 72. Bangladesh 73. Bhutan 74. Cambodia 75. Iran 76. Iraq 77. Jordan (<i>Co-Sponsor</i>) 78. Kazakhstan (<i>SC non-permanent member 2017-2018, Co-Sponsor</i>) 79. Kuwait 80. Lebanon 81. Malaysia 82. Maldives 83. Myanmar 84. Nepal 85. Philippines (<i>Co-Sponsor</i>) 	<ol style="list-style-type: none"> 86. Sri Lanka 87. Syria 88. Thailand 89. Timor-Leste 90. Turkmenistan 91. Uzbekistan 92. Yemen <p><u>Europe</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 93. Austria (<i>Co-Sponsor</i>) 94. Azerbaijan 95. Bosnia and Herzegovina 96. Denmark (<i>Co-Sponsor</i>) 97. Iceland (<i>Co-Sponsor</i>) 98. Ireland (<i>Co-Sponsor</i>) 99. Luxembourg (<i>Co-Sponsor</i>) 100. Montenegro (<i>Co-Sponsor</i>) 101. Norway (<i>Co-Sponsor</i>) 102. Serbia <p><u>Oceania</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 103. Fiji 104. Kiribati 105. Marshall Islands 106. Micronesia 107. Nauru 108. Palau 109. Papua New Guinea 110. Samoa 111. Solomon Islands 112. Tonga 113. Tuvalu 114. Vanuatu
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Source: The Panel

Annex 4 : Estimations of the Pukguksong-1 and -2 dimensions (in meters)



Source: The Panel

Annex 5 Facility near Hamhung associated with the production of solid-fuel



Source: The Panel

Annex 6 : Interpol Red Notices to arrest four DPRK suspects in connection with the VX attack reported by Malaysia (issued 16 March 2017)

7/25/2017 - INTERPOL

Search: English

CONNECTING POLICE FOR A SAFER WORLD

HOME ABOUT INTERPOL NEWS AND MEDIA MEMBER COUNTRIES INTERPOL EXPERTISE CRIME AREAS

Back to Search results



RI, JAE NAM
WANTED BY THE JUDICIAL AUTHORITIES OF MALAYSIA

IDENTITY PARTICULARS

Present family name: **RI**
Forename: **JAE NAM**
Sex: **Male**
Date of birth: **28/10/1980 (36 years old)**
Place of birth: **Korea (democratic people's republic of)**
Language spoken:
Nationality: **Korea (democratic people's republic of)**

CHARGES Published as provided by requesting entity

Charges: **Murder**

PHOTOS



IF YOU HAVE ANY INFORMATION PLEASE CONTACT

Your national or local police
General Secretariat of INTERPOL

This extract of the Red Notice has been approved for public dissemination

Site map | FAQs | Terms of use | Calls for tender | Recruitment | Contact INTERPOL | e-Learning

© INTERPOL 2017. All rights reserved.

INTERPOL:
Red Notices are issued for individuals sought for prosecution or to serve a sentence. When the individual is sought for prosecution it means they are suspected of committing a crime but have not yet been prosecuted and so should be considered innocent until proven guilty.

<https://www.interpol.int/notice/search/wanted/2017-15138>

Source: Interpol

7/25/2017

- INTERPOL

Search : English

CONNECTING POLICE FOR A SAFER WORLD

- [HOME](#)
- [ABOUT INTERPOL](#)
- [NEWS AND MEDIA](#)
- [MEMBER COUNTRIES](#)
- [INTERPOL EXPERTISE](#)
- [CRIME AREAS](#)

[Back to Search result](#)



HONG, SONG HAC

WANTED BY THE JUDICIAL AUTHORITIES OF MALAYSIA

IDENTITY PARTICULARS

Present family name: **HONG**
 Forename: **SONG HAC**
 Sex: **Male**
 Date of birth: **22/03/1984 (33 years old)**
 Place of birth: **Korea (democratic people's republic of)**
 Language spoken:
 Nationality: **Korea (democratic people's republic of)**



CHARGES Published as provided by requesting entity.

Charges: **Murder**

PHOTOS



IF YOU HAVE ANY INFORMATION PLEASE CONTACT

[Your national or local police](#)
[General Secretariat of INTERPOL](#)

This extract of the Red Notice has been approved for public dissemination

- [Site map](#)
- [FAQs](#)
- [Terms of use](#)
- [Calls for tender](#)
- [Recruitment](#)
- [Contact INTERPOL](#)
- [e-Learning](#)

© INTERPOL 2017. All rights reserved.

<https://www.interpol.int/notice/search/wanted/2017-15146>

Source: Interpol

CONNECTING POLICE FOR A SAFER WORLD

- [HOME](#)
- [ABOUT INTERPOL](#)
- [NEWS AND MEDIA](#)
- [MEMBER COUNTRIES](#)
- [INTERPOL EXPERTISE](#)
- [CRIME AREA](#)

[Back to Search result](#)



O, JONG GIL

WANTED BY THE JUDICIAL AUTHORITIES OF MALAYSIA

IDENTITY PARTICULARS

Present family name: O
 Forename: JONG GIL
 Sex: Male
 Date of birth: 30/08/1962 (64 years old)
 Place of birth: Korea (democratic people's republic of)
 Language spoken:
 Nationality: Korea (democratic people's republic of)



CHARGES Published as provided by requesting entity

Charges: **Murder**

PHOTOS



IF YOU HAVE ANY INFORMATION PLEASE CONTACT

Your national or local police
[General Secretariat of INTERPOL](#)

This extract of the Red Notice has been approved for public dissemination

- [Site map](#)
- [FAQs](#)
- [Terms of use](#)
- [Calls for tender](#)
- [Recruitment](#)
- [Contact INTERPOL](#)
- [e-Learning](#)

© INTERPOL 2017. All rights reserved.

7/25/2017

- INTERPOL

Search : [English](#)

CONNECTING POLICE FOR A SAFER WORLD

- [HOME](#)
- [ABOUT INTERPOL](#)
- [NEWS AND MEDIA](#)
- [MEMBER COUNTRIES](#)
- [INTERPOL EXPERTISE](#)
- [CRIME AREA](#)

[Back to Search result](#)



RI, JI HYON

WANTED BY THE JUDICIAL AUTHORITIES OF MALAYSIA

IDENTITY PARTICULARS

Present family name: **RI**
 Forename: **JI HYON**
 Sex: **Male**
 Date of birth: **20/11/1984 (32 years old)**
 Place of birth: **Korea (democratic people's republic of)**
 Language spoken:
 Nationality: **Korea (democratic people's republic of)**



CHARGES Published as provided by requesting entity

Charges: **Murder**

PHOTOS



IF YOU HAVE ANY INFORMATION PLEASE CONTACT

Your national or local police
[General Secretariat of INTERPOL](#)

This extract of the Red Notice has been approved for public dissemination

- [Site map](#)
- [FAQs](#)
- [Terms of use](#)
- [Calls for tender](#)
- [Recruitment](#)
- [Contact INTERPOL](#)
- [e-Learning](#)

© INTERPOL 2017. All rights reserved.

<https://www.interpol.int/notice/search/wanted/2017-15136>

Source: Interpol

Annex 7 : Eritrea correspondence with the Panel on sanctions violations



ሃገረ ኤርትራ
ሚኒስቴር ጉዳያት ወጻኢ
دولة إرتريا
وزارة الشؤون الخارجية

The State of Eritrea
Ministry of Foreign Affairs

The Ministry of Foreign Affairs of the State of Eritrea presents its compliments to the panel of experts established pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009), and in reference to a letter dated 27 October 2016, addressed to Eritrea, with a covering note by Mr. Louis Morales, has the honour to receive clarifications and further information on the following matters:-

1. What are the functions, mandates and boundaries of authority of the “Panel of Experts on the Democratic People’s Republic of Korea (DPRK)”? To whom is the Panel of Experts accountable?
2. Who appoints the Panel? What are the respective functions and powers of Mr. Hugh Griffiths and Mr. Louis Morales?
3. Could full and authentic contents of what is described as the “United Nations Security Council resolution 1874 (2009)” and the other resolutions listed be provided?
4. Which is the member State that is referred to in the clause “...an interdiction by a member State of an air shipment of arms and related material involving the DPRK”?
5. In the letter there is reference to “...Malaysian –based company named Global Communications ...Is this company legally registered in Malaysia? Have the Malaysian authorities been approached on this matter? If so, what is their response?
6. It would be appreciated if any relevant information could be provided at the disposal of the panel prompting it to assert: “Mr. Pyon Won Gun is the director of Glocom, Glocom is a front company of DPRK company named Pan Systems Pyongyang Branch”.
7. Could it also kindly provide the relevant information on the “Beijing Chengxing Trading Co, Ltd” that is referred to in the letter?
8. Could it provide an authentic and un-obliterated copy of “Annex 1: Air way bill” cited in the letter?
9. Could it be possible to get some information on who Mr. Benoit Camguilhem is? What are his functions and authority? What are the implications of his statement that reads: “Failure to provide the requested information could lead to severe consequences...”?

The Eritrean Ministry of Foreign Affairs sincerely hopes that it will receive adequate clarification on the matters raised above. It shall take the liberty to send you any additional queries for further clarification after it receives your responses. The Ministry of Foreign Affairs of the State of Eritrea avails itself of this opportunity to renew to the panel of experts the assurances of its highest consideration.

2 November 2016

Mr. Hugh Griffiths
Coordinator of the Panel of Experts established
pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009)

United Nations Nations Unies

HEADQUARTERS • SIÈGE NEW YORK, NY 10017
TEL.: +1 212 963 1055 • FAX: +1 212 963 2013

UNITED NATIONS SECURITY COUNCIL PANEL OF EXPERTS ESTABLISHED
PURSUANT TO RESOLUTION 1874 (2009)

REFERENCE: S/AC.49/2017/PE/OC.268

YOUR REFERENCE

8 June 2017

Excellency,

I have the honour to write to you with regard to ongoing efforts of the Panel of Experts established pursuant to United Nations Security Council resolution 1874 (2009) to gather, examine and analyse information regarding the implementation of the measures imposed on the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) by Security Council resolutions [1718 \(2006\)](#), [1874 \(2009\)](#), [2087 \(2013\)](#), [2094 \(2013\)](#), [2270 \(2016\)](#), [2321 \(2016\)](#) and [2356 \(2017\)](#).

The Panel wishes to follow up on its correspondence of 27 October 2016 (ref. S/AC.49/2016/PE/OC.917) and your reply dated 22 December 2016 (see Annex) relating to the violation of the United Nations Security Council resolutions by an Eritrean entity concerning the arms embargo imposed on the DPRK.¹

As the Panel intends to provide its findings in its next midterm report to the UN Security Council, due by 5 August 2017 in accordance with paragraph 43 of Security Council resolution 2321 (2016), we would be grateful for the following information:

- (a) Copies of documents relating to the legal status of the Eritrean entity, Eritech; the names of its management team and its relationship to the Eritrean authorities and whether Eritech is a State or quasi-State entity; or is a private company and whether it has contractual relationships with the Eritrean authorities;

His Excellency
Amanuel Giorgio
Deputy Permanent Representative
of the Republic of Eritrea
to the United Nations
New York

- (a) Documentation relating to the activities of Eritech since 2011, including the company registration and tax records and all other reports made available to the Eritrean authorities or its shareholders;
- (b) The relationship between Eritech and DPRK entities or DPRK nationals or other nationals working on behalf of DPRK-related contracts since 2011;
- (c) Copy of the contract related to the procurement of the items: see original Panel's letter dated 27 October 2016 (ref. S/AC.49/2016/PE/OC.917) ;
- (d) All correspondence with Glocom, Mr. Pyon Won Gun, and Pan Systems for the acquisition of the items listed the original Panel letter dated 27 October 2016 (ref. S/AC.49/2016/PE/OC.917).

Questions (d) and (e) were already contained in our letter of 27 October 2016 for which the Panel has not yet received any substantive answers from either Eritech or the Eritrean authorities. Your response of 2 November 2016 (see Annex) contained a number of questions. The Eritrean Foreign Ministry, through its Permanent Mission to the United Nations in New York was already aware of the answer to a number of these questions, including the identity of Panel Members as the Panel had already met with Eritrea's Permanent Mission to the United Nations, including two officials serving in New York, by the time of your letter.

In addition to private meetings at the Eritrean Permanent Mission to the United Nations to explain the mandate of the Panel and hand over an earlier letter relating to the Panel's investigations of Eritrea in 2015 (see Annex) which was covered in our 2016 final report², staff at your Mission and at other Eritrean embassies, such as in Pretoria, have participated in the Panel's outreach meetings held in Johannesburg, as well as in New York in 2016 and 2017. At these meetings your representatives publically assured the diplomatic audience of Eritrea's cooperation with the Panel.

If the content of these meetings have not been relayed to national capital, you will find, publically available information on the role of the Panel and the appointments by the UN Secretary General at the following web link: <https://www.un.org/sc/suborg/en/sanctions/1718>. You may also find more information relating to the Panel's ongoing investigation of the violation involving Eritech in the Panel's 2017 final report (S/2017/150) (see paragraphs 72-76), which is also available at the website listed above.

Your request for un-redacted documentation and the identity of the States that reported this violation³ are subject to confidentiality protocols that the Panel offers to co-operating Member States and companies and we therefore regret that we are unable to provide you with these additional answers.

² For Eritrea's links with a DPRK designated entity, Green Pine Associated Corporation, see S/2016/157, 24 February 2016, paras. 94-95.

³ For violations see: S/2017/150, 27 February 2017, paras. 72-76.

In paragraph 5 of resolution 2345 (2017), the Security Council calls upon all Member States and other interested parties to cooperate fully with the Panel of Experts, in particular by supplying any information at their disposal.

The Panel would welcome any other information that your Government might consider relevant to its work as mandated by the Security Council in this regard. In addition, the Panel would like to assure you that any information you may consider confidential can be handled accordingly and used solely for the information of the Security Council and the 1718 Committee.

Given the importance the Panel attaches to this investigation, we would be most grateful for any information to be supplied within one month of the date of this letter.

Should you wish to discuss this request or any follow-up matters, please contact the Panel via Mr. Hugh Griffiths (email: griffiths1@un.org; telephone: +1 212-963-7206).

Please accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.



Hugh Griffiths
Coordinator of the Panel of Experts established
pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009)

Annex: Eritrea's letter to the Panel dated 22 December 2016; Panel's letter to Eritrea dated 27 October 2016 (ref. S/AC.49/2016/PE/OC.917); and Panel's letter to Eritrea dated 7 December 2015 (ref. S/AC.49/2015/PE/OC.819)

ቀዋሚ ሚሽን ሃገረ ኤርትራ
አብ ውድብ ልዑራት ሃገራት፡ ጊዩ ዮርክ



البعثة الدائمة لدولة إريتريا
لدى الأمم المتحدة - نيويورك

Permanent Mission of The State of Eritrea
To the United Nations, New York

03 July 2017

Sir,

I refer to your communication of 8 June 2017, Ref. No: /AC.49/2017/PE/OC.268, and have the honour to forward the following message upon the instructions of the Ministry of Foreign Affairs of the State of Eritrea.

1. As you will recall, the Ministry of Foreign Affairs had duly sent a letter to the Panel, on 22 December 2016, in response to and seeking clarifications on several important aspects raised in, and related to, the Panel's previous message.
2. While the Foreign Ministry has been expecting a comprehensive response to its queries, the Panel has apparently chosen to circumvent this route to repeat previous questions as well as put forth new ones.
3. The Foreign Ministry cannot, obviously, take as official government commitment, "assurances" that you deduce from "private and outreach meetings" that you have held at various times "with staff at our UN and Pretoria Embassies".
4. In the event, we again renew our request for clarifications to the questions that we have raised and that were conveyed to you in our message of 22 December last year.

Please accept, Sir, the assurances of my highest consideration.

Amanuel Giorgio
Chargé d'affaires

Mr. Hugh Griffiths
Coordinator of the Panel of Experts established
pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009)
United Nations Secretariat, New York, NY, 10017
Fax: 212 963 1300

Annex 8 : Extract of China's correspondence to the Panel of 19 July 2017**5. S/AC.49/2017/PE/OC.74**

China National Heavy Duty Truck Group Co. Ltd.(CNHTC) exported civilian all-wheel-drive trucks with 3 axles to the DPRK from 2010 to 2014. The Security Council resolution 2321(2016) lists “truck chassis with 6 or more axles” as the dual-use item that is prohibited to export to the DPRK, and the relevant trucks exported by CNHTC are not under embargo of the Security Council. Furthermore, in the sales contract, CNHTC explicitly requested the buyer to ensure the civilian use of the trucks and comply with concerned provisions of Chinese laws and Security Council resolutions. Since August 2014, CNHTC has not exported any civilian all-wheel-drive trucks to the DPRK. As for the trucks used in the military parade of the DPRK, we can not determine whether they are produced by CNHTC or not, because the trucks' Vehicle Identification Number (VIN) and other relevant information are not available.

Annex 9 : Extract from the DPRK Maritime Administration website showing the false identity of the *Hui Chon* created as the *Song Phyoung 7*

The screenshot shows the website of the Maritime Administration of DPR Korea. The search bar contains 'Song Phyoung 7'. The 'Ship detail' section displays the following information:

NAME OF SHIP	SONG PHYONG 7
PORT OF REGISTRY	NAMPHO
REG No	3406577
CALL SIGN	HMZB7
IMO No	
GT	3463
NT	2085
LENGTH	104
BREADTH	15
DEPTH	3.55
TYPE OF SHIP	GENERAL CARGO SHIP
ENGINE POWER	
BUILT	1984
SHIP BUILDER	IMABASHI SHIPYARD
SHIP OWNER	SONGPHYONG FORWARDING CO., LTD.
REGISTRY CONDITION	PRO.

Red callouts indicate that the 'IMO No.' field is 'omitted' and the 'SHIP OWNER' is a 'Nonexistent company'.

Source: Maritime Administration, DPRK website accessed 20 July 2017 available at <http://ma.gov.kp/index.php?lang=en>

Annex 10 : Falsified documents for the *Song Phyang 7* certified by the Maritime Administration


 조선민주주의인민공화국
 THE DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC OF KOREA
배림시등록증서
 INTERIM CERTIFICATE OF REGISTRY
 No. 3215803055607

IMO No. omitted 국적번호 IMO Number	Identical to <i>Hui Chon</i> Certificate of Registry 총톤수 Gross Tonnage	순톤수 Net Tonnage	선적항 Port of Registry	등록번호 Registered No.	호중부호 Call Sign
—	3463	2085	NAMPHO	3406577	HMZB7
—	3463	2085	104.00 M	15.00 M	8.55 M

HUI CHON	DPR KOREA	NAMPHO	3405850	HMZI
국적번호 IMO Number	총톤수 Gross Tonnage	순톤수 Net Tonnage	배길이 Length	배너비 Breadth
8405270	3463	2085	104.00 M	15.00 M

소유기관
 Ship Owner
 SONGPHYONG FORWARDING CO., LTD.

발급장소 Place of Issue	발급일자 Date of Issue	만기일자 Date of Expiry
PYONGYANG, DPR KOREA	20 OCTOBER 2016	19 JANUARY 2017

이 배는 조선민주주의인민공화국 국가해사감독국에
 임시등록되었음을 증명함
 THIS IS TO CERTIFY THAT THE SHIP HAS TEMPORARILY BEEN
 REGISTERED IN THE MARITIME ADMINISTRATION OF DPR KOREA

조선민주주의인민공화국
 국가해사감독국
 MARITIME ADMINISTRATION, DPR KOREA

이 증명서에는 위조된 사진이 포함되어 있습니다.

Source: Tokyo MOU Port State Control authorities



조선민주주의인민공화국 국가해사감독국
MARITIME ADMINISTRATION, DPR KOREA

배무선국허가증서
SHIP STATION LICENCE

No. 1574617351

Under the authorization of the government, the Maritime Administration, DPR Korea authorizes and issues ship station license for installation and use of the radio equipments described below in accordance with the Radio Regulations of and the Acts of Maritime Superintendence of DPR Korea, the relevant Provisions of the International Convention for the Safety of Life at Sea, the Maritime Radio Regulations and the International Telecommunication Convention.

Falsified Callsign

IMO No. omitted

Name of Ship	Call sign	IMO Number	Type of Ship	Gross Tonnage
SONG PHYONG 7	3106577	HMZB7	GENERAL CARGO SHIP	3463

MMSI	Accounting Authority	Port of registry	Owner of Ship
A1+A2+A3 445554000	KP 05	NAMPHO	SONGPHYONG FORWARDING CO., LTD.

No.	Items	Type, Power, Class of Emission, Frequency Bands of Assigned frequencies
1	VHF/DSC/RADIOTELEPHONE	FM-8500/FM-8800, 25W, G3E, G2B, 156~163 MHz
2	MF/HF DSC/RADIOTELEPHONE	SRG-1500N, 150W, J3E, H3E, 100KHz~30MHz
3	INMARSAT SHIP STATION	TT-3020C/FELCOM12, 12~16 dBW, 8PSK, 1626.5~1646.5 MHz
4	NAVTEX	SNX-200, F1B, 518KHz
5	SATELLITE EPIRB	SEP-406, 5W, A3X, G1B, 406MHz
6	RADAR	FAR-2825-4A/BR-1000-044, 25/4 KW, P0N, 9410±30MHz
7	RADAR TRANSPONDER	TBR-600(2), 400mW, Q0N, 9.2~9.5 GHz
8	TWO-WAY VHF RADIOTELEPHONE	SR-102, 500mW, G3E, 156.3~156.875 MHz
9	AIS TRANSPONDER	FA-100, 12.5W, GMSK, 156.025~162.025 MHz
10	FACSIMILE RECEIVER	RF116A, F3C, 80KHz~25MHz

발급일자 Date of Issue 27 October 2016 유효기간 Valid until 26 January 2017

발급장소 Place of Issue Pyongyang, DPRK H. Signature 오성일

조선민주주의인민공화국
국가해사감독국
MARITIME ADMINISTRATION, DPR KOREA

Source: Tokyo MOU Port State Control authorities



조선민주주의인민공화국 국가해사감독국
MARITIME ADMINISTRATION, DPR KOREA

배장거리식별추적체계 적합성시험증서
LRIT Conformance Test Report

조선민주주의인민공화국 해사감독국 1307 호의 규정하에, 본 시험을 통과한 조선민주주의인민공화국 국가해사감독국이 발급한
 Issued by Maritime Administration of DPR Korea under the provisions of MSC.1/Circ.1307 on Guidance on the survey and certification of compliance of ships with the requirement to transmit LRIT information.

№ 3223803950604

배 이름 Name of ship	SONG PHYONG 7	IMO No. omitted
선적항 Port of registry	NAMPHO	
결함부호 Distinctive number of letters	HMZB7	
국제해사기구등록번호 IMO Number		
해상이동통신식별번호 Maritime Mobile Service Identity	445554000	
총톤수 Gross tonnage	3483	Identical to Hui Chon
운항구역 Sea areas in which the ship is certified to operate	A1 + A2 + A3	
본 증서의 유효구역 Sea areas for which this report is valid	A1 + A2 + A3	
인증된 시험 ASP Application Service Provider conducting the test	Maritime Rescue Co-ordination Centre(RCC) of DPR Korea - ASP 4018	

상기 배의 LRIT 설비가 아국의 강제 시행 국제협약규정들의 요구사항에 맞게 시험되고 성능이 적합함을 이로서 증명함
 THIS IS TO CERTIFY that the shipborne equipment designated to transmit LRIT information and specified below:

- has been found to meet the requirement of the provision of regulations V/19-1.6 and V/19-1.7 and of the Revised performance standards and functional requirements for the long-range identification and tracking of ships adopted by resolution MSC.263(84) and:
 - 1. is of a type approved by the Administration in accordance with the provisions of regulation V/19-1. Yes No
 - 2. is of a type approved by the Administration in accordance with the provisions of regulation IV/14. Yes No
 - 3. has been certified by the Administration as meeting the requirements of IEC 60945 (2002-09) and IEC 60945 Corr 1 (2008-04) on Maritime navigation and radio communication equipment and systems - General requirements - Methods of testing and required test results. Yes No
 - 4. has been certified by the Administration as meeting the requirements of the provisions of regulation XI-2/6 and of resolution MSC.147(77) on Performance standards for a ship security alert system/ resolution MSC.147(77) on Adoption of the Revised performance standards for a ship security alert system. Yes No
- has undergone conformance testing in accordance with the procedures and provisions set out in MSC.1/Circ.1307 and has shown that it can operate within the tolerances of the acceptance criteria stated in the aforesaid circular.

시험완료일자 The conformance test was satisfactorily completed on 28 October 2016

배의 LRIT 설비자료 Details of the shipborne equipment used to transmit LRIT information	
Manufacturer: <i>Corning</i>	Serial Number: 3511-3541
Model: <i>FRP00012</i>	Shipborne equipment identifier (IMN): 444555410

발급일자 Issued in DPR Korea on 28 October 2016



수인 Signature: *[Handwritten Signature]*

Source: Tokyo MOU Port State Control authorities

**Note: Long Range Identification and Tracking (LRIT) system is a satellite-based, real-time reporting system, established by the IMO to collect and disseminate vessel position information received from IMO Member States' ships subject to the International Convention for the Safety of Life at Sea.

Annex 11 : Extract of the Official Journal No. 0029 dated 4 February 2014, French Ministry of Economy and Finance



JORF n°0029 du 4 février 2014 page 2016
texte n° 6

ARRETE

Arrêté du 30 janvier 2014 portant application des articles L. 562-2 et suivants du code monétaire et financier

NOR: EFIT1324561A

Par arrêté du ministre de l'économie et des finances en date du 30 janvier 2014 :

Considérant que :

KIM (Yong-nam), alias KIM Young-nam, ressortissant nord-coréen, né le 2 décembre 1947 ou le 2 décembre 1942 à Pyongyang, membre du Bureau général de reconnaissance, organisme chargé du renseignement nord-coréen dont les avoirs sont gelés par le règlement (UE) n° 1355/2011 du 20 décembre 2011 ;

KIM (Su-gwang), alias KIM Sou-gwang, alias KIM Sou-kwang, alias KIM Su-kwang, alias KIM Son-gwang, fils de KIM Yong-Nam, né le 18 août 1976 à Pyongyang, membre du Bureau général de reconnaissance, organisme chargé du renseignement nord-coréen dont les avoirs sont gelés par le règlement (UE) n° 1355/2011 du 20 décembre 2011 ;

KIM (Su-gyong), née le 4 mai 1973 ou le 16 janvier 1973 à Pyongyang, passeport ordinaire n° 381120603, directrice du département des relations internationales de la Korean United Development Bank, sont susceptibles de commettre, de par leur fonction, des actes sanctionnés ou prohibés par les résolutions adoptées dans le cadre du chapitre VII de la Charte des Nations unies ou des actes pris en application de l'article 15 du traité sur l'Union européenne relatifs à la Corée du Nord,

les fonds, instruments financiers et ressources économiques qui appartiennent à KIM (Yong-nam), KIM (Su-gwang) et KIM (Su-gyong) font l'objet d'une mesure de gel d'avoirs.

Sont interdits les mouvements ou transferts de fonds, instruments financiers et ressources économiques au bénéfice des personnes ci-dessus mentionnées.

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la date de sa publication au Journal officiel de la République française et sont valables pour une durée de six mois.

Notification des voies et délais de recours

Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois à compter de sa notification soit par recours gracieux adressé au ministère de l'économie et des finances, 139, rue de Bercy, télédéc 233, 75572 Paris Cedex 12, soit par recours contentieux auprès du tribunal administratif de Paris. En l'absence de réponse à un recours gracieux dans les deux mois qui suivent la date du recours, il y a rejet implicite de la demande et le tribunal administratif de Paris pourra être saisi dans les deux mois suivant le rejet implicite.

Source: French Ministry of Economy and Finance Official Journal No. 0029 of 4 February 2014

Annex 12 Passports and visas of Mr. Kim Sou Kwang (A.k.a Kim Sou-gwang, Son-kwang KIM, KIM Son-gwang, KIM Su-kwang.



Annex 13 Copies of Ministry of Foreign Affairs Identity Cards for Mr. Kim Sou Kwang, his wife and children



084727/ 86175

REPUBBLICA ITALIANA
MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

ORG: INT.LI. O MISSIONI EST.SPEC.LI
CARTA D'IDENTITA'



Sig: Sou Kwang
Kim

nato il 18/08/1976
a Pyongyang

Nazionalita Rep.Dem.P.Corea
Qualifica Consulente
Org. Int.le [REDACTED]
a Roma

Roma il 13/10/2003 (scade il 30/03/2004)

210929/89264

REPUBBLICA ITALIANA
MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI
ORG. INT.LI. O MISSIONI EST.SPEC.LI
CARTA D'IDENTITA'



Sig.ra KYONG HUI
KIM

nata il 06/05/1981
a Pyongyang

Nazionalita Rep.Dem.P.Corea
Coniuge Sig. S. Kim Funzionario [REDACTED]
Roma

Roma il 30/09/2010 (scade il 15/02/2011)

210930/64800

REPUBBLICA ITALIANA
MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI
ORG. INT.LI. O MISSIONI EST.SPEC.LI
CARTA D'IDENTITA'



Sig.ra YU JONG
KIM

nata il 22/05/2005
a Roma

Nazionalita Rep.Dem.P.Corea
Figlia Sig. S. Kim Funzionario [REDACTED]
Roma

Roma il 30/09/2010 (scade il 15/02/2011)

210931/103863

REPUBBLICA ITALIANA
MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI
ORG. INT.LI. O MISSIONI EST.SPEC.LI
CARTA D'IDENTITA'



Sig.ra YU SONG
KIM

nata il 31/07/2007
a Roma

Nazionalita Rep.Dem.P.Corea
Figlia Sig. S. Kim Funzionario PAM a
Roma

Roma il 30/09/2010 (scade il 15/02/2011)

180555/ 86175 REPUBBLICA ITALIANA
MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI
ORG. INT.LI. O MISSIONI EST.SPEC.LI
CARTA D'IDENTITA'



Sig. Sou Kwang
Kim
nato il 18/08/1976
a Pyongyang
Nazionalità Rep.Dem.P.Corea
Qualifica Funz. II°Cat.
Org. Int.le [redacted]
a Roma



Roma il 27/02/2007 (scade il 15/02/2008)

180558/ 89264 REPUBBLICA ITALIANA
MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI
ORG. INT.LI. O MISSIONI EST.SPEC.LI
CARTA D'IDENTITA'



Sig.a Kyong Hui
Kim
nata il 06/05/1981
a Pyongyang
Nazionalità Rep.Dem.P.Corea
Consorte Sig. S. Kim Funz. II°Cat. [redacted]
a Roma



Roma il 27/02/2007 (scade il 15/02/2008)

180557/ 94800 REPUBBLICA ITALIANA
MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI
ORG. INT.LI. O MISSIONI EST.SPEC.LI
CARTA D'IDENTITA'



Sig.a Yu Jong
Kim
nata il 22/05/2005
a Roma
Nazionalità Rep.Dem.P.Corea
Figlia Sig. S. Kim Funz. II°Cat. [redacted]
a Roma



Roma il 27/02/2007 (scade il 15/02/2008)

185114/ 103863 REPUBBLICA ITALIANA
MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI
ORG. INT.LI. O MISSIONI EST.SPEC.LI
CARTA D'IDENTITA'



Sig.a Yu Song
Kim
nata il 31/07/2007
a Roma
Nazionalità Rep.Dem.P.Corea
Figlia Sig. S. Kim Funz. II°Cat. [redacted]
a Roma



Roma il 29/08/2007 (scade il 15/02/2008)

196786/ 86175 REPUBBLICA ITALIANA
MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI
ORG. INT.LI. O MISSIONI EST.SPEC.LI
CARTA D'IDENTITA'



Sig. Sou Kwang
Kim
nato il 18/08/1976
a Pyongyang
Nazionalità Rep.Dem.P.Corea
Qualifica Funz. II°Cat.
Org. Int.le [redacted]
a Roma



Roma il 06/02/2009 (scade il 15/02/2011)

196787/ 89264 REPUBBLICA ITALIANA
MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI
ORG. INT.LI. O MISSIONI EST.SPEC.LI
CARTA D'IDENTITA'

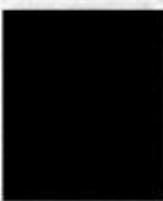


Sig.a Kyong Hui
Kim
nata il 06/05/1981
a Pyongyang
Nazionalità Rep.Dem.P.Corea
Consorte Sig. S. Kim Funz. II°Cat. [redacted]
a Roma



Roma il 06/02/2009 (scade il 13/10/2010)

196788/ 94800 REPUBBLICA ITALIANA
MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI
ORG. INT.LI. O MISSIONI EST.SPEC.LI
CARTA D'IDENTITA'



Sig.a Yu Jong
Kim
nata il 22/05/2005
a Roma
Nazionalità Rep.Dem.P.Corea
Figlia Sig. S. Kim Funz. II°Cat. [redacted]
a Roma



Roma il 06/02/2009 (scade il 13/10/2010)

196789/ 103863 REPUBBLICA ITALIANA
MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI
ORG. INT.LI. O MISSIONI EST.SPEC.LI
CARTA D'IDENTITA'



Sig.a Yu Song
Kim
nata il 31/07/2007
a Roma
Nazionalità Rep.Dem.P.Corea
Figlia Sig. S. Kim Funz. II°Cat. [redacted]
a Roma



Roma il 06/02/2009 (scade il 13/10/2010)

Annex 14 : Attestation of Kim Sou Kwang's residence in Rome by his employer

**DICHIARAZIONE**

Su analoga richiesta documentata, si attesta che il

Signor: Sou Kwang Kim
di nazionalità: Rep.Dem. P. Corea
nato a: Pyongyang, Rep.Dem. P. Corea
il: 18/08/1976
titolare del passaporto no.: 918220396
valido sino al: 13/05/2018
rilasciato da: DPR of Korea
il: 13/05/2013
domiciliato a Roma, in: Via Muraglia n. 84, 00144 Roma - Italia
residente all'estero in:



Il suddetto è titolare della speciale Carta d'Identità No. 230592/86175 rilasciata dal servizio del Cerimoniale del Ministero degli Affari Esteri in data 17/01/2013 e valida fino al 17/01/2015.

La presente dichiarazione vale per tutti gli usi consentiti dalla legge, in sostituzione del certificato di residenza.



Roma, li 08.04.2014

Annex 15 : Information from Singapore company on how it accepts payment from Glocom

1. [REDACTED] is a tradin... 28/11/2016 03:50:58 AM

From: [REDACTED]
To: [REDACTED]
Cc: [REDACTED]
Date: 28/11/2016 03:50 AM
Subject: Inquiry from the Panel of Experts on the DPRK

1. [REDACTED]
2. Local companies which have business dealings in DPRK usually employ DPRK nationals to deal with their counterparts in DPRK. Mr Mun Chol Myong, holding DPRK Passport No. 290431308 (new No: 654234421), has been under our employ as Business Development Manager since 19 November 2012. His main responsibilities are to source for business in DPRK and ensure that payments are made to the company .
3. From our experience, DPRK companies are known to be poor paymasters. In order to protect our company’s monetary interests, we require Mr Mun to deposit with us a sum of US\$100,000 as a form of guarantee. Our company would deduct from the deposit any payment shortfall in respect of business deals that Mr Mun handled .

See: Annex A – Employment Agreement dated 19/11/12
4. Our company does not have any business dealings with Global Communications Co . (Glocom), International Golden Services Sdn Bhd, International Global Systems Sdn Bhd or Pan Systems (S) Pte Ltd. In fact, prior to receiving your email, we have never heard of any such companies.
5. We did not receive any transfer of funds direct from [REDACTED] Bank . However based on the dates of the transfers stated in your email , we believe the following remittances which we received from [REDACTED] may be relevant to these transfers :

[REDACTED]

Transfers remitted by front companies on behalf of GLOCOM

Source: The Panel

Annex 16 : Glocom’s new website established in January 2017

Glocom
Global Communications Co.,

Home Introduction Products Downloads

*Always with you in battlefield,
Anywhere, anytime!!!*

The priority of information communications in battlefield decides victory/lost in operation, and each operation decides victory/lost of war. Glocom will always with you on battlefield with general support of Radios, BMS and C4ISR system.

Glocom's innovative and creative communication equipment are used in battlefield of several countries.

Currently Glocom supports not only communication equipment but also the powerful and efficient solutions for modern warfare with modern BMS and C4ISR system. Glocom copes with certain technology, and concentrates on upgrading the military information technology in many countries. We will always try with you to make perfection more perfect in military information communication and process.

GR-8100HV
HF Tactical Manpack/Mobile Radio

GR-520
High Capacity Data Radio(HCDR)

GR-611
Secure Personal Radio

Glocom copes with certain technology, and concentrates on upgrading the military information technology in many countries. We will always try with you to make perfection more perfect in military information communication and process.

Glocom is dedicated to developing best-in-class high-performance low cost communication products, system and services.

Contact Glocom at support@glocom-corp.com

Copyright© 2017, Global Communications Co., All Rights Reserved

Source: www.glocom-corp.com

Annex 17 : Information about Glocom from its website

Global Communications Co. (Glocom) was established in 1996. Glocom is a technology-oriented company who is professional for R&D, manufacture the whole series of radios and communication equipments, navigation equipments, Battle Management System(BMS), Command & Control System (C2S) and other customized equipment for military and para-military organizations, secret service and security organizations and specially authorized civilian organizations at home and abroad.

Currently Glocom provides customers with hi-tech voice and data communication equipment, navigation equipment, IFF interrogators/transponders, air-traffic control equipment and reconnaissance receivers for soldier, mobile and stationary. Also Glocom supports the customized system like Ultra-High Speed Parallel Processors(UHSPP) which is essential tools for Decryption, DNA analysis and Weather broadcast and Encryption Development Kits(EDK) for encryption algorithm development and test. The Battle Management Software(BMS) as well as complete sets of integrated systems such as a Integrated Tactical Command & Control System(ITCCS) is also main products from Glocom.

In 1997 Glocom developed GR-200 (at that time PDS-200) VHF ECCM radio that could be used for Anti-Aircraft Early Warning System(AEWS), and began its serial production the next year. Since then Glocom has focused on developing various kinds of HF, VHF and UHF radio communication equipment, which play a pivotal role in C4ISR systems, as well as integrating various systems as required by customers.

Recently, GR-510 video transmission & control systems for UAV/USV have been delivered into some customers. Our engineers have developed the video compression technology, DS-SS communication technology for this system.

Many countries defines the role of soldier in battlefield newly, announce the development plans and accelerate the realization of this plan. Glocom has announced GR-610 Encrypted Handheld Walkie-Talkie which can be used in police or other security organization. Also GR-611 Secure Personal Radio (SPR) for soldier in battlefield has been developed, and this model is favorably commented upon end users in local and aboard.

So far Glocom has supplied over 20,000 sets of radio communication equipment for customers at home and abroad.

At the same time Glocom has been developing a variety of applications software such as an Integrated Tactical Data System (ITDS), a Wireless Gateway System (WGS), and an Integrated Tactical Command & Control System (ITCCS), with a view to creating a new Battle Management System (BMS). It has also making active efforts to develop customized C4ISR systems for individual soldiers, mobile, airbornes, shipbornes, and stationary. Glocom's engineers have developed digital map system which was adapted into Real-time Target Management System (RTMS).

Glocom's Integrated Tactical Command & Control System and Early Warning System for airforce and antin-airforce are hi-technology intensive system, so we are concentrating on it with main investments.

At the same time, we force on development of mobile system for battlefield management system, which are excellent for survivability and mobility. These systems include the reconnaissance intelligence receiver system, radio system,

power supply system and others. The requirements from market is very high nowadays.

By actively promoting the transfer of technology, Glocom has exported to some countries whole manufacturing plants, which are now turning out products with the same quality as those produced in the home country.

Recently Glocom has stepped up efforts to improve the quality of it after-sales service.

Source: <http://www.glocom-corp.com/index.php?page=about>

Annex 18 : Glocom products for sale

The screenshot displays the Glocom website interface. At the top, the Glocom logo is followed by the text "Global Communications Co.". A navigation menu includes "Home", "Introduction", "Products", and "Downloads". Below the menu is a banner image featuring a Humvee, a fighter jet, a ship, and a satellite, with the slogan "Always with you in battlefield, Anywhere, anytime!!!".

The main content area is titled "Products" and contains a grid of 25 product listings. Each listing includes a small image of the product and a brief description:

- GR-150** HF Tactical Manpack/Mobile Radio
- GA-160** Crypto Speaker Microphone for HF Radio
- GR-150BS** HF 1KW Stationary Set
- GR-120** LF/HF Reconnaissance Receiver
- GA-114** HF NVIS Antenna
- GR-250** VHF Tactical Manpack/Mobile Radio
- GR-310** VHF/UHF Tactical SATCOM Manpack/Mobile Radio
- GR-400** UHF Data Radio
- GR-520** VHF/UHF DS-SS/HCDR for self forming, Ad-Hoc
- GR-452** ADS-B Receiver/ADS-B Transmitter
- GR-611** UHF Secure Personal Radio (SPR)
- GR-621** Crypto Speaker Microphone
- GS-2600-01** UAV/USV Video, Telemetry/Control System
- GS-2600-04** Telemetry/Remote Control System
- GP-2000** Ultra High Speed Parallel Processor
- GS-930** Battle Management System
- GEM-2** Programmable Cryptographic Module
- GBSS-2017** Border Security System
- GD-200** Battlefield Surveillance Radar
- GS-2500** C4ISR Soldier System
- GS-2300** Airborne C4ISR System
- GR-8100HV** HF/VHF Tactical Manpack Radio
- GS-2200** Mobile System

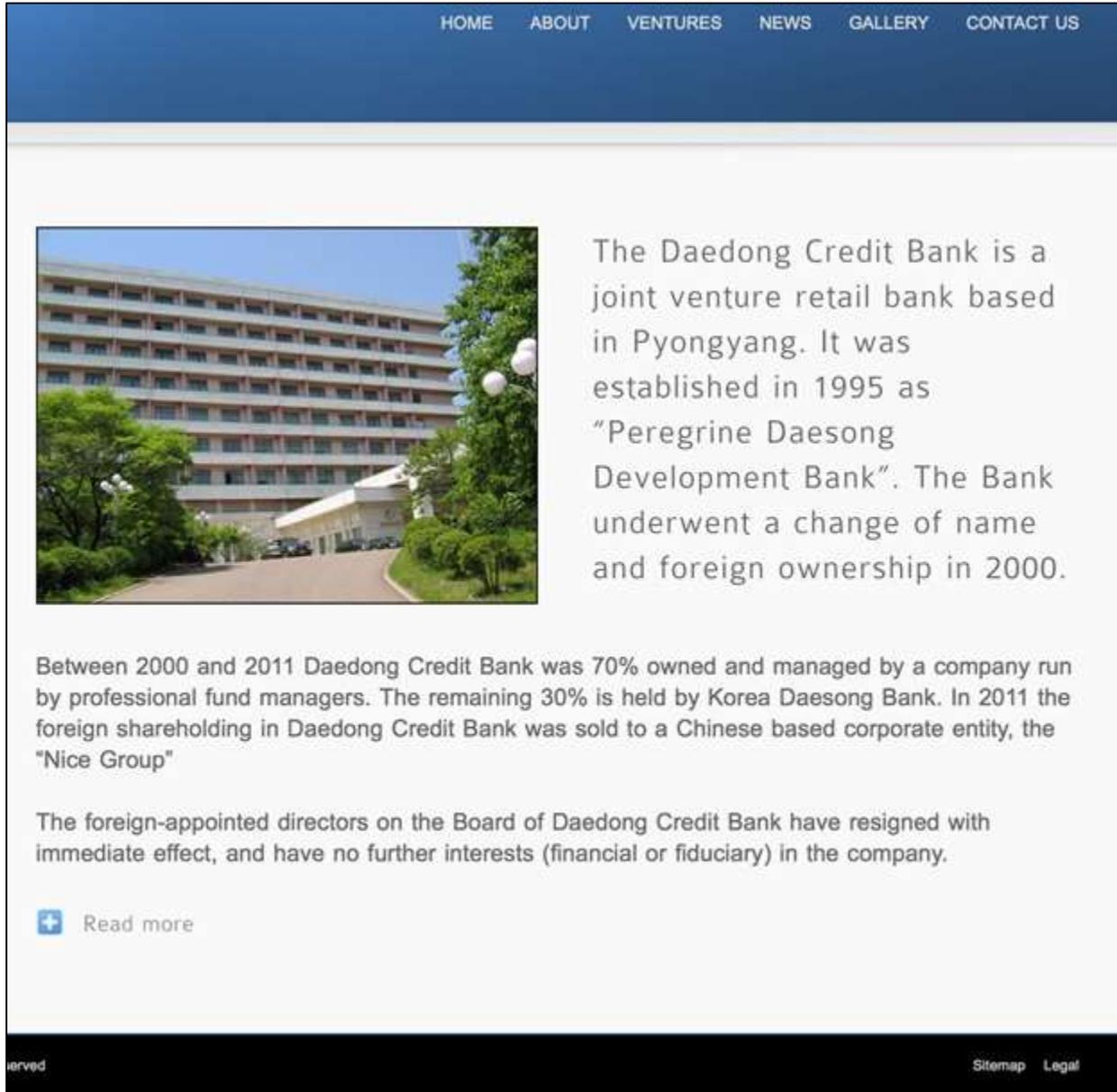
Source: <http://www.glocorp.com/index.php?page=products>

Annex 19 : Glocom product catalogues and videos for download

Catalogue		
 Glocom Products	<i>About Glocom and It's All the Products</i>	size:16.9MB
 GR-150	<i>HF Tactical Manpack/Mobile Radio</i>	size:7.34MB
 GR-611	<i>Secure Personal Radio</i>	size:7.33MB
 GR-8100HV	<i>HF/VHF Tactical Manpack Radio</i>	size:9.65MB
 GS-2200	<i>C4ISR Mobile System</i>	size:12.5MB
 GS-2300	<i>C4ISR Airborne System</i>	size:12.1MB
 GS-2500	<i>C4ISR Soldier System</i>	size:8.74MB
 GBSS-2017	<i>Border Security System</i>	size:8.55MB
 GD-200	<i>Battlefield Surveillance Radar</i>	size:4.09MB
Video		
 About Glocom	<i>Company Profile</i>	size:43.2MB
 Glocom C4ISR	<i>C4ISR Presentation</i>	size:24.7MB
 GS-2200	<i>GS-2200 Presentation</i>	size:22.6MB
 GS-2500	<i>GS-2500 Presentation</i>	size:15.9MB
 GD-200	<i>GD-200 Presentation</i>	size:18.1MB

Source: <http://www.glocom-corp.com/index.php?page=downloads>

Annex 20 : DCB website announcing sale to Chinese-based corporate entity



HOME ABOUT VENTURES NEWS GALLERY CONTACT US



The Daedong Credit Bank is a joint venture retail bank based in Pyongyang. It was established in 1995 as "Peregrine Daesong Development Bank". The Bank underwent a change of name and foreign ownership in 2000.

Between 2000 and 2011 Daedong Credit Bank was 70% owned and managed by a company run by professional fund managers. The remaining 30% is held by Korea Daesong Bank. In 2011 the foreign shareholding in Daedong Credit Bank was sold to a Chinese based corporate entity, the "Nice Group"

The foreign-appointed directors on the Board of Daedong Credit Bank have resigned with immediate effect, and have no further interests (financial or fiduciary) in the company.

[+](#) Read more

erved [Sitemap](#) [Legal](#)

Source: <http://www.phoenixcommercialventures.eu/feature-tour/daedong-credit-bank/>

Annex 21 : Information on sale of DCB to Chinese “Nice Group”

The Daedong ‘Credit Bank is a joint venture retail bank based in Pyongyang. It was established in 1995 as “Peregreine Daesong Development Bank”. The Bank underwent a change of name and foreign ownership in 2000.

Between 2000 and 2011 Daedong Credit Bank was 70% owned and managed by a company run by professional fund managers. The remaining 30% is held by Korea Daesong Bank. In 2011 the foreign shareholding in Daedong Credit Bank was sold to a Chinese based corporate entity, the “Nice Group”.

The foreign-appointed directors on the Board of Daedong Credit Bank have resigned with immediate effect, and have no further interests (financial or fiduciary) in the company.

The Daedong Credit Bank is the first, by ten years, foreign majority held bank in the DPRK.

The bank’s principal function is to offer normal “high street” banking facilities in hard currency to: foreign companies, joint ventures, international relief agencies and individuals doing business in the DPRK. The permitted activities of the bank are:

- Foreign currency deposits
- Foreign currency lending
- Settlement of export/import proceeds
- Guarantees
- Trusts
- Foreign exchange
- Credit analysis and consulting
- Foreign currency remittance
- Trading of foreign marketable securities
- Credit cards
- All other services customarily provided by banks operating in international finance centres

The General Manager and CEO of Daedong Credit Bank was Nigel Cowie, a director of Phoenix Commercial Ventures Ltd. Nigel Cowie is one of only a small handful of Western businessmen working in the DPRK with full residence status. The bank was the only bank in the DPRK with an expatriate manager.

The prime role of the bank is to promote commercial activity by foreign investors in the DPRK; as such the bank’s main customers consist mainly of foreign companies, including those with representative offices in the DPRK, and joint ventures. Daedong Credit Bank is proud to count Phoenix Commercial Ventures Ltd, Hana Electronics and Sinji Software amongst its customers.

The key strengths of the bank can be summarised as follows:

- The Daedong Credit Bank has an extremely good reputation in the DPRK, and is the largest of the three foreign invested joint venture banks. It is also the most liquid of any of the banks in the DPRK
- The Daedong Credit Bank is well known for providing the fastest remittance service of any of the banks. The
- Daedong Credit Bank has Phoenix Commercial Ventures Ltd as one of its customers
- The Daedong Credit Bank has pioneered the successful introduction of electronic banking, and is a member and user of SWIFT

- The bank has a proven track record of service over its ten years of operation, and complies with full international audit standards
- The local staff are English speaking, and fully trained in banking operations
- The local staff have an invaluable knowledge, and hands on experience, of local joint venture procedures, regulations and local ministries
- The bank is profitable and solvent

The bank has a significantly strong position; in relation to the future economic development of the DPRK, and it is the oldest established foreign invested commercial bank in the DPRK. It is the intention of the bank to capitalise on these advantages. The wealth of experience garnered over the Daedong Credit Bank's 15 years of successful operation is unrivalled.

Daedong Credit Bank is proud to be the first bank operating the DPRK to announce that it has a detailed set of written procedures against money laundering. To learn more, please visit Daedong Anti Money Laundering Policy.

The Daedong Credit Bank address is:

Daedong Credit Bank 401,
Potonggang Hotel Ansan-dong Pyongchon District
Pyongyang DPRK

Source: <http://www.phoenixcommercialventures.eu/feature-tour/daedong-credit-bank/>

Annex 22 : Statement of Board of Directors of Daedong Credit Bank on 26 August 2011 regarding sale to Chinese “Nice Group”



The Board of Daedong Credit Bank is pleased to announce that the foreign shareholding in Daedong Credit Bank has been sold to a Chinese based corporate entity, the “Nice Group”.

The foreign-appointed directors on the Board of Daedong Credit Bank have resigned with immediate effect, and have no further interests (financial or fiduciary) in the company.

About Daedong Credit Bank

Daedong Credit Bank is a joint venture retail bank based in Pyongyang. It was established in 1995 as “Peregrine Daesong Development Bank”. The Bank underwent a change of name and foreign ownership in 2000.

The wealth of experience garnered over Daedong Credit Bank’s 16 years of successful operation is unrivalled.

Daedong Credit Bank was the first, by fifteen years, foreign majority held bank in the DPRK. DCB is proud to be regarded as a flagship successful joint venture in the DPRK, and a key part of the infrastructure needed to assist the foreign-invested joint ventures, which contribute to the country’s economic development.

The bank’s principal function is to offer normal “high street” banking facilities in hard currency to foreign companies, joint ventures, international relief agencies and individuals doing legitimate business in the DPRK.

Daedong Credit Bank was the first bank in the DPRK to introduce, and vigorously implement, a comprehensive set of anti-money laundering procedures. DCB’s anti-money laundering procedure manual was introduced eight years ago, and subsequently updated based on anti-money laundering guidelines provided by the Asian Development Bank. The manual has been sent to, and accepted by, DCB’s international correspondent banks.

Daedong Credit Bank also maintains strict procedures for the detection and rejection of counterfeit bank notes; it uses regularly updated note checking machines, and has personnel with over 15 years of experience of handling notes.

Daedong Credit Bank is strongly positioned in relation to the future economic development of the DPRK, and, being the oldest established foreign invested commercial bank in the DPRK, it is the intention of the bank to capitalise on these advantages.

CONTACT INFORMATION

Daedong Credit Bank office address in Pyongyang is:

*Daedong Credit Bank
Suite 401, Potonggang Hotel
Ansan-dong
Pyongchon District
Pyongyang
Democratic People's Republic of Korea
<http://www.daedongcreditbank.com>*

Source: <http://www.phoenixcommercialventures.eu/foreign-shareholding-in-daedong-credit-bank->

Annex 23 : Foreign ownership history of Daedong Credit Bank

December 1995 DCB was established as a Joint Venture between Peregrine DPRK Holdings Ltd (a BVI company) and the DPRK Korea Daesong Bank. Korea Daesong Bank owns 30% and Peregrine 70%. Peregrine goes bankrupt in January 1998.

2000 Peregrine's liquidator sells the foreign shares in the bank to Oriental Commercial Holdings (BVI). Korea Daesong Bank owns 30% and Oriental Commercial Holdings 70%.

July 2011 Sale through an agreement transferring the rights and obligations under the original Joint Venture agreement from Peregrine DPRK Holdings Ltd to Nice Group, under an agreement signed by Oriental Commercial Holdings Ltd, and Li Zhengang 李振刚 for Dandong Nice Chemicals Co., Ltd, and countersigned by the president of Korea Daesong Bank, on 14 July 2011.

Annex 24 : Information on Dandong Nice Chemicals Co., Ltd 丹东奈斯化工有限公司

Information on this company has been removed from the official Chinese national business registry because the company registration has been revoked.

- Registration Number: 2106001121643
- Contact Persons:
 - Li Shengda 李胜达
 - Liu Chuan 刘船⁵²
- Phone Number: 0415-5560229⁵³
- Address: Outside the East Gate, Kuandian Town, Kuandian Manchu Autonomous County, Dandong City, Liaoning Province 宽甸满族自治县 宽甸镇东门外⁵⁴
- Main Business: Chemical additives production and sale, chemical product sales⁵⁵

丹东奈斯工贸有限公司 统一社会信用代码/注册号 : 2106001121643	
工商公示信息	登记信息
	基本信息
	统一社会信用代码/注册号 2106001121643
	名称 丹东奈斯工贸有限公司
登记状态 已吊销	吊销日期 2006年12月29日

⁵² <http://m.71p.net/c5566983.html>.

⁵³ <http://www.atobo.com.cn/Companies/164/rjro4.html>.

⁵⁴ <http://m.71p.net/c5566983.html>.

⁵⁵ <http://www.atobo.com.cn/Companies/164/rjro4.html>.

天眼查 全国企业信息查询

丹东奈斯工贸有限公司 数据更新 上次/2016.12.12 [申诉](#)

电话: 暂无 邮箱: 暂无
网址: 暂无
地址: 暂无

▶ 基本信息

基本信息

法定代表人: 李胜达	注册资本: 未公开	评分 52
状态: 已吊销	注册时间: 未公开	
行业: 批发业 工商注册号: 2106001121643 企业类型: 有限责任公司(自然人投资或控股) 组织机构代码: 未公开 营业期限: 未公开 登记机关: 未公开 核准日期: 未公开 统一信用代码: 未公开		

Source: <http://www.tianyancha.com/company/1034149631>

丹东奈斯化工有限公司 [手机版](#) [公司主页](#) [联系公司](#) [行车路线](#) [免费注册](#) [报错修改](#) [删除](#)

公司简介



丹东奈斯化工有限公司位于宽甸县宽甸镇东门外交通便利。丹东奈斯化工有限公司本着“客户第一，诚信至上”的原则，欢迎国内外企业/机构与本单位建立长期的合作关系。公司拥有一支较强的技术研发队伍并和国内多家机构强强联手，热诚欢迎各界朋友前来参观、考察、洽谈业务。丹东奈斯化工有限公司主营：化学助剂生产销售，化工产品销售。李胜达欢迎新老客户来电咨询。

食用菌灭菌锅



公司联系方式

公司名称：	丹东奈斯化工有限公司
地址：	辽宁·丹东·宽甸 宽甸县宽甸镇东门外
邮编：	118200
所在行业：	化工
联系人：	李胜达
电话：	0415-5560229

Source: <http://www.tianyancha.com/company/1034149631>

丹东奈斯化工有限公司

手机版
公司主页
联系公司
行车路线

免费注册
编辑修改
删除

全国企业信用信息公示系统 (辽宁)

工商注册查寻

丹东奈斯化工有限公司位于宽甸县宽甸镇东门外交通便利。丹东奈斯化工有限公司本着“客户第一，诚信至上”的原则，欢迎国内外企业/公司/机构与本单位建立长期的合作关系。公司拥有一支较强的技术研发队伍并和国内多家机构强强联手，热诚欢迎各界朋友前来参观、考察、洽谈业务。丹东奈斯化工有限公司主营：化学助剂生产销售，化工产品销售，李胜达欢迎新老客户来电咨询。

公司名称： 丹东奈斯化工有限公司

地址： 辽宁·丹东·宽甸 宽甸县宽甸镇东门外

邮编： 118200

所在行业： 化工

联系人： 李胜达

电话： 0415-5560229

手机：

传真：

公司网址： <http://www.atobo.com.cn/Company/164/rjro4.html>

Source: <http://www.atobo.com.cn/Company/164/rjro4.html>

Annex 25 : Dandong Zhongrui Petrochemical Co., Ltd 丹东中瑞石油化工有限公司 (Dandong Sino-Swiss Petrochemical Co., Ltd or Dandong Sinorich Petrochemical Company) Registration

工商公示信息		企业公示信息		其他部门公示信息		司法协助	
丹东中瑞石油化工有限公司 统一社会信用代码/注册号：91210600761849420K							
登记信息 备案信息 动产抵押登记信息 股权出质登记信息 行政处罚信息 经营异常信息 严重违法信息 抽查检查信息							
基本信息							
统一社会信用代码/注册号	91210600761849420K			名称	丹东中瑞石油化工有限公司		
类型	有限责任公司(自然人投资或控股)			法定代表人	李映秋		
注册资本	350 万人民币			成立日期	2004年07月22日		
住所	滨江中路64号佳地广场2003号						
营业期限自	2004年07月22日			营业期限至	2034年07月22日		
经营范围	批发：化工原料及产品（凭许可证经营）、仪表阀门、电器机械及器材、五金、工具、矿产品（专项规定除外）、机械设备、家用电器、办公用品、建筑材料、汽车及配件（不含小轿车）、染料、钢材、焦炭、轻工产品、纺织品、收购农畜产品及矿产品（专项规定除外）。边境小额贸易，货物进出口、技术进出口（法律、法规禁止的项目除外，法律、法规限制的项目取得许可证后方可经营）。（依法须经批准的项目，经相关部门批准后方可开展经营活动。）						
登记机关	丹东边境经济合作区市场监督管理局			核准日期	2016年03月21日		
登记状态	存续（在营、开业、在册）						
股东信息							
股东的出资信息截止2014年1月1日，2014年1月1日之后工商只公示股东基本信息，其他出资信息由企业自主公示。							
股东类型	股东	证照/证件类型	证照/证件号码	详情			
自然人股东	李胜达	中华人民共和国居民身份证					
自然人股东	李映秋	中华人民共和国居民身份证					
自然人股东	李耀刚	中华人民共和国居民身份证					
1 1 1							
变更信息							
变更事项	变更前内容	变更后内容	变更日期				
注册资本变更（注册资本、注册资金、成员出资总额等变更）	310	350	2015年04月08日				
注册资本变更（注册资本、注册资金、成员出资总额等变更）	110.0000	310.0000	2014年09月04日				
期限变更（经营期限、营业期限、驻在期限、合伙期限等变更）	2014-07-22	2034-07-22	2014年06月20日				
投资人信息变更（包括投资人、出资额、出资方式、出资日期、）	1李胜达;2李映秋;3李耀刚;	1李胜达;2李映秋;3李耀刚;	2009年03月30日				
丹东中瑞石油化工有限公司 统一社会信用代码/注册号：91210600761849420K							
登记信息 备案信息 动产抵押登记信息 股权出质登记信息 行政处罚信息 经营异常信息 严重违法信息 抽查检查信息							
主要人员信息							
序号	姓名	职务	序号	姓名	职务		
1	李映秋	执行董事	2	李胜达	监事		
1 1 1							
分支机构信息							
序号	统一社会信用代码/注册号	名称	登记机关				
清算信息							
清算组名称				清算组成员			

2015年年度报告 红色为修改过的信息项						
企业基本信息						
统一社会信用代码/注册号	210600004028342			企业名称	丹东中瑞石油化工有限公司	
企业联系电话	0415-3117669			邮政编码	118000	
企业通信地址	振兴区南江中路64号佳地广场8座					
电子邮箱	346487860@qq.com			有限责任公司本年度是否发生股东股权转让	否	
企业经营状态	开业			是否有网站或网店	否	
企业是否有投资信息或购买其他公司股权	否			是否有对外担保信息	否	
从业人数	企业选择不公示					
网站或网店信息						
类型	名称			网址		
股东及出资信息						
股东	认缴出资额(万元)	认缴出资到期时间	认缴出资方式	实缴出资额(万元)	出资时间	出资方式
李振刚	120	2015年4月8日	货币	120	2015年4月8日	货币
李斌牧	15	2004年7月22日	货币	15	2004年7月22日	货币
李胜达	215	2014年9月4日	货币	215	2014年9月4日	货币
5 / 1 页						
对外投资信息						
投资设立企业或购买股权企业名称				统一社会信用代码/注册号		
企业资产状况信息						
资产总额	企业选择不公示			所有者权益合计	企业选择不公示	
营业总收入	企业选择不公示			利润总额	企业选择不公示	
营业总收入中主营业务收入	企业选择不公示			净利润	企业选择不公示	
纳税总额	企业选择不公示			负债总额	企业选择不公示	

Information on Dandong Zhongrui Petrochemical Co., Ltd 丹东中瑞石油化工有限公司 (Dandong Sino-Swiss Petrochemical Co., Ltd or Dandong Sinorich Petrochemical Company) Registration

Li Shengda 李胜达 and Li Zhengang 李振刚 are both shareholders of this company.

Company description: Dandong Sino-Swiss Petrochemical Co., Ltd. is located in Dandong City, Liaoning Province, with the beautiful scenery of the Yalu River, and the Democratic People's Republic Korea's Sinuju City just across the River. Our company is a professional import and export company, and is committed to a variety of chemical products, plastic raw materials, metal mineral products, machinery and equipment, etc. .. Our products have reliable quality, reasonable prices and high quality services. We have won the recognition of our customers at home and abroad. Our company has the permits to package and export hazardous materials and also has the approval of the Ministry of Commerce to export toluene, acetone, and other chemicals to North Korea. (See website below).

The company is currently in operation according to the Chinese national business registry.

- Registration Numbers:
 - 91210600761849420K
 - 210600004028342
- Legal Representative: Li Xiaomu 李晓牧
- Contact Person: Ms. Wang Wei 王巍 (Administrative Assistant)⁵⁶
- Phone Numbers:
 - 0415-3117669
 - 0415-2309977⁵⁷
 - 13704250807⁵⁸
 - +86 864153172977⁵⁹
- Fax Numbers:
 - 0415-2309955⁶⁰
 - 0415-2309966⁶¹
- Email Address: 346487860@qq.com
- Addresses:
 - No. 64 Riverside Middle Road, 2003 Jiadi Plaza 滨江中路64号佳地广场2003号
 - Jiadi Plaza Building B, No. 64 Riverside Middle Road, Zhenxing District 振兴区滨江中路64号佳地广场B座
 - RM2003, JIADI BIDG, NO. 64, BINJIANG ROAD, DANDONG, CHINA
- Registered Capital: 3.5 Million Yuan
- Key Personnel:
 - Li Shengda 李胜达 – Supervisor
 - Li Xiaomu 李晓牧 – Executive director
- Shareholders:
 - Li Shengda 李胜达 – 2.15 Million Yuan
 - Li Xiaomu 李晓牧 – 150,000 Yuan
 - Li Zhengang 李振刚 – 1.2 Million Yuan

⁵⁶ <http://www.huquan.net/detail/2082461.html>.

⁵⁷ <http://www.lndhy.com/qiye/qiye6256.html>.

⁵⁸ <http://www.lndhy.com/qiye/qiye6256.html>.

⁵⁹ <https://panjiva.com/Dandong-Sinorich-Petrochemical-Co-Ltd/15526761>.

⁶⁰ <http://www.lndhy.com/qiye/qiye6256.html>.

⁶¹ <http://www.lndhy.com/qiye/qiye6256.html>.

Annex 26 : Yueda International official documents

	周年申報表 Annual Return	行業類別
公司註冊處 Companies Registry	表格 Form NAR1	
	公司編號 Company Number	
	801777	
1 公司名稱 Company Name		
YUEDA INTERNATIONAL TRADING CO., LIMITED 悅達國際貿易有限公司		
2 商業名稱(如有的話) Business Name (If any)		
(Nil)		
3 公司類別 Type of Company		
<i>請在適用的空格內加上 ✓ 號 Please tick the relevant box</i>		
<input checked="" type="checkbox"/> 私人公司 Private company	<input type="checkbox"/> 公眾公司 Public company	<input type="checkbox"/> 擔保有限公司 Company limited by guarantee
4 本申報表的結算日期 Date to which this Return is Made Up		
12 日 DD	06 月 MM	2016 年 YYYY
<i>(如屬私人公司，本申報表應列載截至公司成立為法團的周年日期的資料。 如屬公眾公司，申報表的結算日期應為該公司的會計參照期結束後的 6 個月屆滿之日。 如屬擔保有限公司，申報表的結算日期應為該公司的會計參照期結束後的 9 個月屆滿之日。 For a private company, the information in this return should be made up to the anniversary of the date of its incorporation. For a public company, the return should be made up to the date that is 6 months after the end of its accounting reference period. For a company limited by guarantee, the return should be made up to the date that is 9 months after the end of its accounting reference period.)</i>		
5 隨本表格交付的財務報表所涵蓋的會計期 Period Covered by Financial Statements Delivered with this Form		
<i>(私人公司無需填報此項 A private company need not complete this section)</i>		
日 DD	N/A 月 MM	年 YYYY
至 To		
日 DD	月 MM	年 YYYY
6 註冊辦事處地址 Address of Registered Office		
7/F KIN ON COMMERCIAL BLDG, 49-51 JERVOIS STREET, SHEUNG WAN, HONG KONG		
提交人資料 Presentor's Reference		請勿填寫本欄 For Official Use
姓名 Name: SMART REGISTRATIONS LIMITED 地址 Address: 7/F KIN ON COMMERCIAL BUILDING 49-51 JERVOIS STREET SHEUNG WAN HONG KONG 電話 Tel: 25458556 傳真 Fax: 35719160 電郵 Email: 聯絡人 Contact Person:		

表格
Form **NAR1**

公司編號 Company Number

801777

12 董事 Directors

A. 董事 (自然人) Director (Natural Person)

(如超過一名董事為自然人，請用續頁 B 填報 Use Continuation Sheet B if more than 1 director is a natural person)

請在適用的空格內加上 ✓ 號 Please tick the relevant box(es)

身分 Capacity	<input checked="" type="checkbox"/> 董事 Director	<input type="checkbox"/> 候補董事 Alternate Director	代替 Alternate to (Nil)
中文姓名 Name in Chinese	李振剛		
英文姓名 Name in English	姓氏 Surname	LI	
	名字 Other Names	ZHENGANG	
前用姓名 Previous Names	中文 Chinese	(Nil)	
	英文 English	(Nil)	
別名 Alias	中文 Chinese	(Nil)	
	英文 English	(Nil)	
住址 Residential Address	No. 83, Jiang Yan Street, Zhen Xin District,		
	Dandong, Liaoning Province, China.		
	國家/地區 Country/Region	CHINA	
電郵地址 Email Address	(Nil)		
身分證明 Identification	CHINESE I.D. 210603197010020033		
(a) 香港身分證號碼 Hong Kong Identity Card Number		(Nil)	
(b) 護照 Passport	簽發國家 Issuing Country	(Nil)	
	號碼 Number	(Nil)	

表格
Form**NAR1**

公司編號 Company Number

801777

13 有股本公司的成員詳情 Particulars of Member(s) of a Company Having a Share Capital

(有股本的公司必須填報此項 Company having a share capital must complete this section)

請在適用的空格內加上 ✓ 號 Please tick the relevant box

- 非上市公司的成員詳情列於附表一
Particulars of members of a non-listed company are listed in Schedule 1
- 上市公司的成員詳情列於附表二
Particulars of members of a listed company are listed in Schedule 2

14 公司紀錄 Company Records

(如空位不足，請用續頁 D 填報 Use Continuation Sheet D if the space provided is insufficient)

公司備存下列紀錄的地址(如並非備存於第 6 項所述的註冊辦事處內)

Address where the following company records are kept (if not kept at the registered office stated in Section 6)

公司紀錄 Company Records	地址 Address
N/A	

15 陳述書 Statement

(如屬私人公司，請在空格內加上 ✓ 號以作出此項陳述 For a private company, please tick the box to make the Statement)

- 現述明公司自最近一份周年申報表的結算日期起(如屬首份周年申報表，則自公司成立為法團的日期起)，並沒有發出邀請，以邀請公眾人士認購公司的任何股份或債權證；同時如成員人數於本申報表的結算日期當日超過五十名，則超出五十名之數的成員，全屬根據《公司條例》第 11(2)條於計算公司成員人數時不包括在內的人。
- The company has not, since the date of the last annual return (or since the date of incorporation in the case of the first annual return), issued any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the company and that if the number of members of the company exceeds 50 as at the date of this return, the excess consists wholly of persons who, under section 11(2) of the Companies Ordinance, are excluded in the calculation of the number of members of the company.

提示 Advisory Note

所有公司董事均應閱讀公司註冊處編製的《董事責任指引》，並熟悉該指引所概述的董事一般責任。
All directors of the company are advised to read 'A Guide on Directors' Duties' published by the Companies Registry and acquaint themselves with the general duties of directors outlined in the Guide.

本申報表包括下列續頁 This Return includes the following Continuation Sheet(s)

續頁 Continuation Sheet(s)	A	B	C	D
頁數 Number of pages	0	1	0	0

For and on behalf of
SMART REGISTRATIONS LIMITED簽署 Signed : _____
Authorised Signature(s)姓名 Name : SMART REGISTRATIONS LIMITED
董事 Director / 公司秘書 Company Secretary *日期 Date : 12/06/2016
日 DD / 月 MM / 年 YYYY

* 請刪去不適用者 Delete whichever does not apply

表格 **NAR1**
Form

附表一 **Schedule 1**

(非上市公司適用)
FOR NON-LISTED COMPANY

本申報表的結算日期

Date to which this Return is Made Up

12	06	2016
日 DD	月 MM	年 YYYY

公司編號 Company Number

801777

非上市公司的成員詳情 (第 13 項)

Particulars of Member(s) of a Non-listed Company (Section 13)

(有股本的非上市公司必須填報此頁。如空位不足，或超過一類股份，可另加附表一。)

(Non-listed company having a share capital must complete this page. If the space provided is insufficient, or if there is more than one class of shares, please use additional Schedule 1.)

截至本申報表的結算日期的成員詳情 Particulars of Member(s) as at the Date to which this Return is Made Up

股份類別 Class of Shares

Ordinary

此類別股份的已發行總數 Total Number of Issued Shares in this Class

100,000

姓名／名稱 Name	地址 Address	股份 Shares		備註 Remarks	
		現時持有量 Current Holding	轉讓* Transferred *		
			數目 Number		日期 Date
李振剛 LI ZHENGANG	No. 83, Jiang Yan Street, Zhen Xin District, Dandong, Liaoning Province, China	70,000			
李勝達 LI SHENGDA	No. 36-109, Jiang Yan Street, Zhen Xin District, Dandong, Liaoning Province, China.	30,000			

- * 如公司的股份自上一份周年申報表日期以來(如屬首份周年申報表，則自公司成立為法團以來)有任何轉讓，有關詳情亦請一併申報；股份受讓人的姓名／名稱請在「備註」一欄註明。
- * If there have been any transfers of the company's shares since the date of the last annual return (or since incorporation if this is the first annual return), please also provide details of the transfers; the name of the transferee should be stated in the 'Remarks' column.

表格 Form NAR1
續頁 B Continuation Sheet B

 本申報表的結算日期
Date to which this Return is Made Up

12	06	2016
日 DD	月 MM	年 YYYY

公司編號 Company Number

801777

董事詳情 (自然人) (第 12A 項) Details of Director (Natural Person) (Section 12A)

請在適用的空格內加上 ✓ 號 Please tick the relevant box(es)

**身分
Capacity**

**董事
Director**

**候補董事
Alternate Director**
代替 Alternate to

(Nil)

**中文姓名
Name in Chinese**

李勝遠

**英文姓名
Name in English**

 姓氏
Surname

LI

 名字
Other Names

SHENGDA

**前用姓名
Previous Names**

 中文
Chinese

(Nil)

 英文
English

(Nil)

**別名
Alias**

 中文
Chinese

(Nil)

 英文
English

(Nil)

**住址
Residential
Address**

No. 36-109, Jiang Yan Street,

Zhen Xin District, Dandong,

Liaoning Province, China.

 國家/地區
Country/Region

CHINA

**電郵地址
Email Address**

(Nil)

身分證明 Identification

CHINESE I.D. 210603194409030037

(a) 香港身分證號碼

Hong Kong Identity Card Number

		(Nil)					
--	--	-------	--	--	--	--	--

 (b) 護照
Passport

 簽發國家
Issuing Country

(Nil)

 號碼
Number

(Nil)

YUEDA INTERNATIONAL TRADING CO., LIMITED	
Company Registration No.: 0801777	
Yueda International Trading Co., Limited was incorporated on 12 June 2002 (Wednesday) and as of 1 October 2015 (Thursday) is a Live Private Company Limited By Shares. This Private Company Limited By Shares have been operating for 5304 days.	
CR No.	0801777
Company Name	YUEDA INTERNATIONAL TRADING CO., LIMITED
Company Name (Chinese)	悅達國際貿易有限公司
Company Type	Private Company Limited By Shares
Date of Incorporation	12 June 2002 (Wednesday)
Active Status	Live
Remarks	-
Winding Up Mode	-
Date of Dissolution	-
Register of Charges	Unavailable
Important Note	-
Name History	Effective From 12 June 2002, Wednesday YUEDA INTERNATIONAL TRADING CO., LIMITED 悅達國際貿易有限公司

Source: <https://www.hkgbusiness.com/en/company/Yueda-International-Trading-Co-Lim>

Annex 27 : Malaysia based MKP-affiliated companies and roles of Han Hun Il / Edward Han**Malaysia-based MKP affiliated companies**

Company name in corporate registry (all documents in Annex)	Role(s) of Han Hun Il	Dates	Nature of business
MKP Builders	46% shareholder	1996-	Buildings development, building construction and contractors
MKP Holdings	Director and 49% shareholder	23 June 1998	Investment business
MKP Corporation	Director and 45% shareholder	26 June 2003-	
MKP Capital	50% shareholder	20 June 2006-	
MKP Capital LLC	Director and major shareholder	2 March 2012	According to MKP Capital: “To carry on the business man agreement, consultants and administrators of companies and other corporate bodies To carry on the business as holding company and to be capitalists, investors and any other business of all descriptions To carry on any trade or business whatsoever which can, in the opinion of the company be advantageously carried on by the company”
MKP Sosit	Director and 40% shareholder	October 2006	From website: IT Business Network Security; Web Design; Network Infrastructure Planning; Radio Embedded Device Encryption; Mobile Embedded Encryption; Vehicle Tracking and Management System

MKP Dynamic Engineering (formerly Nekad Agro-Fishery)	Shareholder of a single share	31 May 2006	
MKP-WUI Loong System Scaffolds Nekad Ziplen	Director (MKP Holdings is 51% shareholder)	17 April 2002 -	
Unhasu Restaurant (formerly Pyongyang Restaurant until 1 April 2011)	Director and 50% shareholder	5 July 2003-31 August 2007	Traders of motor accessories, spare parts and others
Mansudae Sdn.Bhd. (dissolved when MK builders was established in 1996)	Han Hun Il worked for Korea Koryo Corporation, which was 49% shareholder of Mansudae Sdn.Bhd.	6 September 1991	Promotion and sale of fine arts
MKP Dynamic MKP Supplies		7 July 2007 30 November 2016	Export and Import of Construction Materials Export and Import of other General Purpose Machinery N.E.C. Wholesale of Tobacco, Cigar, Cigarettes
Element Flash		6 July 2004	

Source: Malaysia Corporate Registry documents and official websites of the companies

Annex 28 : Contact information for MKP Group of Companies and International Consortium Bank (ICB)

Name : **MKP Group of Companies**
CEO: Han Hun Il / Edward Han
Yong Kok Yeap, Group Managing Director
Address: Lot 5 Jalan Satu
Kawasan Perusahaan Cheras Jaya
43200 Balakong
Selangor Darul Ehsan
Malaysia
Tel: 603-9076-9678
Fax: 603-9075- 9678
Email: enquiries@mkpholdings.com.my
Website: <http://www.mkpholdings.com.my/index.php>

Name: **International Consortium Bank (ICB)**
Korean: 하이펀드국제은행연합
AKA/FKA: Sungri Hi-Fund International Bank, Sungri Economic Group
Hi-Fund International Consortium Bank (ICB)
SWIFT Code: FHIBKPPY
Address: Sungri Exhibition Hall
Sohong-Dong
Morabong District
Pyongyang
DPRK
Website: <http://www.mkpholdings.com.my/services.ph>

Annex 29 : Invoice for telephone line Boo Chee Seong of MKP Capital established and paid for on behalf of Pak In Su

Page 1 of 3 >> > | > Go To Page > Search > Search Next

Mobile Phone No : 010-2288128
 Customer Name : BOO
 Contact Person : MR BOO CHEE SEONG
 Bill Date : 01/11/2014
 Account No : 119014970
 Deposit : RM0.00
 Reference No : 551745514
 Package : Celcom Extra 11
 Page : 1 of 3

MY ACCOUNT STATEMENT

Description	Overdue Charges	Due Date	Current Charges	Due Date	Total Amount Due
Account (RM)	3.61		157.43	01/11/2014	161.04

ACCOUNT SUMMARY

Previous Charges	RM	
Previous Balance	148.43	
Payment Received - Terima Vcc	-148.43	
Adjustments	0.00	
Overdue Charges	3.60	
Current Charges	RM	
Due Time Charges	0.10	
Monthly Charges	81.00	
Chargeable Usage	1.17	
Discounts & Rebates		
ee services Vcc	0.00	
Current Charges	82.17	
Roundup Adjustment	0.02	
Total Amount Due	161.04	

Update/Insert Account

Bandwidth & Usage

This week you have enjoyed local savings of RM0.00. Visit our how to enjoy extra rewards & services at: www.celcom.com.my/celcomextra

Bandwidth
 Bank Branch
 Bank
 Broadband Bundle
 CcToken
 Contact Person
 Designation
 Date of Birth : May 12, 1972

Make a prompt payment to avoid service interruption by subscription to standing instruction/auto debit facility (locally issued Credit & Charge Card). Visit <http://www.celcom.com.my/onlinecustomer-service> for online subscription.

PAYMENT SLIP

Mobile Phone No	010-2288128		
Account No	119014970		
Reference No	551745514		
Merchant Code	019		
Bill Date	01/11/2014	Account Due (RM)	161.04
		Amount Paid (RM)	

Invoice for telephone line, continued

Name and Address	▶ Edit	Detail	▶ Edit
Name:	MR BOO CHEE SEONG	Branch Code	CR-Taman Segar
Name of Organisation:	ED		SC-2111100
Address:	A-1-6 VISTA WIRA 1	Active Date:	Mar 1, 2011
	JALAN 4/27A SECTION 2	Inactive Date:	
	WANGSA MAJU , WILAYAH	Dealer Code	C40068SEL
	PERSEKUTUAN 53300	Account	C40068SEL00
	Malaysia	Manager Code	
Dir Listing	Dir Listing? - No	Parent	null
Contact No(O)	0133996678	Account Id:	
Contact No(H)		Child Count:	2
Language:	English	Account	10-Consumer
Address:	A-1-6 VISTA WIRA 1	Category:	
	JALAN 4/27A SECTION 2	Account	Acct Segment
	WANGSA MAJU , WILAYAH	Segment:	
	PERSEKUTUAN 53300	Account Type:	Billed
	Malaysia	Rate Class:	Standard Rate
Dir Listing	Dir Listing? - No	Reconnect Reason:	Class
		Payment Method:	Check
Contact and Service Centers	▶ Edit	Billing and Rating	▶ Edit
Fax Number:		Bill Dispatch Method:	Print Bill on Paper-ENG
Email:		Bill Format	Itemised Bill
Auth Personnel/Reference Name:	PAK IN SU	Option:	
Contact Person/Ref Relationship:	FRIEND	Bill Hold Code:	
Contact Phone/Ref Number(O):	0133996678	Bill Period:	GSM Cycle 08th
Reference Number(H):		Bill Insert Group:	Personal
Reference Mobile No:		Bill Message Group:	Personal
		Suppress Billing:	No

Source: The Panel

Annex 30 : Information on Boo Chee Seong (AKA Wagner Boo)

Address: A-1-6 Vista Wira 1
Jalan 4/27 A, Section 2 Wangsa Maju
53300 Kuala Lumpur
Tel: 60 603 907 69678
Mobile: 6017 436 5678
Fax: 60 603 907 58678

Year MKP Capital established: 1993

Reference telephone number used when setting up Pak's number: 013399 6678
Telephone line set up for Pak: +60192258136)

The screenshot shows the website for Mkp Capital Berhad. At the top, the company name is displayed in a large font. Below it is a navigation menu with buttons for Home, Products (with a dropdown arrow), Company Profile (with a dropdown arrow), Selling Leads, and Contact. The main content area is titled "Anthracite Coal" and features a photograph of a man in a suit standing in front of a large pile of coal. To the right of the photo is a list of company details:

Company Name	: Mkp Capital Berhad
MemberShip	: Free Member
Registration Date	: 2010. 09.23
Country/Region	: Malaysia
City	: Kuala Lumpur
Contact	: Wagner Boo
Related Keywords	: ANTHRACITE COAL, ZINC INGOT 99.99%

Below the photo, there is a link that says "See Larger Picture : Anthracite Coal".

Source: <http://wagnerboo.en.ec21.com>

Boo Chee Seong (AKA Wagner Boo) selling DPRK anthracite

4/22/2016 Anthracite Coal By MKP CAPITAL BERHAD, Malaysia

Looks like you are not TradeKey.com's Member yet
Signup now to connect with over 7 Million Importers & Exporters globally.

Join Now, its Free login

Welcome to TradeKey.com, Join Free | Sign In Help | Community

[AllChosen](#) [Machine for Sale](#) [Paper Bag Machine](#) [Machine Ma](#)

Please input a keyword or Post Buying Request

[AllChosen](#) [Packaging Machine](#) [Molding Machine](#) [Printing Ma](#)

Home > Products > Minerals & Metallurgy > Non-Metallic Mineral Deposit > Other Non-Metallic Mineral Deposit (1415)



View Enlarge Image

Anthracite Coal

FOB Price : [Get Latest Price](#)

Place of Origin: DPRK

Minimum Order Quantity: 8000 MT

Supplying Ability: 200, 000 MT

Mr Boo Chee Seong Contact now

Supplier Info

MKP CAPITAL BERHAD

Malaysia

Rate this company

This company is registered as a free member and is not verified or authenticated by TradeKey.com.

Contact Details Senior Products

Ads by Google

[malaysia.com](#) [Malaysia Coal](#)

Annex 31 : Description of MKP Capital

8/30/2016 MKP CAPITAL BERHAD Iron ,Other Iron ,Malaysia
<http://www.companiess.com/en/add.php> Welcome Guest, [Join Free](#) / [Sign In](#)

Home Categories Countries My Companiess **Add My Company Free** Share: Go

MKP CAPITAL BERHAD

Company Description

MKPI Holdings specialize in exporting Anthracite coal products. All forms and documents are made out the seller directly whom will oversee the transaction and MKP CAPITAL BERHAD guarantee the quality of Anthracite coal etc (ie. , an assurance the commodity will arrive at destination port uncontaminated) and specification and can ship any amount to any destination port. The price of urea fluctuates as it is currently a seller's market; however, we can guarantee quality product, at the quantity you wish at a favorable price (FOB or CIF price) . Anthracite Coal 5600 kcal, 5800kcal, 6100kcal, 6300kcal and 6600kcal. FC 77% TO 81% S - BELOW 0.5%

Company Information

Contact Person:Mr. Boo Chee Seong	Department:Director
Telephone:60-603-90769678	Mobile Phone:6017-3465678
Fax:60-603-90759678	Zip:MKP CAPITAL BERHAD
	Business Type:Manufacturing
	Number Of Employees:100+

Year Established:1993
 Trade Capacity:Export Percentage:
 Legal Representative / CEO:Boo Chee Seong
 Main Products:**Anthracite Coal**
 Address:<http://www.mkpholdings.com>, KUALA LUMPUR, WILAYAH, Malaysia
 Main Markets:Worldwide
 Website:Visit website

Product

- Anthracite Coal

MKP CAPITAL BERHAD *Free M*
<http://www.mkpholdings.com>, KUALA LUMPUR, WILAYAH, Malaysia

Sell Offers Contact Details **Trust Profile** B

Company / MKP CAPITAL BERHAD / Contact Details

Buyers Importers **Seed Capital**

Contact person: Boo Chee Seong (Director)
Company: MKP CAPITAL BERHAD
Address: <http://www.mkpholdings.com> KUALA LUMPUR WILAYAH Malaysia
Telephone: 60-603-90769678
Mobile: 6017-3465678
Fax: 60-603-90759678
Zip: MKP CAPITAL BERHAD
Products: Anthracite Coal
Country: Malaysia

MKPI Holdings specialize in exporting Anthracite coal products. All forms and documents are made out the seller directly whom will oversee the transaction and we guarantee the quality of Anthracite coal etc (ie. , an assurance the commodity will arrive at destination port uncontaminated) and specification and can ship any amount to any destination port. The price of urea fluctuates as it is currently a seller's market; however, we can guarantee quality product, at the quantity you wish at a favorable price (FOB or CIF price) . Anthracite Coal 5600 kcal, 5800kcal, 6100kcal, 6300kcal and 6600kcal. FC 77% TO 81% S - BELOW 0.5%

Source: http://www.tradekey.com/profile_contact/uid/4747656/MKP-CAPITAL-BERHAD.htm

14/12/17 04/07/2013 00991633 00092368

EJ:0019236810637043 00981633

Ref Number : 0AD10403246452 To Currency : USD Revtz Rate : 3.6195

From Amount : USD100,000.00 To Amount : USD100,000.00

Total Amount : MYR361,950.00 Rounding To :

Beneficiary type : Payment Mode : Debit Account Applicant :

ID No. : 943091W Region Code : A/C No. :

Pay To Code : Credit CCP : 000911:88 Sent Acct : 03411443632212210

Beneficiary : NICE FIELD INTERNATIONAL LIMITED

Bank : BANK

ID type : I/PP/RegNo. : Acct ID/CNAPS :

Remitter Stat : Resident Benef Stat : Non-Resident Same/Diff Party :

Relationship : Foreign Worker : Purpose Code : 06000

Purpose of Desc : SUPPLY OF COAL

Payment Detail : OFFSHORE BANKING SUPPLY OF COAL -

SWIFT CODE :

Detail Of Charges : SWA

Permohonan Application

Cek Aunbank/Banker's Cheque Interbank Giro Maybank Money Express -
 Restca Lain-Lain/Others: Membership No. _____ Tarikh/Date: 4/3/2017

1A | PEMERAMA / MODE OF PAYMENT

Debit Aunbank / Debit account 4124 1500 0153 Cek Aunbank/Banker's Cheque Swap/Cash

Number Aunbank / Account No. : _____ Nomor Cek/Cheque No. : _____

1B | BUTIR- BUTIR PEMERAMA / APPLICANT DETAILS

Name Pemohon / Applicant Name : _____

No. K.P./No. Passport/No. Pendaftaran Syarikat / I.C. No./Passport No./Company Registration No. : 943091W No. Telefon/Sel. No. : 0122171275

Alamat Pemohon / Applicant Address : 4-01 Jalan P. O.S. P. P. Damansara No. 1, Jalan P. O.S. 1/1, P.O. Damansara, Petaling Jaya

Negara/Negara Nationality : Melayu/Malay Pekerjaan/Occupation : _____

1C | BUTIR- BUTIR PEMERAMA / BENEFICIARY DETAILS

Name Pemenerima / Beneficiary Name : Nice Field International Limited

No. Aunbank / Account No. (SWA for Aunbank) : 03411443632212210 (USD)

No. K.P./No. Passport/No. Pendaftaran Syarikat / I.C. No./Passport No./Company Registration No. : _____

Alamat Pemenerima / Beneficiary Address : Flat / Per 1502 1578 Keon Hong, Conna Blvd, 88 Conna Court's Road, East Midlands, Hong Kong

Pekerjaan/Occupation : _____

1D | BUTIR- BUTIR BANK PEMERAMA / BENEFICIARY BANK DETAILS

Bank Pemenerima / Beneficiary Bank : Sanyan Hong Development Bank offshore

Swift Code/Cheq ID : _____

Rama/Address : _____, NEW YORK (), _____

Negara/Country : _____

1E | KADAR TUKARAN / EXCHANGE RATE

Asas / Base / An. / Amount : USD 100,000.00 Tukaran / Rate / Amount : USD 100,000.00

Asas / Base / An. / Amount : MYR 361,950.00 Tukaran / Rate / Amount : MYR 361,950.00

1F | BUTIR- BUTIR PEMERAMA / PAYMENT DETAILS

Supply of coal

1G | CAJ / CHARGES (Sila Nyatakan Nama dan Jumlah bagi Setiap Transaksi) (Sila Nyatakan Nama dan Jumlah bagi Setiap Transaksi)

CAJ / CHARGES (Sila Nyatakan Nama dan Jumlah bagi Setiap Transaksi) (Sila Nyatakan Nama dan Jumlah bagi Setiap Transaksi) (For Telegraphic Transfer only)

SJA: Caj dalam negara dibayar oleh Pemohon dan caj di luar negara dibayar oleh Pemenerima
Local charges to be paid by Applicant and overseas charges to be paid by Beneficiary

OJR: Semua Caj dalam negara dan luar negara dibayar oleh Pemohon
All local and overseas charges to be paid by Applicant

Sila Nyatakan Sumber Dana dan Jumlah bagi Transaksi Tertentu RM50,000.00 dan ke atas/For Cash Transaction Amount RM 50,000.00 and above please specify Source of Fund and Employer

Sumber Dana / Source of Funds : _____

Rajikan / Employer : _____

1H | STATUS BANK AGI (WELFARE) (WELFARE STATUS) (WELFARE STATUS) (WELFARE STATUS)

Pemohon/Resident Bukan Pemohon/Non-Resident Pemenerima/Beneficiary Bukan Pemenerima/Non-Beneficiary

Sila Nyatakan Tujuan Pembayaran/Purpose for the purpose of payment (RM50,000.00 to RM200,000.00)

A) Barangan/ Goods B) Perkhidmatan/ Services C) Urahs Haja Modal/ Capital Transactions D) Urahs Haja Khas/ Special Transactions E) Pindah/ Transfer F) Lain-lain/ Others (Sila Nyatakan/ Others (Please Specify))

Sila Man ingatkan Borang Aunbank Pembayaran (Form P) bagi Aunbank RM200,000.00 dan ke atas/Please provide details on the payment purpose.

No. Rujukan Kebajikan BNS / BNS Approval Reference No. (Jika berkaitan / If applicable) : *See below for purpose*
DUFA

Tandatangan Pemohon / Applicant Signature : _____

Saya/ Kami mengesahkan bahawa maklumat yang diberikan dalam borang ini adalah benar dan mematu Akta Kawalan Tukaran Mata Wang 1953 dan Akta Bank Negara Malaysia 2009. Saya / Kami bertanggungjawab sepenuhnya bagi maklumat yang tidak tepat, jikalau ada tidak sempurna dibekal borang ini. Saya/ Kami juga memberi kuasa kepada Bank untuk membuat maklumat ke kepada Bank Negara Malaysia menurut Akta Kawalan Tukaran Mata Wang 1953 dan Akta Bank Negara Malaysia 2009.

Saya/ Kami telah baca dan faham tentang syarat-syarat dan peraturan yang tertulis di sini. Dengan ini, saya/ kami menyetujui dan bersetuju dengan syarat-syarat dan peraturan yang tertulis di sini.

I/We hereby declare that the information given in this Form is true and correct and in full compliance with Exchange Control Act 1953 and Central Bank of Malaysia Act 2009. I/We shall be fully responsible for any inaccurate, untrue or incomplete information provided in this Form. I/We do authorize the Bank to make this information available to Bank Negara Malaysia in compliance with the Exchange Control Act 1953 and the Central Bank of Malaysia Act 2009.

Source: The Panel

REF Number : 00092360150757866
 In Currency : USD
 Rate : 3.7314
 RM Exchd 1/100 : 9
 In Amount : 139181.000.00
 CADIE : MYR5.00
 TOTAL : MYR675,408.40
 CDFP No : 9430914
 Pay To Name : Credit
 Bnf Type :
 Beneficiary : MES FLARES INTERNATIONAL LIMITED
 Bank :
 Issuer Stat : Resident
 Relationship :
 Purpose of Trans : SUPPLY OF ROAD
 Export Detail : SUPPLY OF ROAD
 SWIFT CODE :
 Total of Charges : 000

16/03/2018
 Delivery 271 Acc DTP
 0001148
 Foreign Ut Type : Special Rate
 Pymt Mode : Debit Account
 Ed Contr No :
 Trade Amount :
 Code :
 Applicant :
 Bnf Code : 00092360
 A/C No : 342973002944
 DEBIT No : 0001221528
 Rounded To :
 GST & D. DGT : MYR 00
 Bnf Acct : 09A1445612212210
 IC/PR/Reg No :
 Spore/Diff Party
 Porocen Code : 00000

Application Form
 Cek Jambak/Debit/Check
 Transfer
 Henti/Stop
 Lain-Lain/Other
 Anyakir Money Express
 Membership No.
 Tarikh/Date : 16/3/18

TERMINATOR / MODE OF PAYMENT
 A/R Akuan / Debit Account : 342973002944 (MYR) Cek Bayank/Haybank Cheque
 Rask/Cash
 Nomor Akuan / Account No. :
 Nomor Cek/Cheque No. :

56 BUTIR BUTIR PEMERKAS / APPLICANT DETAILS
 Nama Pemerkas / Applicant Name : MES FLARES SDN. BHD
 No. K.A.No. / Passport No. :
 Pendaftaran Syarikat / I.C. No./Passport No./Company Registration No. : 9430914
 No. Telefon/Tel. No. : 012371275
 Alamat Pemerkas/Baru Sahaja / For New Applicant (Majlis Pemerkas/Applicant Address) : Jalan PJU 17/3, Finta @ Wawasan, 47301 Petaling Jaya, Selangor.
 Wangsa/Nationality :
 Pekerjaan/Occupation :

57 BUTIR BUTIR PEMERKAS/BENEFICIARY DETAILS
 Nama Pemerkas / Beneficiary Name : M/s Field Interakonal Limited
 No. Akuan / Account No. (Untuk Pengirim) : 05A1445612212210 (USD)
 No. K.A.No. / Passport No. / Pendaftaran Syarikat / I.C. No./Passport No./Company Registration No. :
 Alamat Pemerkas/Baru Sahaja / For New Beneficiary Only (Kedua Pemerkas/Beneficiary Address) : Flat 18M 1502 15/A, Kuan Hong, Concom Building 20, Gurney Road East, Wauker, Hong Kong.
 Pekerjaan/Occupation :

58 BUTIR BUTIR BAHAS PEMERKAS/BENEFICIARY BANK DETAILS
 Bank Pemerkas / Beneficiary Bank : Bank Offshore
 Alamat/Address : New York ()
 Negara/City : New York ()
 Negara/Country : New York ()
 Swif Code/Clips UID : SPDECACH05A
 National Clearing Code (IC/AMA/Pecheu/Soc Code/ICAMP/PE/IC/IC) :
59 INTERMEDIARI BANK DETAILS (If Any)

31A MATLAMAT & ANAIK KEMUKAAN/REMITTING CURRENCY & AMOUNT
 Matlamat/Asal / Remitting Currency / Tujuan : MYR
 Anaiik / Amount : 181,000.00
RASMI TUARAN / EXCHANGE RATE
 Dealing Day No./Contract No. :
 Noda/Rate : 3.7314

26 BUTIR BUTIR PEMBAYARAN / PAYMENT DETAILS
 Description : Supply of road
31A CAJ / CHARGE (Untuk Pemohon Transfer Sahaja / For Telegraphic Transfer Only)
 31A Caj dalam negara dibayar oleh Pemohon dan-caj di luar negara dibayar oleh Pemohon / Local charges to be paid by Applicant and overseas charges to be paid by Beneficiary
 31B Semua Caj dalam negara dan luar negara dibayar oleh Pemohon / All local and overseas charges to be paid by Applicant

Sila Nyatakan Sumber Dana Dan Majlis Bagai Transaksi Total RM50,000.00 dan ke atas/For Cash Transaction Amount RM 10,000.00 and above please specify Source of Fund and Employer
 Number/Date :
 Sumber Dana / Source of Fund :
 Majlis / Employer :

AKTA KAWALAN PERTUKARAN HARGA 1953 (GUNA KEPERINCANGAN DI BAWAHNYA / EXCHANGE CONTROL ACT 1953 REQUIREMENT) (See reverse for guide)
 PEMERKAS/APPLICANT : Pemerkas/Resident Bukan Pemerkas/Non-Resident
 PENERIMA/BENEFICIARY : Pemerkas/Resident Bukan Pemerkas/Non-Resident
 Sila nyatakan tujuan pembayaran/Purpose for the purpose of payment (RM 10,000.00 to RM50,000.00)
 A) Barangan/ Goods B) Perkhidmatan/ Services C) Utang Wang Mula/ Capital Transactions D) Utang Wang Khas/ Special Transactions E) Pindah/ Transfer F) Lain-lain (Silakan Nyatakan/ Others (Please Specify)

Bank akan mengemukakan Perjanjian Akuan Pemerkas (Form F) bagi jumlah RM200,000.00 dan ke atas/My institution require payment commitment. Bank will issue Payment Declaration Form (Form F) for amount RM 200,000.00 and above. Please provide details on the payment purpose.
 No. Rajuan Kalendaran BSN / BSN Approval Reference No. (Jika berkenaan / If applicable) : 12 / NDA...
 Tanda Tangan Pemohon / Applicant Signature :

Saya/Kami mengesahkan bahawa keterangan yang diberikan dalam borang ini adalah benar dan mematu Akta Kawalan Tukaran Mata Wang 1953 dan Akta Bank Negara Malaysia 2009. Saya / Kami bertanggungjawab sepenuhnya bagi sebarang maklumat yang tidak tepat, palsu atau tidak lengkap yang diberikan. Saya/Kami juga mematu semua undang-undang bank untuk melindungi maklumat di kepada Bank Negara Malaysia memandak Akta Kawalan Tukaran Mata Wang 1953 dan Akta Bank Negara Malaysia 2009.
 Saya/Kami tidak bercakap dengan pihak bank yang terlibat dalam transaksi yang berlaku di atas. Dengan ini yang diberikan segala maklumat yang berkaitan terhadap permohonan ini adalah lengkap dan benar sepenuhnya. Selain itu, saya bertaklidat (oral) bahawa semua maklumat yang diberikan adalah benar dan lengkap.

I/We hereby declare that the information given in this Form is true and correct and is full compliance with Exchange Control Act 1953 and Central Bank of Malaysia Act 2009. I/we shall be fully responsible for any inaccuracy, untrue or incomplete information provided in this Form. I/we also undertake the Bank to make the information available to Bank Negara Malaysia in compliance with the Exchange Control Act 1953 and the Central Bank of Malaysia Act 2009.

Ref Number : 0AD11603270369	To Currency : USD	Revit Rate : 3.6195
From Amount : USD229,311.75	To Amount : USD229,311.25	
Total Amount : MYR829,992.07	Rounded To :	
Beneficiary Type :	Payment Mode : Debit Account	Applicant :
ID No. : 943091W	Region Code :	A/C No :
Pay To Bank : Credit	800 : 000048700	Benef Acct : 05A11443632212210
Beneficiary : NICE FIELD INTERNATIONAL LIMITED		
Bank : [REDACTED] BANK		
ID Type :	IC/PP/RegNo. :	Acct ID/CNAPS :
Remitter Stat : Resident	Benef Stat : Non Resident	Same/Diff Party :
Relationship :	Foreign Worker :	Purpose Code : 06000
Purpose Cd Desc : SUPPLY OF COAL		
Payment Detail : SUPPLY OF COAL	SWIFT CODE : [REDACTED]	
Detail Of Charges : SWA		

3.663

Permohonan Untuk [REDACTED]
Application For [REDACTED]

Tarikh/Date : 16/3/15

<input type="checkbox"/> Cek Amalan/Bankers Cheque <input type="checkbox"/> Restak		<input type="checkbox"/> Interbank Com <input type="checkbox"/> Late Letter/Others	<input type="checkbox"/> Maybank Money Express <input type="checkbox"/> Membership No.
1A RAKAMAN / MODE OF ACCOUNT <input checked="" type="checkbox"/> Akaun / Detail Account 1129-7200-0755 (USD)		<input type="checkbox"/> Cek Maybank/Maybank Cheque <input type="checkbox"/> Baki/Cash	
1B BUTIRAN PERMOHON / APPLICANT DETAILS Nama Pemohon / Applicant Name: [REDACTED] No. K/P/K/Pasport/Id No. / Passport/ID No.: 943091-W No. Telefon/BK No. / Telephone/BK No.: 010-2171075			
1C BUTIRAN PERKHIDMATAN/BENEFICIARY DETAILS Nama Perkhidmatan / Beneficiary Name: NICE FIELD INTERNATIONAL LIMITED No. Akaun / Account No. / IBAN (for Europe): 05A11443632212210 (USD) No. K/P/Id No. / Passport/Id No.: [REDACTED] Alamat Perkhidmatan/Beneficiary Address: Flal/Em 1502, 15/F Kwan Hong Comm Bldg, 80 Queen's Road East, Wanchai, Hong Kong			
1D BUTIRAN BANK PERKHIDMATAN/BENEFICIARY BANK DETAILS Nama Perkhidmatan / Beneficiary Bank: [REDACTED] Offshore Alamat Perkhidmatan / Beneficiary Address: [REDACTED] Banking New York ([REDACTED]), [REDACTED] Franfurt ([REDACTED]) Negara/Country: [REDACTED] Swift Code/Chips SW: SPDBCNCH03A National Clearing Code (UK): [REDACTED]			
1E MATANING & BAHAN BERKAITAN/INSTRUMENTS, CURRENCY & AMOUNT Matawang Asal / From: USD Matawang / In Currency: USD Jumlah / Amount: 229,311.25		1F RAJAH TUKARAN / EXCHANGE RATE Coding (Nilai Contract No): Kadar/Rate:	
1G BUTIRAN PERKHIDMATAN / ACCOUNT DETAILS Supply of coal			
1H DAFTAR CHARGE/BIAYA PERKHIDMATAN / SERVICE CHARGE <input type="checkbox"/> SWA <input type="checkbox"/> CLM			
1I PERKARA PERKHIDMATAN / SERVICE MATTER Nama / Name: [REDACTED] Alamat / Address: [REDACTED]			
1J PERKARA PERKHIDMATAN / SERVICE MATTER Nama / Name: [REDACTED] Alamat / Address: [REDACTED]			
1K PERKARA PERKHIDMATAN / SERVICE MATTER Nama / Name: [REDACTED] Alamat / Address: [REDACTED]			
1L PERKARA PERKHIDMATAN / SERVICE MATTER Nama / Name: [REDACTED] Alamat / Address: [REDACTED]			
1M PERKARA PERKHIDMATAN / SERVICE MATTER Nama / Name: [REDACTED] Alamat / Address: [REDACTED]			
1N PERKARA PERKHIDMATAN / SERVICE MATTER Nama / Name: [REDACTED] Alamat / Address: [REDACTED]			
1O PERKARA PERKHIDMATAN / SERVICE MATTER Nama / Name: [REDACTED] Alamat / Address: [REDACTED]			
1P PERKARA PERKHIDMATAN / SERVICE MATTER Nama / Name: [REDACTED] Alamat / Address: [REDACTED]			
1Q PERKARA PERKHIDMATAN / SERVICE MATTER Nama / Name: [REDACTED] Alamat / Address: [REDACTED]			
1R PERKARA PERKHIDMATAN / SERVICE MATTER Nama / Name: [REDACTED] Alamat / Address: [REDACTED]			
1S PERKARA PERKHIDMATAN / SERVICE MATTER Nama / Name: [REDACTED] Alamat / Address: [REDACTED]			
1T PERKARA PERKHIDMATAN / SERVICE MATTER Nama / Name: [REDACTED] Alamat / Address: [REDACTED]			
1U PERKARA PERKHIDMATAN / SERVICE MATTER Nama / Name: [REDACTED] Alamat / Address: [REDACTED]			
1V PERKARA PERKHIDMATAN / SERVICE MATTER Nama / Name: [REDACTED] Alamat / Address: [REDACTED]			
1W PERKARA PERKHIDMATAN / SERVICE MATTER Nama / Name: [REDACTED] Alamat / Address: [REDACTED]			
1X PERKARA PERKHIDMATAN / SERVICE MATTER Nama / Name: [REDACTED] Alamat / Address: [REDACTED]			
1Y PERKARA PERKHIDMATAN / SERVICE MATTER Nama / Name: [REDACTED] Alamat / Address: [REDACTED]			
1Z PERKARA PERKHIDMATAN / SERVICE MATTER Nama / Name: [REDACTED] Alamat / Address: [REDACTED]			

Annex 34 : HS Codes recommended by World Customs Organization for resolutions 2270 (2016) and 2321 (2016)

HS Codes		Description	Resolutions 2270 and 2321
Coal	2701	Coal; briquettes, ovoids and similar solid fuels manufactured from coal	Para 26 of Res. 2321 applies cap on exports and conditions for procurements under the cap. Livelihood exemption remains for Iron and Iron ore
Iron Ore	2601	Iron ores and concentrates, including roasted iron pyrites	
Iron Iron and Steel products	Chapter 72 7301-7326	Iron and steel products (7201-7229) Iron and steel products	
Gold	261690 7108 710811 710812 710813 710820	Gold ores and concentrates Gold (incl put plated), unwrought, semi-manufactured forms or powder Gold Powder, Unwrought Gold in Other Unwrought Forms Gold in Other Semi-manufactured Forms Monetary Gold	All imports from DPRK prohibited
Titanium	2614	Titanium ores and concentrates	
Vanadium	2615	Vanadium ores and concentrates	
Rare Earth Minerals	2612 2617 2805 2844	Uranium or thorium ores and concentrates [261210 and 261220 ores and concentrates, [Nesoi code 261790 - Other Ores and Concentrates] alkali metals etc, rare-earth metals etc, mercury radioactive chemical elements & isotopes etc	
Copper	7401-7419 2603	Copper and articles thereof Copper ores and concentrates	
Zinc	7901-7907 2608	Zinc and articles thereof Zinc ores and concentrates	
Nickel	7501-7508 2604	Nickel and articles thereof Nickel ores and concentrates	Commodities added in para 28 of resolution 2321 (2016)
Silver	2616100 7106, 7107 7114	Silver ores and concentrates Silver unwrought or semi manufactured forms, or in powdered forms; base metals clad with silver, not further worked than semi-manufactured articles of goldsmiths or silversmiths' wares or parts thereof, of silver, whether or not plated or clad with other precious metal	
Silver / gold	2616	Precious metal ores and concentrates	
			Combines prohibitions on gold and silver in resolutions 2270 (2016) and 2231 (2016) respectively

Source: S/2017/150, Annex 16-1 with technical corrections to HS code description for silver

Annex 35 : Total dollar value for all prohibited commodities exported from DPRK, October 2016 - May 2017

(Value = Thousands of United States dollars)

<i>Commodity</i>	<i>Exporting State</i>	<i>Timeframe</i>	<i>Value (USD)</i>
Iron and steel (72)*	DPRK	October 2016 – April 201	44,344,912
Iron and steel (73)*	DPRK	October 2016 – May 2017	956,344
Iron ore (HS 2601)*	DPRK	December 2016 – May 2017	79,476,905
Coal (HS 2701)	DPRK	December 2016 (over cap)	130,394,260.99
Silver Ores and concentrates (HS 261610)	DPRK	December 2016 – May 2017	3386,558
Copper (HS 74)	DPRK	December 2016 – May 2017	2,334,240
Copper Ores and concentrates (HS 2603)	DPRK	December 2016 – May 2017	3628,892
Zinc and articles thereof (HS 79)	DPRK	December 2016 – April 2017	5,851,679
Zinc ore (2608)	DPRK	December 2016 – May 2017	7942,635
Nickel (75)	DPRK	December 2016 – May 2017	42,000
Gold unwrought, semi-manufactured, powder form (7108)	DPRK	October 2016	215,782
Total			\$ 271,579,326

Source: Comtrade, GTA and 1718(2006) Committee

* No member states importing these prohibited commodities replied to the Panel's inquiries on whether they had determined any of the shipments to be exclusively for livelihood purposes and unrelated to generating revenue for the DPRK's nuclear or ballistic missile programmes or other activities prohibited by the resolutions.

Annex 36 : Letter from India of 14 July 2017



संयुक्त राष्ट्र स्थित भारत का स्थायी मिशन
न्यूयॉर्क

PERMANENT MISSION OF INDIA TO THE UNITED NATIONS
NEW YORK

No.PM/NY/FSSK/7/2017

14 July 2017

The Permanent Mission of India to the United Nations in New York presents its compliments to the Panel of Experts established pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009) and has the honour to refer to the letters S/AC.49/2017/PE/OC.02 of 03 January 2017, S/AC.49/2017/PE/OC.32 of 06 March 2017, S/AC.49/2017/PE/OC.99 of 15 May 2017, S/AC.49/2017/PE/OC.117 of 01 June 2017, S/AC.49/2017/PE/OC.286 of 29 June 2017.

In this context, the Permanent Mission of India further has the honour to enclose the response by the authorities concerned in the Government of India on the information requested by the Panel of Experts on the Democratic People's Republic of Korea.

The Permanent Mission of India to the United Nations in New York avails itself of this opportunity to renew to the Panel of Experts established pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009) the assurances of its highest consideration.

Mr. Hugh Griffiths
Coordinator of the Panel of Experts established
pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009)
United Nations Headquarters
New York-10017



235 EAST 43RD STREET • NEW YORK, N.Y. 10017
TEL: (212) 490-9660 • FAX: (212) 490-9656 • EMAIL: ind_general@indiaun.net

Annexure

The measures relating to import of iron and iron-ore from DPRK are contained in paragraph 29 of UNSC resolution 2270 (2016). These measures were modified vide paragraph 26 of UNSC resolution 2321 (2016).

2. Implementation under domestic law of the measures contained in the relevant UNSC resolutions typically involves an inter-agency exercise to comprehend the ramifications of the newly announced measures, interpretation of these measures and thereafter a due legal process for incorporating them in domestic law and procedure.

3. During the period 2 March 2016 (date of adoption of resolution 2270) to 30 November 2016 (date of adoption of resolution 2321), there was no clarity regarding the scope of the measures related to iron and iron-ore since there was no elaboration/explanation of the word 'iron' and 'iron-ore'. Till date, there is no implementation assistance notice issued by the UN that stipulates a practice for identifying an item as 'iron' and 'iron-ore'.

4. Pending clarity on this issue, national implementation of the measures contained in UNSC resolutions 2270 (2016) and 2321 (2016) relating to iron and iron-ore was nevertheless carried out by Government of India through a notification issued by the Directorate General of Foreign Trade (DGFT) on 21 March 2017. However, for the reasons explained in paras 2 and 3 above, there was no restriction on import of iron and iron-ore into India from DPRK during the period 2 March 2016 (date of adoption of resolution 2270) till 20 March 2017.

5. The methodology adopted by the UNSC 1874 Panel of Experts of identifying items that fall under the description 'iron' and 'iron-ore' appears to be subjective and not definitive. e.g. the Panel interprets items covered under Chapter 73 of the HS Code as 'iron' whereas the description of items under this Chapter of the Code is 'articles of iron and steel' which cannot be equated with 'iron'.

6. India would, therefore, request a clarity on the scope of the measures relating to iron and iron ore contained in paragraph 29 of resolution 2270 as amended by paragraph 26 of resolution 2321. Similarly clarity may also be provided regarding the scope of the measures in these two resolutions relating to items prohibited under the sectoral bans and the luxury goods ban. This would enable effective implementation of the resolutions by member states.

7. In light of the above, India is unable to comment at this point on the details sought in UN letters Reference S/AC.49/2017/PE/OC.117 dated 1 June 2017, S/AC.49/2017/PE/OC.99 dated 15 May 2017, S/AC.49/2017/PE/OC.32 dated 06 March 2017 and S/AC.49/2017/PE/OC.02 dated 3 January 2017. However, India stands ready to share its national experience on implementation of the measures related to iron and iron ore, sectoral bans and luxury goods ban covered in resolutions 2270 and 2321, which have entered into force vide the aforesaid notification issued by the DGFT on 21 March 2017.

8. India would request that this submission be included in the next midterm review of the UNSC 1874 Panel of Experts.

Annex 37 Calculation of coal imports value and volume caps for 2017 as per resolution 2321 (2016)

	Value reported for each month (USD)	Volume for each month (metric tons)
January 2017	126,390,037.84	1,441,985.60
February 2017	104,590,640.00	1,232,000.00
March 2017	575,219.40	6,342
Total	231,555,897.2	2,680,327.60

	Value (USD)	Volume (metric tons)
Percentage of 2017 cap	$231,555,896 / 400,870,018 =$ <u>57.76% of 2017 value cap</u>	$2,680,327.60 / 7,500,000 =$ <u>35.74% of 2017 volume cap</u>
Amount that exceeded December 2016 cap	183,890,154.99 - 53,495,894 = <u>130,394,260.99 (value amount that exceeded the Dec 2016 cap by 344%)</u>	2,001,634.43 MT - 1,000,866 MT = 1,000,768.43 MT (volume amount that exceeded the Dec 2016 cap by 200%)
Exceeding amount added to current 2017 levels (Jan/Feb/Mar)	<u>130,394,260.99</u> + 231,555,897.246 = 361,950,158.23	1,000,768.43 MT + 2680327.60 MT = <u>3,681,096.03 MT</u>
2017 percentage of overall caps reached in Resolution 2321 when exceeding 2016 amounts are added	361,950,158.23 are <u>90.29%</u> of the 2017 cap of 400,870,018	<u>3,681,096.03 MT</u> are <u>49.08 %</u> of the 2017 cap of 7,500,000 MT

Source: Committee website